

DIAGNOSTIC LOCAL DE SANTÉ



OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LYON

VOLET 1 : DONNÉES SOCIO-SANITAIRES

JANVIER 2022



**CE TRAVAIL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR
L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Lucie ANZIVINO, chargée d'études, épidémiologiste en santé publique et environnementale

Pauline BOLAMPERTI, statisticienne

Ève GIOVANNINI, chargée d'études

Sylvie MAQUINGHEN, directrice déléguée

Carole MARTIN DE CHAMPS, directrice

Abdoul SONKO, statisticien

À la demande de la Ville de Lyon et avec le soutien financier de la Ville de Lyon et de l'Agence
régionale de santé

Ce rapport est disponible sur le site Internet de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes :

www.ors-auvergne-rhone-alpes.org

Remerciements

L'Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes tient à remercier ici toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation du Diagnostic local de santé de Lyon et tout particulièrement :

- Madame Myriam BUFFET, cheffe de service Mission santé à la direction du Développement Territorial de la Ville de Lyon ;
- Madame Florence PRADIER, responsable du service Santé-Environnement à la direction de la Santé - Ville de Lyon
- Madame Anaïs LEBOUFFANT, chargée de mission santé, Ville de Lyon
- Madame Céline DE LAURENS, adjointe à la santé et prévention et santé environnementale – hôpitaux- qualité de l'environnement, Ville de Lyon

Pour leur aide précieuse notamment dans la transmission de données de santé et de santé-environnement;

Ainsi que : Mme Kelly CLAUDE, chargée d'études et statistiques et Valérie DARRIAU, adjointe à la Directrice générale adjointe de la délégation Solidarités, Habitat et Éducation de la Métropole de Lyon pour la transmission de données sur les personnes en situation de handicap.

Sommaire

CONTEXTE	9
OBJECTIF	10
VOLET 1 – DONNÉES SOCIO-SANITAIRES	12
Méthode.....	12
1. Caractéristiques socio-démographiques	15
1.1. Population.....	15
1.2. Composition des ménages	17
1.3. Scolarité et niveau d'étude	18
1.4. Catégories socio-professionnelles	19
1.5. Revenu.....	21
1.6. Précarité.....	22
2. Offre et recours aux soins, à la prévention.....	28
2.1. Offre de soins en libéral	28
2.2. Autres ressources de soins en médecine générale et hospitalières	31
2.3. Recours aux professionnels de santé libéraux	35
2.4. Recours hospitaliers	40
2.5. Recours à la prévention	41
2. État de Santé.....	47
3.1. Affections de longue durée.....	47
3.2. Hospitalisations en médecine chirurgie obstétrique (MCO)	50
3.3. Mortalité	53
3. Focus sur certaines pathologies et problématiques de santé.....	57
4.1. Les cancers	57
4.2. Les maladies cardio-vasculaires	62
4.3. Les maladies de l'appareil respiratoire.....	65
4.4. Le diabète	71
4.5. Santé sexuelle : les grossesses précoces et les interruptions volontaires de grossesse.....	74
4.6. La maladie de Crohn et la rectocolite hémorragique aiguë (RCH)	75
4.7. La santé mentale.....	76
4.8. Les Maladies neuro-dégénératives	86
5. Données complémentaires.....	88
5.1. Surpoids-obésité chez les enfants.....	88
5.2. Personnes en situation de handicap	89
5.3. Traitements par antibiotiques générateurs d'antibiorésistance.....	94
5.4. Données sur la COVID-19	95
6. Synthèse	98

Contexte

Lyon est la troisième ville la plus peuplée de France, au cœur de la deuxième agglomération de France en nombre d'habitants. Hors communes de l'Ile-de-France, la ville de Lyon a la plus forte densité de population.

Au-delà de cette caractéristique qui fait de Lyon une « géante » démographique et économique à l'échelle du pays, Lyon est aussi une commune faite de diversité avec une très grande richesse de ressources culturelles, universitaires, sanitaires, économiques, comprenant aussi neuf quartiers en politique de la ville dont les habitants sont concernés par une forte précarité.

Les enjeux de santé sont donc à la fois multiples et complexes et recouvrent toutes les problématiques que peuvent rencontrer différentes classes d'âges, différents groupes sociaux, face à une offre sanitaire à la fois très riche mais avec laquelle certains habitants peinent parfois à trouver des réponses à leurs besoins, en termes de délais, mais aussi parfois au niveau économique.

Face à ces enjeux, la ville de Lyon a, de longue date, investi les différents dispositifs permettant de croiser les expertises, les regards, afin d'améliorer les articulations entre tous les acteurs de santé, qu'ils soient formels ou « cachés », en considérant la santé dans l'acception la plus large du terme, qui est celle de l'OMS :

« La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

Ces dispositifs ont été successivement les Ateliers Santé Ville, qui ont d'abord concerné les quartiers de la géographie prioritaire, puis l'extension de cette démarche à l'ensemble de la ville. Par ailleurs, la ville s'est dotée d'un observatoire de la santé des Lyonnais, qui utilise des outils à la fois quantitatifs et statistiques et des outils qualitatifs.

Dans le prolongement de l'Atelier Santé Ville, Lyon a mis en place un premier Contrat Local de Santé sur la période 2015-2020, en partenariat avec l'Agence régionale de santé mais aussi la Préfecture du Rhône, la Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône, les Hospices civils de Lyon, les Centres hospitaliers Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Le Vinatier et Saint Jean de Dieu.

Pendant près de 5 ans, ce contrat a ainsi permis le développement de nombreux autres partenariats et a favorisé l'élaboration de différentes actions concourant à l'amélioration de la santé des habitants des territoires lyonnais.

Le bilan des actions, partagé avec les signataires du premier CLS de la Ville de Lyon, a montré qu'une **majorité des actions doivent être poursuivies avec des axes de développement déjà identifiés par les opérateurs.**

Ce premier Contrat local de santé arrivant à son terme, la ville de Lyon souhaite aujourd'hui poursuivre les travaux engagés, dans le cadre des partenariats établis, anciens ou plus récents, et affiner encore les réponses qui peuvent être apportées aux besoins de santé des habitants de Lyon, à une échelle locale et ce, dans un contexte largement complexifié par l'épidémie de Covid-19, qui n'est à ce jour, pas vaincue. La ville de Lyon a ainsi la volonté de s'engager dans un second Contrat local de santé, avec le soutien de l'ARS et de ses autres partenaires institutionnels, à la fois dans la continuité du premier contrat,

mais aussi en explorant de nouvelles perspectives. Elle a besoin, pour ce faire, de compléter sa connaissance des besoins et enjeux de santé des Lyonnais, à une échelle globale et locale, aux échelles les plus fines, par la réalisation d'un diagnostic local de santé.

Objectif

La Ville de Lyon souhaite aujourd'hui renforcer et renouveler ses connaissances sur la santé des habitants, et ce afin de bâtir un second Contrat local de santé.

La Ville de Lyon souhaite, dans un premier temps, identifier et confirmer de manière quantitative et statistique, aux échelles les plus fines possible, tous les grands enjeux de santé, déjà connus ou qui restent à explorer.

Il s'agira, à partir des bases de données disponibles en santé, mais aussi en santé-environnement, de repérer tous les éléments pertinents pour affiner la connaissance des besoins des Lyonnais et la qualité environnementale de leur cadre de vie. Ainsi, l'offre de soins, l'état de santé en lien avec le profil socio-démographique des habitants, l'accès aux soins et la qualité de l'environnement doivent être explorés à l'échelle de la ville, de ses arrondissements et de ses quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), si cela est pertinent et possible au plan statistique.

Ce diagnostic devra permettre de situer Lyon au regard de l'ensemble de la Métropole de Lyon.

Volet 1 – Données socio-sanitaires

Méthode

La partie quantitative de ce diagnostic traite de divers thèmes à travers la présentation d'indicateurs socio-démographiques, d'offre de soins et d'état de santé de la population du territoire.

Ces données sont présentées à l'échelle de Lyon, des arrondissements de Lyon, de la métropole de Lyon hors Lyon (toutes les communes de la métropole de Lyon sauf Lyon), de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la France métropolitaine. Ces données sont également présentées, dans la mesure du possible, à l'échelle de la ville de Bordeaux et de Toulouse, villes « proches », dans leur composition démographique, de la ville de Lyon.

Certaines données, celles du régime général de l'Assurance maladie sont également présentées à l'échelle des IRIS de Lyon et des quartiers prioritaires de la politique de la ville de Lyon (QPV). Les données des QPV de Lyon sont alors comparées aux données des QPV du reste de la métropole de Lyon et des QPV de la région.

Les sources employées sont les suivantes :

- **Données socio-démographiques**

Les données socio-démographiques présentées proviennent principalement des bases de données du recensement de la population de l'Insee disponibles au moment de l'analyse (données du Recensement de population 2018). Plusieurs indicateurs sont analysés : population, emploi, chômage, qualification, catégories socioprofessionnelles.

- **Données de l'Assurance maladie (SNIIRAM DCIR ou Sniiram référentiel médicalisé)**

Les données de l'Assurance Maladie, issues du Système national d'information inter régimes de l'assurance maladie (SNIIRAM – DCIR), permettent de disposer d'indicateurs sur l'offre de soins libérale (au 01/01/2020), le niveau de recours aux différents professionnels de santé libéraux (année 2019 et 2020), la consommation de traitements médicamenteux (année 2019), les bénéficiaires des programmes de prévention (année 2019 et 2020). Ces données concernent les assurés du régime général, du régime agricole, de l'Assurance maladie des professions indépendantes (soins remboursés par les caisses de la région Auvergne-Rhône-Alpes).

Les données des affections de longue durée (ALD) concernent les bénéficiaires d'une ALD au 31/12/2019 selon le référentiel médicalisé et dont le NIR (Numéro d'inscription au répertoire) n'est ni fictif ni provisoire.

Pour les taux calculés, la population du dénominateur est composée de tous les bénéficiaires ayant eu au moins un remboursement d'une prestation entre 2015 et 2019 (date de soin) dont le NIR n'est ni fictif ni provisoire, non décédés au 2 janvier 2019. Les bénéficiaires composant les effectifs ainsi que la population au dénominateur sont domiciliés dans leur dernière commune connue au moment du soin.

- **Données d'hospitalisation du PMSI MCO (ATIH)**

Les données d'hospitalisation analysées sont issues de la base du Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) des services de Médecine, Chirurgie, Obstétrique (MCO) diffusées par

l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH). Tous les séjours concernent les patients domiciliés en Auvergne-Rhône-Alpes et hospitalisés au cours de l'année 2019 dans les établissements MCO publics et privés de France métropolitaine.

Les données d'hospitalisation sont disponibles à l'échelle du code PMSI. Le code PMSI est le code géographique utilisé dans les bases d'hospitalisation, il correspond au code postal ou à un regroupement de codes postaux. Les effectifs et taux présentés sont des estimations. En effet les bases de données pour ces thèmes étant disponibles uniquement au code PMSI, les effectifs communaux ont été estimés par sexe et par âge quinquennal au prorata de la population au RP 2017.

Pour les taux calculés, la population du dénominateur est celle du recensement de la population de 2017 (RP 2017).

- **Données de la psychiatrie (RIM-P ATIH)**

Les données du Résumé d'information médicale en psychiatrie (RIM-P), diffusées par l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH), traitent des actes ambulatoires et/ou séquences et des hospitalisations en établissement spécialisé en psychiatrie des patients domiciliés en Auvergne-Rhône-Alpes et ayant fait l'objet d'une prise en charge en établissement de psychiatrie durant l'année 2019. Les données de psychiatrie sont disponibles à l'échelle du code PMSI. Les effectifs et taux de patients suivis en établissements spécialisés de psychiatrie présentés sont estimés au prorata de la population au recensement de 2017 (comme pour les données d'hospitalisation en MCO).

Pour les taux calculés, la population du dénominateur est celle du recensement 2017.

- **Données de mortalité (Inserm CépiDc)**

Les données de mortalité présentées proviennent des bases de données transmises par le Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès de l'Inserm¹, qui recueille les certificats médicaux de décès. Les données concernent les décès sur la période 2013-2017. Pour les taux calculés, la population du dénominateur est celle du recensement de la population de 2015 (RP 2015).

- **Données du régime général de l'Assurance maladie (ARS)**

Ces données fournies par l'Agence régionale de la santé Auvergne-Rhône-Alpes sont disponibles à l'échelle des IRIS et des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) pour l'année 2017. Ces données concernent les bénéficiaires de la CMUC, le recours aux professionnels de santé libéraux et à la prévention (dépistage organisé du cancer du sein, programme de prévention bucco-dentaire M'T dents).

Précisions méthodologiques

Les indicateurs de santé (taux) présentés sont, pour la majorité d'entre eux appelés « taux standardisés ». Ils sont construits lorsque les données sont sensibles à la structure par âge de la population étudiée. Ainsi, par exemple, pour la consommation de médicaments, le recours à l'hospitalisation ou encore la mortalité, les taux sont systématiquement standardisés sur la structure d'âge d'une population de référence (population France Métropolitaine 2012). Ils permettent ainsi de comparer les territoires d'étude à la région Auvergne-Rhône-Alpes, à structure d'âge identique.

¹ Institut national de la santé et de la recherche médicale

1. Caractéristiques socio-démographiques

Les données socio-démographiques constituent des éléments de cadrage essentiels pour donner du sens à l'ensemble des informations sanitaires. En effet, les caractéristiques sociales et démographiques d'une population constituent des déterminants majeurs de la santé. L'état de santé de la population est fortement lié à son niveau socio-économique (gradient social de la santé²). La défavorisation sociale³ est ainsi un déterminant majeur du mauvais état de santé de la population. Ce constat, largement documenté (notamment par l'OMS⁴), est vérifié dans tout type de territoire.

1.1. Population

Au 1^{er} janvier 2018, Lyon compte 518 635 habitants. La ville est dynamique sur le plan démographique (+ 0,7 % en moyenne chaque année sur la période 2013-2018), une croissance toutefois moins élevée que celle des deux grandes villes de comparaison, Bordeaux et Toulouse respectivement (+1,1 % et +1,2 %). La croissance démographique de Lyon est portée par un taux de natalité relativement élevé (+15,1 ‰ versus 11,9 ‰ en Auvergne-Rhône-Alpes).

À l'image des grandes villes, la population de Lyon est relativement jeune par rapport à la région ou la France métropolitaine : les 65 ans et plus sont sous-représentés tandis que la part des 18-30 ans est relativement importante, en lien avec l'offre universitaire importante à Lyon qui attire de nombreux jeunes de la région mais aussi de toute la France.

Caractéristiques démographiques de la population, 2018						
	Lyon	Bordeaux	Toulouse	Métropole Hors Lyon	Auvergne Rhône-Alpes	France métro.
Population 2018	518 635	257 068	486 828	880 257	7 994 459	64 844 037
Variation de la population* (%)	0,7	1,1	1,2	1,1	0,6	0,4
dont solde naturel (%)	0,8	0,5	0,8		0,4	0,3
dont solde migratoire (%)	-0,1	0,6	0,4		0,3	0,1
Part des moins de 20 ans (%)	22,4	21,7	22,6	27,2	24,4	24,0
Part des 65 ans et plus (%)	14,8	14,5	13,0	17,1	19,7	20,0
Part des 75 ans et plus (%)	7,5	7,2	6,4	8,4	9,4	9,4
Taux de natalité (‰)	15,1	12,1	14,1		11,9	11,8

Source : Insee (recensement de la population 2018, État civil)

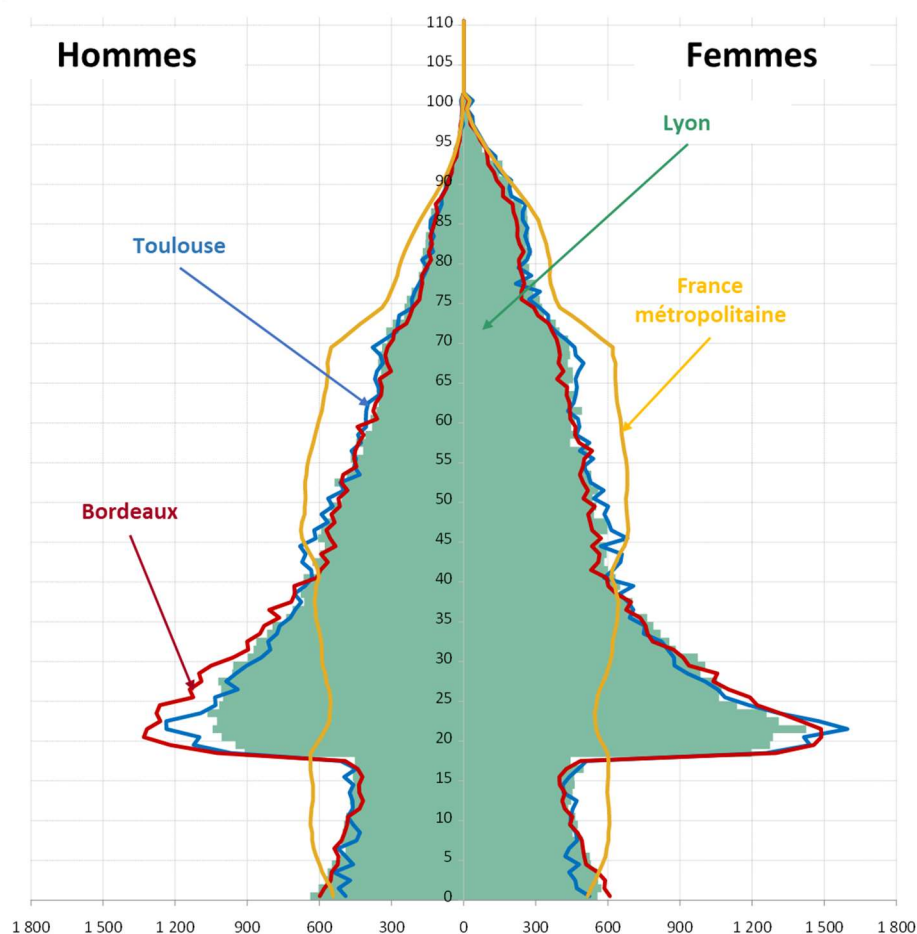
La part des 15-24 ans est toutefois un peu plus faible à Lyon (18,7 %) qu'à Bordeaux et Toulouse (respectivement 20,4 % et 21,0 %).

² Les inégalités sociales de santé sont présentes à tous les âges de la vie, dès la grossesse : les principaux indicateurs de santé présentent ainsi des gradients sociaux.

³ Il existe plusieurs définitions et indices de la défavorisation sociale. L'indice de désavantage social - FDEP (French DEPrivation index) de Walid Ghosn (CépiDc-Inserm, 2018) peut être cité.

⁴ https://www.who.int/social_determinants/thecommission/finalreport/key_concepts/fr/

Pyramide des âges, 2018



Source : Insee (recensement de la population, 2018)

Les trois arrondissements les plus peuplés de Lyon, le 3^{ème}, le 7^{ème} et le 8^{ème} représentent près de 52 % de la population lyonnaise. Des différences de structure par âge sont notées entre arrondissements : la population est relativement jeune dans le 1^{er} arrondissement, le 7^{ème} (en raison notamment d'une présence relativement faible des 65 ans et plus) et le 8^{ème} arrondissement (avec une part importante des moins de 20 ans). À l'inverse, la présence de personnes âgées est plus marquée dans le 4^{ème}, le 5^{ème} et le 6^{ème} arrondissement.

Population par arrondissement, 2018

	Lyon 1	Lyon 2	Lyon 3	Lyon 4	Lyon 5	Lyon 6	Lyon 7	Lyon 8	Lyon 9
Population	29 523	30 733	102 238	35 878	49 755	52 411	81 825	85 170	51 102
Part dans la population de Lyon (%)	5,7	5,9	19,7	6,9	9,6	10,1	15,8	16,4	9,9
Part des moins de 20 ans	11,3	15,3	13,4	18,6	19,2	17,3	11,2	15,5	14,6
Part des 65 ans +	19,3	20,7	21,9	22,1	23,7	22,5	20,8	23,9	25,3
Part des 75 ans +	5,7	7,5	6,4	9,6	10,3	9,3	5,6	8,0	7,3

Source : Insee (recensement de la population 2018)

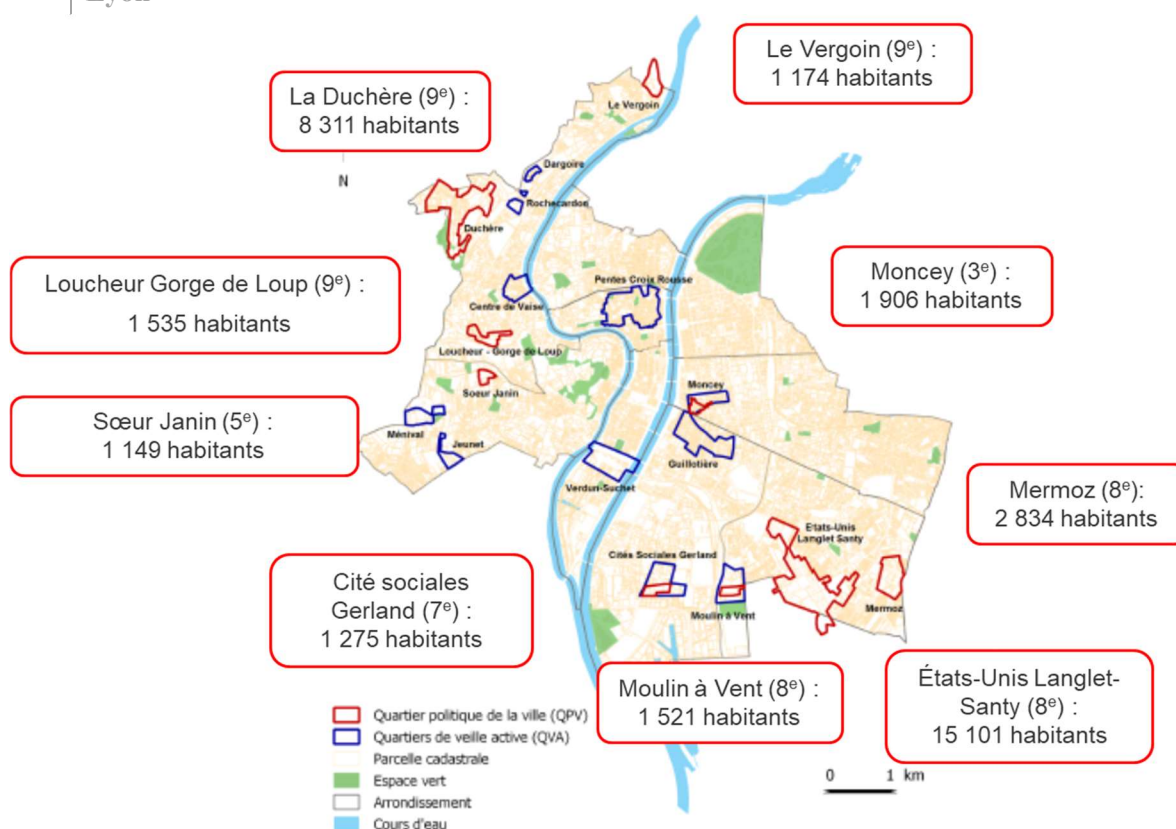
Les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Lyon compte 9 quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) qui représentent au total 30 451 habitants, selon le recensement de l'Insee de 2018. Deux grands QPV, le QPV Duchère (8 311 habitants) et le QPV États-Unis-Langet-Santy (15 101 habitants) réunissent 77 % des habitants des QPV de Lyon.

Ces QPV sont principalement localisés dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements :

- 23,8 % des habitants du 8^{ème} arrondissement résident en QPV ;
- 21,6 % des habitants du 9^{ème} arrondissement résident en QPV.

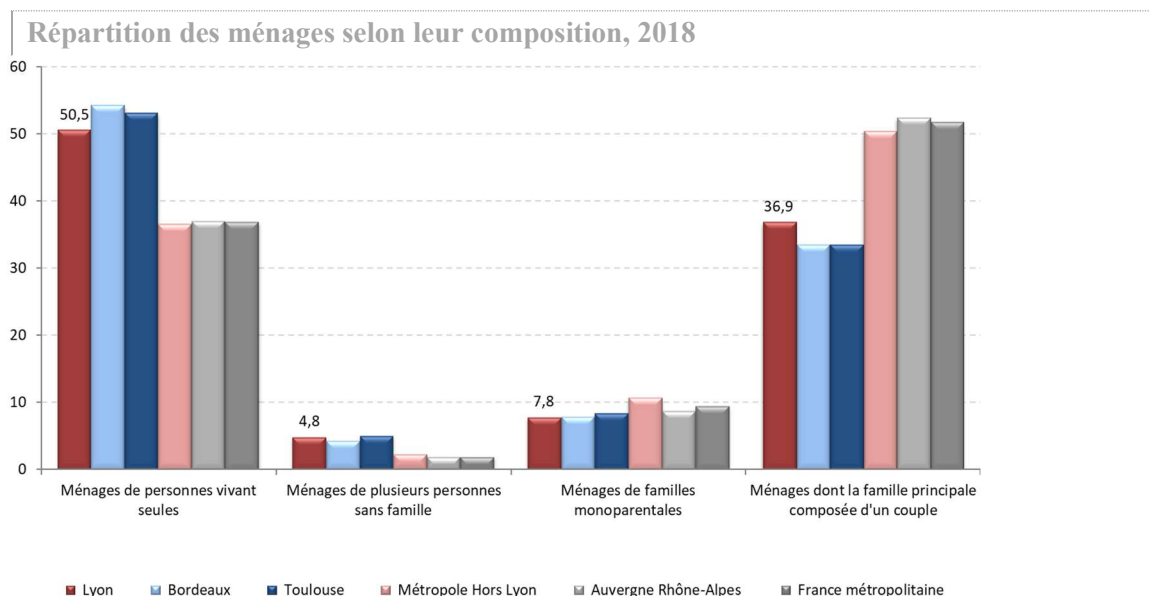
Carte des Quartiers prioritaires de la politique de la ville et quartiers de veille active de Lyon



Source : SIG- Politique de la Ville, Insee RP 2018

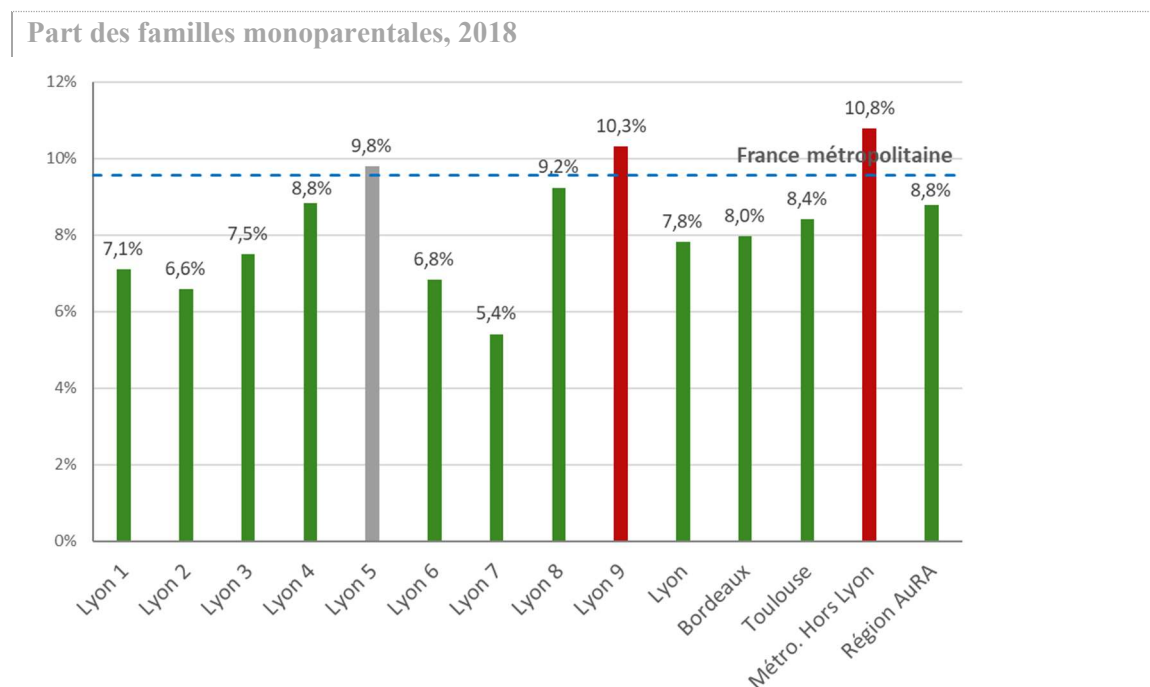
1.2. Composition des ménages

Lyon, à l'image de Bordeaux et Toulouse, se caractérise par une part de ménages composés d'une personne seule relativement importante (50,5 % versus 36,9 % dans les autres territoires).



Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

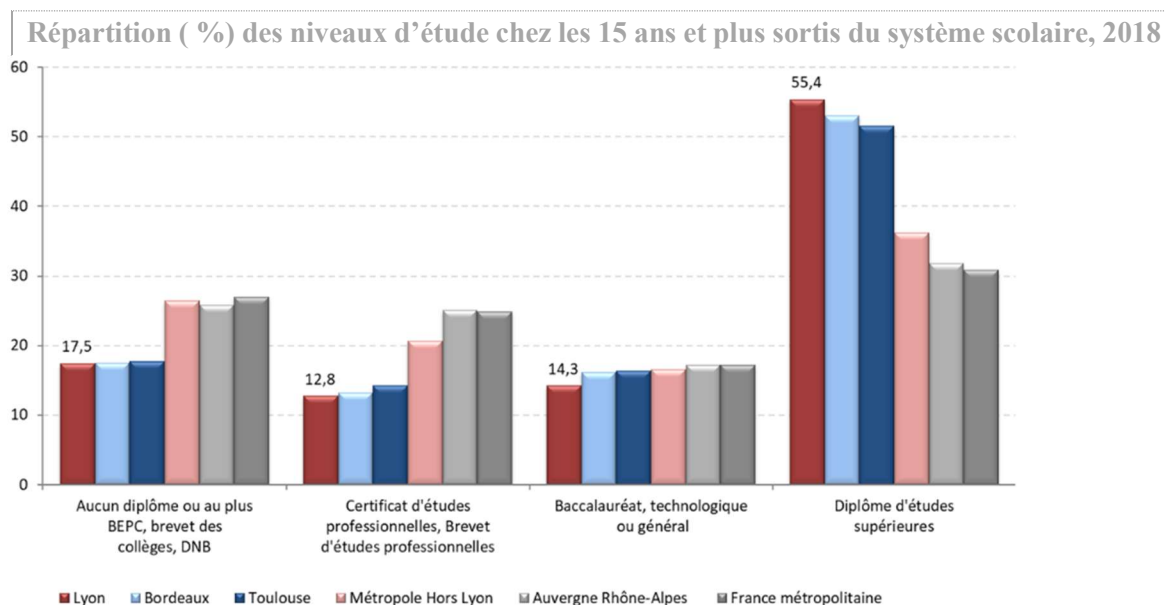
En 2018, 7,8 % des ménages de Lyon sont des familles monoparentales. Le 9^{ème} arrondissement se démarque par une part des familles monoparentales relativement élevée (10,3 %) et supérieure à la moyenne nationale, à l'image de ce qui est observé dans les autres communes de la métropole de Lyon (10,8 %).



Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

1.3. Scolarité et niveau d'étude

La population de Lyon, comme Bordeaux et Toulouse, présente globalement un niveau d'étude élevé comparé à la moyenne française. En 2018, à Lyon, la part des 15 ans et plus sortis du système scolaire sans diplôme (ou équivalent brevet des collèges) est de 17,5 % et la part des diplômés d'études supérieures s'élève à 55,4 %.



Source : Insee (recensement de la population-2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Toutefois le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement présentent des taux de non diplômés (respectivement 24,0 % et 26,5 %) proches des taux observés dans le reste de la métropole de Lyon (26,5 %), en Auvergne-Rhône-Alpes (25,8 %) et en France métropolitaine (27,0 %).

Répartition (%) des niveaux d'étude chez les 15 ans et plus sortis du système scolaire, 2018

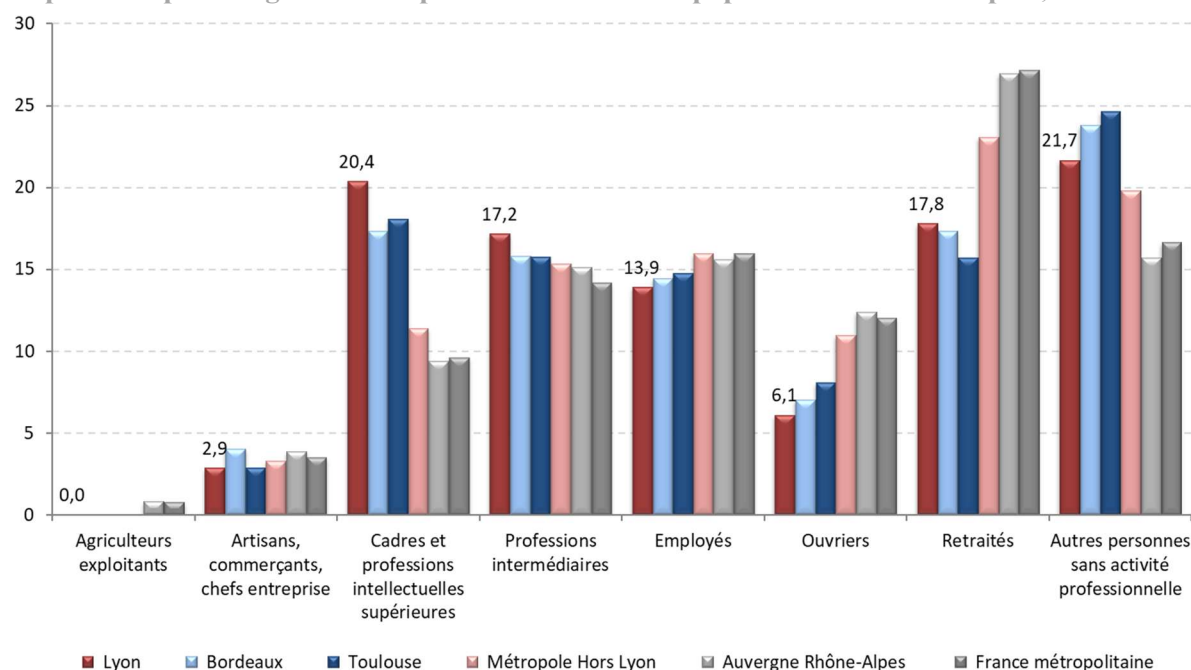
	Aucun diplôme ou au plus BEPC, brevet des collèges, DNB	Certificat d'études professionnelles, Brevet d'études professionnelles	Baccalauréat, technologique ou général	Diplôme d'études supérieures
Lyon 1	12,1	7,9	13,2	66,8
Lyon 2	14,1	9,9	13,5	62,5
Lyon 3	15,3	11,6	13,9	59,3
Lyon 4	14,0	11,4	13,7	60,9
Lyon 5	19,9	13,8	15,9	50,4
Lyon 6	11,9	8,1	12,2	67,8
Lyon 7	14,8	12,3	13,8	59,1
Lyon 8	24,0	18,2	16,1	41,7
Lyon 9	26,5	16,4	15,1	42,0
Lyon	17,5	12,8	14,3	55,4

Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

1.4. Catégories socio-professionnelles

À l'image des grandes villes, la part de cadres et de professions intellectuelles supérieures est relativement élevée à Lyon, tandis que les ouvriers sont sous représentés. En 2018, 20,4 % des Lyonnais de 15 ans et plus sont cadres ou ont une profession intellectuelle supérieure (contre 9,6 % en France métropolitaine) et 6,1 % des Lyonnais sont ouvriers (12,1 % en France métropolitaine).

Répartition par catégories socio-professionnelles de la population de 15 ans et plus, 2018



Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Des disparités entre arrondissements sont observées. La part des cadres et des professions intellectuelles supérieures est particulièrement élevée dans le 1^{er} (26,5 %) et le 6^{ème} arrondissement (27,3 %).

À l'inverse, la part des ouvriers est plus élevée dans le 8^{ème} et 9^{ème} (respectivement 8,9 % et 10,1 %) par rapport à l'ensemble de Lyon, mais toutefois plus faible que dans le reste de la métropole de Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes ou la France métropolitaine.

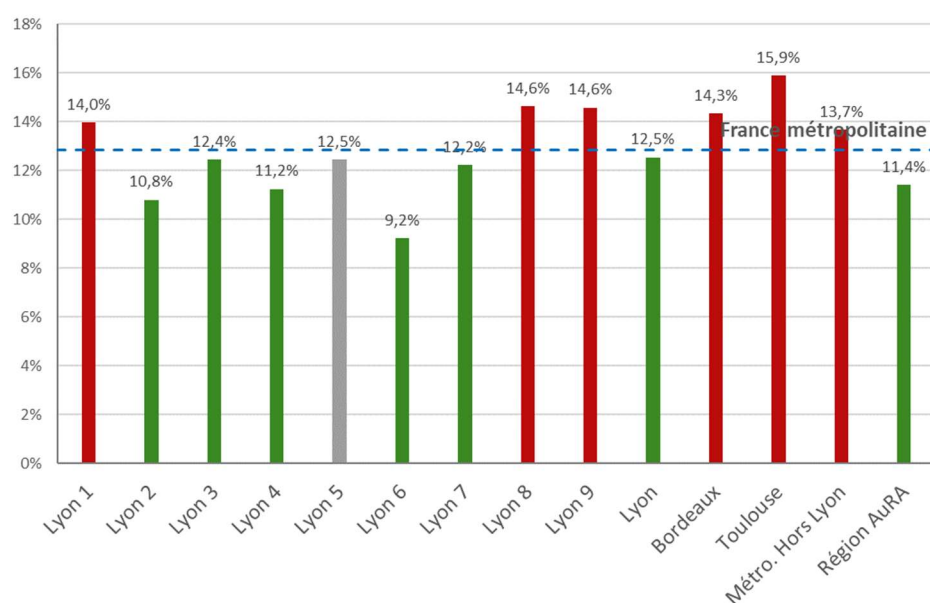
Répartition par catégories socio-professionnelle de la population des 15 ans et plus, 2018

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres personnes sans activité prof.
Lyon 1	0,0	4,0	26,5	19,6	13,0	4,6	12,5	19,8
Lyon 2	0,0	3,9	22,5	15,5	11,3	4,1	17,0	25,5
Lyon 3	0,0	2,8	23,4	17,9	14,1	5,7	16,3	19,8
Lyon 4	0,0	3,8	23,3	18,6	11,9	4,6	22,7	15,1
Lyon 5	0,0	3,1	16,1	15,7	14,2	6,0	23,3	21,6
Lyon 6	0,0	3,9	27,3	16,0	9,9	3,1	19,9	19,9
Lyon 7	0,0	2,2	21,3	18,8	14,7	5,4	13,3	24,2
Lyon 8	0,0	2,0	13,0	16,2	15,9	8,9	19,5	24,7
Lyon 9	0,0	2,3	15,0	16,2	16,4	10,1	18,4	21,6
Lyon	0,0	2,9	20,4	17,2	13,9	6,1	17,8	21,7

Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2018, le taux de chômage (au sens du recensement) parmi les 15-64 ans, s'élève à 12,5 % à Lyon, un taux inférieur à celui observé dans les deux grandes villes de comparaison (14,3 % et 15,9 % respectivement à Bordeaux et Toulouse) et d'un point supérieur à celui observé en Auvergne-Rhône-Alpes (11,4%).

Taux de chômage chez les 15-64 ans, 2018

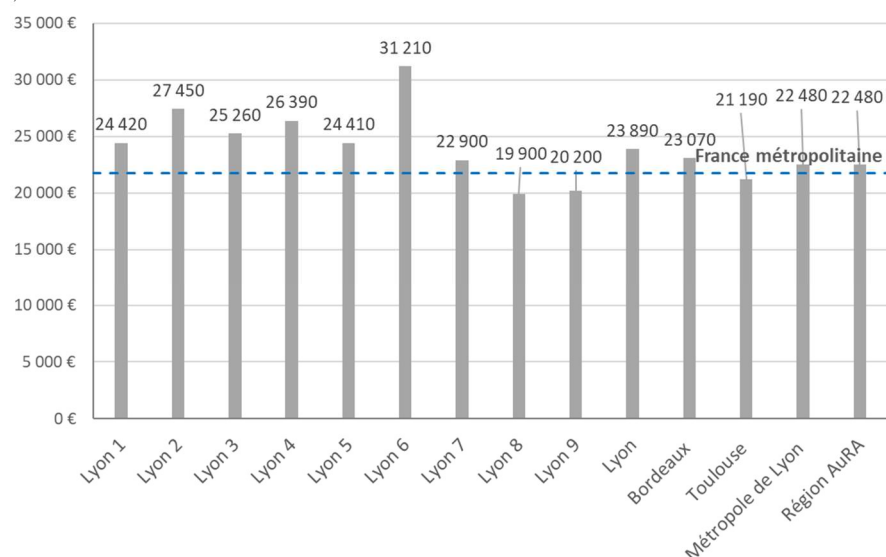


Source : Insee (recensement de la population 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

1.5. Revenu

En 2018, le revenu médian par unité de consommation s'élève à 23 390 euros à Lyon, contre 23 070 euros à Bordeaux et 21 190 à Toulouse. Des différences sont observées entre les arrondissements de Lyon : le 6^{ème} arrondissement présente un revenu médian relativement élevé (31 210 euros) tandis que le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement ont des niveaux de revenus relativement faibles (respectivement 19 900 et 20 200 euros).

Revenu médian par unité de consommation en euros, 2018



Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, (Fichier localisé social et fiscal 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

1.6. Précarité

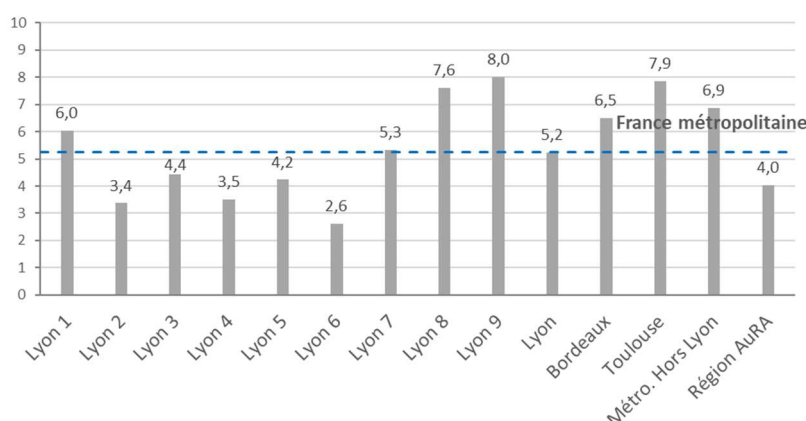
Plusieurs indicateurs permettent de qualifier le niveau de précarité dans un territoire. Afin d'approcher le niveau de précarité à Lyon, la part des bénéficiaires du RSA, la part des bénéficiaires du minimum vieillesse, la part des assurés bénéficiaires de la CMUc et de la C2S et l'indice de défavorisation sociale sont présentés. Les effectifs de bénéficiaires de l'aide médicale d'état (AME) seront également présentés.

Le revenu de solidarité active (RSA) est un minima social : il assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer⁵. Le RSA est ouvert, sous certaines conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle.

En 2019, 27 108 personnes (allocataires et ayants droit) vivent dans un foyer-allocataire du RSA à Lyon. La part de la population couverte par le RSA à Lyon (5,2 %), proche de la moyenne nationale, est plus faible que celles observées dans les deux grandes villes de comparaison, Bordeaux et Toulouse (respectivement 6,5 % et 7,9 %).

Le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement se démarquent par des parts de populations couvertes par le RSA relativement élevées (respectivement 7,6 % et 8,0 %).

Part (%) de la population couverte par le RSA, 2019



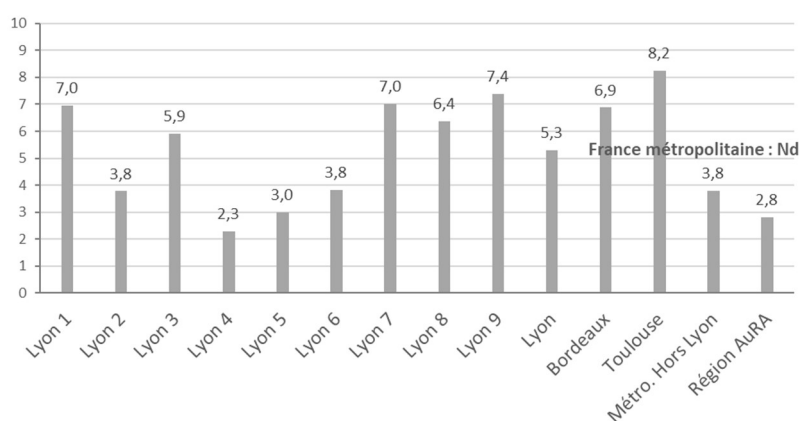
Sources : Cnaf, CCMSA (31.12.2019), Insee (RP 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 4 074 retraités de 55 ans et plus sont bénéficiaires du minimum vieillesse. La part des retraités au minimum vieillesse s'élève ainsi à Lyon à 5,3 %, un taux supérieur à ceux observés dans le reste de la métropole de Lyon (3,8 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (2,8 %).

Le taux de bénéficiaires du minimum vieillesse est plus élevé dans certains arrondissements de Lyon : le 1^{er} et le 7^{ème} arrondissement et le 9^{ème} arrondissement.

⁵ En avril 2017, le montant du RSA était fixé à 536,78 euros pour une personne seule.

Part (%) des retraités au minimum vieillesse, 2019



* Retraités de 55 ans et plus du régime général

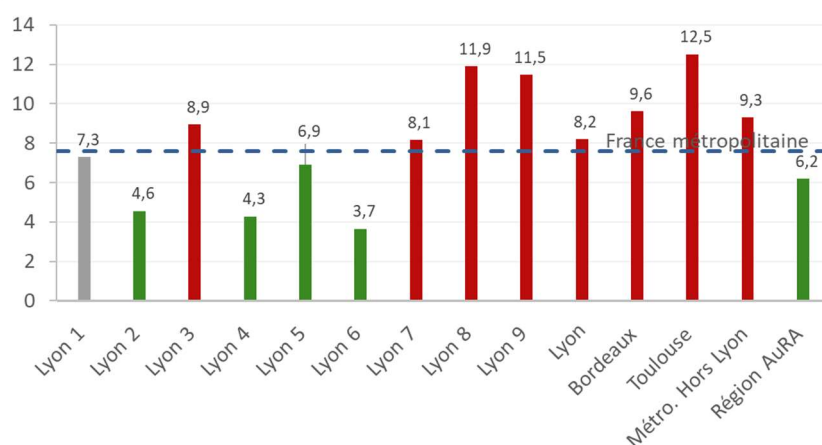
Source : Carsat Auvergne, Carsat Rhône-Alpes (2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

La couverture maladie universelle complémentaire (CMUc) est une couverture maladie complémentaire gratuite destinée à faciliter l'accès aux soins des personnes disposant de faibles ressources⁶. Les données relatives à la CMUc sont tronquées pour l'année 2019 car ce dispositif a été remplacé par la complémentaire santé solidaire (C2S) en novembre 2019.

En 2019, 44 537 bénéficiaires (assurés sociaux et affiliés) de la CMUc sont décomptés à Lyon, soit un taux de bénéficiaires du CMUc de 8,2 % supérieur au taux observé en France métropolitaine (7,6 %). Le taux de bénéficiaires de la CMUc à Lyon est toutefois plus faible que celui observé dans le reste de l'agglomération lyonnaise (9,3 %), à Bordeaux (9,6 %) et Toulouse (12,5 %).

Le 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement présentent des taux de bénéficiaires relativement élevés comparé à l'ensemble de Lyon et à la France métropolitaine (respectivement 11,9 % et 11,5 %).

Taux (%) de bénéficiaires de la CMUc- tous régimes, 2019



Source : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

⁶ Le plafond de ressource annuel à ne pas dépasser pour bénéficier de la CMUc s'élevait à 8 951 euros en mars 2019 pour une personne. Ce plafond varie en fonction de la composition du foyer.

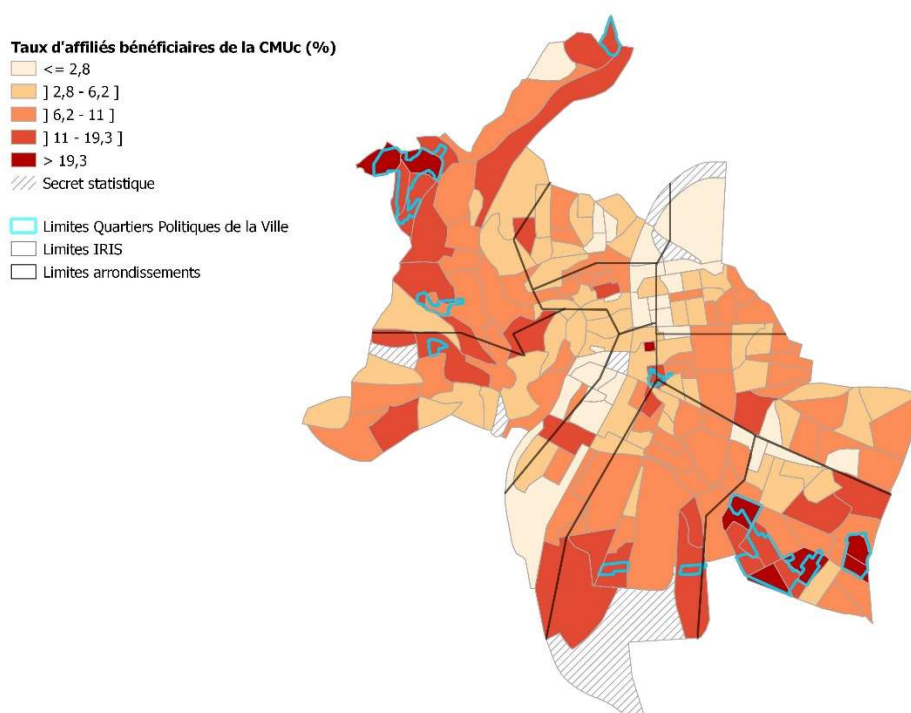
Le taux de bénéficiaires de la CMUc est disponible à l'échelle des IRIS et des quartiers politique de la ville pour les assurés sociaux et affiliés du régime général pour l'année 2017.

Plusieurs IRIS du 8^{ème} et du 9^{ème} arrondissement présentent des taux de bénéficiaires de la CMUc supérieurs à 20 % :

- Balmont-le-Fort (22,9 %) et la Sauvegarde garde (28,9 %) dans le 9^{ème} arrondissement ;
- Viviani (27 %), Latarget-Mermoz (24,6 %), Latarget-Santy (27,5 %), La Trinité Mermoz (27,1 %) et Audibert la Virotte (21,4 %), dans le 8^{ème} arrondissement.

C'est également le cas d'un IRIS du 3^{ème} arrondissement (Préfecture 24,9 %).

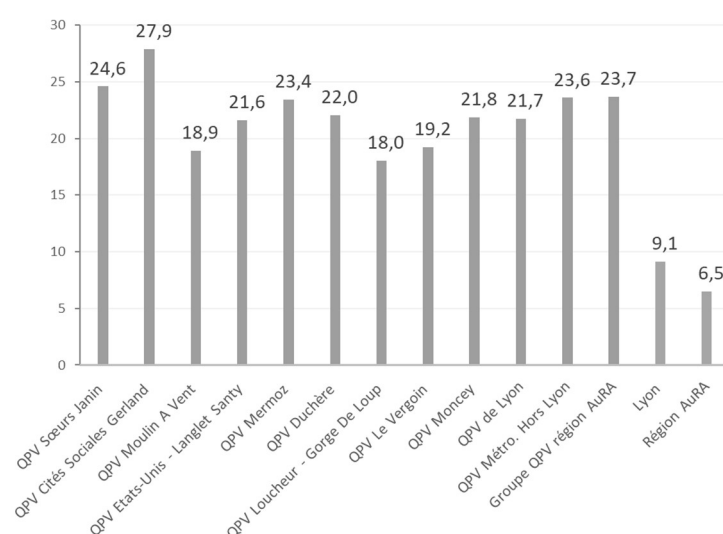
Taux (%) de bénéficiaires de la CMUc – Régime général, 2017



Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Lyon, principalement situés dans le 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement, les taux de bénéficiaires de la CMUc sont compris entre 18,0 % et 27,9 % et en moyenne à 21,7 % dans les QPV de Lyon (contre 23,7 % en moyenne dans les QPV de la région).

Taux (%) de bénéficiaires de la CMUc au sein des QPV de Lyon - RG-, 2017

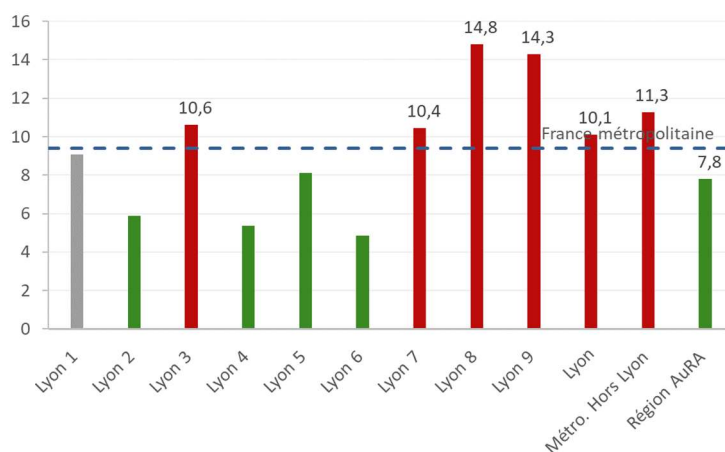


Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Depuis le 1^{er} novembre 2019, la Complémentaire santé solidaire (C2S) remplace la CMUc et l'Aide à la complémentaire santé (ACS). En 2020, 54 054 bénéficiaires de la C2S sont décomptés à Lyon, soit un taux de 10,1 % des assurés sociaux, supérieur à la moyenne nationale et régionale (respectivement 7,8 % et 9,4 %).

Plusieurs arrondissements de Lyon présentent des taux de bénéficiaires de la C2S supérieurs à la moyenne nationale : le 3^{ème}, le 7^{ème} et surtout les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements.

Taux (%) de bénéficiaires de la C2S - tous régimes, 2020



Source : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

L'aide médicale de l'État (AME) est destinée à permettre l'accès aux soins des personnes en situation irrégulière au regard de la réglementation française sur le séjour en France. Elle est attribuée sous conditions de résidence et de ressources⁷.

En 2020, 3 438 bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME) sont décomptés à Lyon.

Effectifs de bénéficiaires de l'AME, 2019 et 2020													
	Lyon 1	Lyon 2	Lyon 3	Lyon 4	Lyon 5	Lyon 6	Lyon 7	Lyon 8	Lyon 9	Lyon	Métropole hors Lyon	Région Aura	France métro.
2019	517	205	488	81	183	164	532	665	396	3 231	5 195	24 654	323 458
2020	526	198	566	103	184	178	593	685	405	3 438	5 548	25 127	322 840

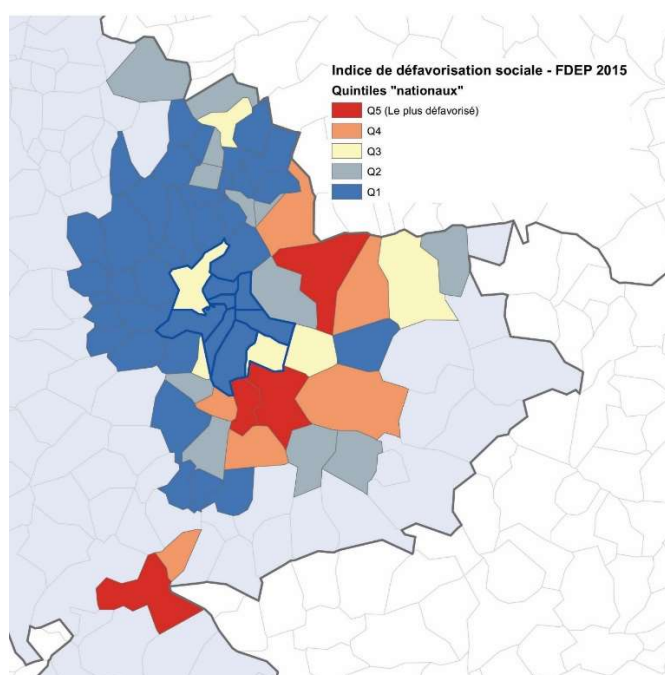
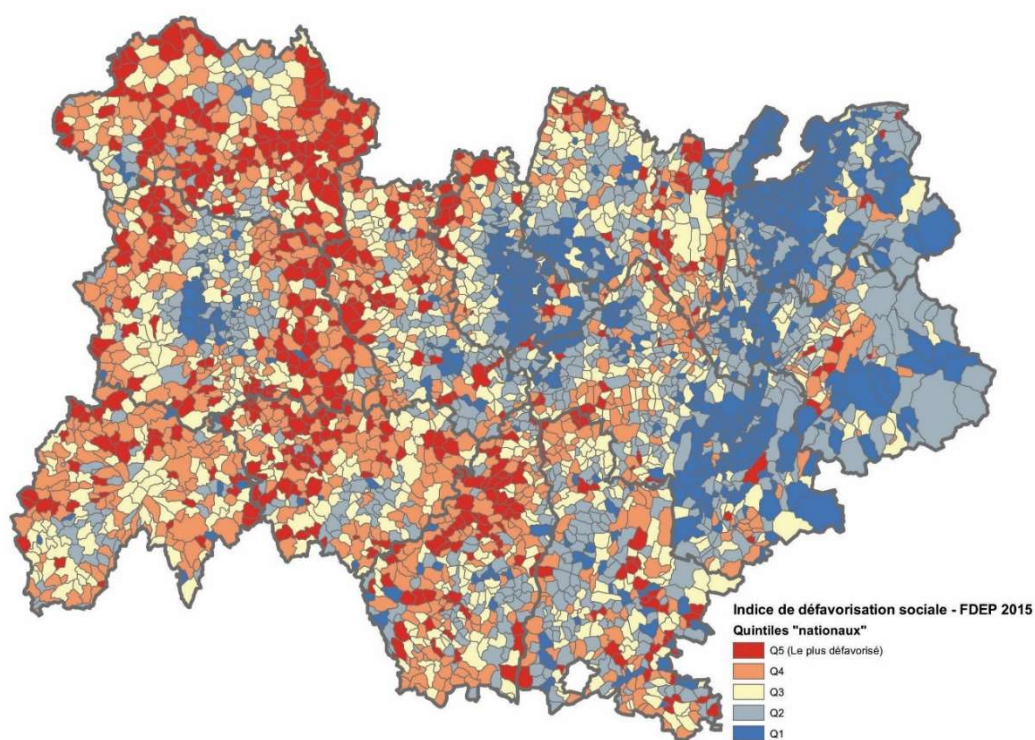
Sources : Cnam (Sniiram DCIR – 2019 et 2020)

L'indice de défavorisation sociale appelé « FDep » est un indicateur composite qui rend compte de la précarité (défaveur sociale) à l'échelle communale. Au total, 4 variables sont prises en compte : le pourcentage d'ouvriers dans la population active, le pourcentage de bacheliers chez les 15 ans et plus, le pourcentage de chômeurs dans la population active et le revenu médian par foyer. Cet indicateur a été développé dans le contexte français par l'Inserm (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale).

Lyon apparaît globalement très favorisé sur le plan socio-économique par rapport à la région Auvergne-Rhône-Alpes, toutefois deux arrondissements le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement sont moins favorisés (en jaune pâle sur la carte).

⁷ Le plafond de ressource annuel à ne pas dépasser pour bénéficier de l'AME s'élève à 9 041 euros en 2020. Ce plafond varie en fonction de la composition du foyer.

Indice de défavorisation sociale (Fdep), 2015



Source : Insee (recensement de la population 2015), Inserm CépiDc, 2019 - Cartographie ORS Auvergne-Rhône-Alpes

2. Offre et recours aux soins, à la prévention

2.1. Offre de soins en libéral

En 2020, Lyon compte 130,3 médecins généralistes libéraux pour 100 000 habitants, une densité relativement élevée comparée à la région Auvergne-Rhône-Alpes. Au cours de la période 2015-2020, la densité en médecins généralistes a connu toutefois une évolution légèrement positive, malgré les départs à la retraite (+ 8 points).

À l'image de ce qui est observé en région, le vieillissement des praticiens est un point d'attention puisque 46,3 % des médecins généralistes sont âgés de 55 ans et plus et donc susceptibles de partir à la retraite dans les 10 prochaines années.

Enfin, il convient de noter que la part des médecins généralistes exerçant avec dépassement d'honoraire (secteur 2) et qui sont donc peu accessibles financièrement aux habitants ayant des revenus modestes, est relativement élevée à Lyon 16,3 % contre 7,1 % en Auvergne-Rhône-Alpes.

La présence de médecins spécialistes libéraux en accès direct (ophtalmologues, psychiatres, gynécologues, pédiatres et dermatologues) et d'endocrinologues est également importante à Lyon, en lien avec la forte concentration géographique de ces professions dans les grandes villes.

À Lyon, les densités de médecins spécialistes sont relativement stables sur la période 2015-2020, sauf pour les gynécologues. L'évolution des densités de médecins spécialistes dans les prochaines années doit toutefois être un point d'attention étant donné le vieillissement des praticiens (par exemple, en 2020, 61,2 % des psychiatres libéraux sont âgés de 55 ans et plus). Enfin, il a souligné que la part des médecins spécialistes exerçant avec dépassement d'honoraire est particulièrement élevée à Lyon : 80 % des ophtalmologues, 85 % des gynécologues, 95 % des dermatologues, 56 % des psychiatres et 96 % des endocrinologues exerçant en libéral pratiquent des dépassements d'honoraires.

Pour les autres professions de santé, des densités proches ou supérieures à la moyenne régionale sont observées, sauf pour les infirmiers (toutefois les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) peuvent prendre en charge une partie des actes infirmiers, actes dits de nursing).

Effectifs et densité (pour 100 000 habitants) de professionnels de santé libéraux, 2020

	Lyon					Auvergne-Rhône-Alpes		
	Effectif	% 55 ans +	% Secteur 2	Densité	Evol. densité 2015-2020	Densité	% 55 ans +	% Secteur 2
Médecins généralistes	676	46,3	16,3	130,3	+ 8 pts	92,2	45,8	7,1
Chirurgiens-dentistes	418	33,7	0,0	80,6	+3,1 pts	56,8	34,5	0,0
Ophtalmologues	86	59,3	80,2	16,6	-0,4pts	6,5	59,5	65,3
Psychiatres	201	61,2	55,7	38,8	-0,6 pts	9,2	58,6	38,3
Gynécologues (femmes 15-49 ans)	83	63,9	85,5	55,0	-9,6 pts	30,0	57,4	68,4
Pédiatres (moins de 15 ans)	50	54,0	62,0	63,1	+4,2 pts	21,1	48,2	38,1
Dermatologues	44	43,2	95,5	8,5	+0,3 pts	3,7	55,0	Nd
Endocrinologues	22	40,9	95,5	4,2	+0,7 pts	1,2	41,2	73,2
Infirmiers	754	17,6	0,0	145,4	+23,0 pts	151,3	19,2	0,0
Sages-femmes (femmes 15-49 ans)	83	14,5	0,0	55,0	+26,7 pts	55,7	14,3	0,0
Masseurs-kinésithérapeutes	907	14,0	0,0	174,9	+19,4 pts	117,4	16,1	0,0
Orthophonistes	307	9,4	0,0	59,2	+8,9 pts	35,2	15,4	0,0
Pédicures-podologues	114	21,9	0,0	22,0	+0,7 pts	16,9	16,3	0,0

* Densité pour 10 000 habitants

Sources : Cnam (SNIIRAM - 31/12/2015 et 2020), Insee (Recensement – 2015, 2018)

L'accessibilité géographique des médecins généralistes peut être appréciée par l'indicateur d'accessibilité potentielle (APL) aux médecins généralistes développé par la Drees⁸.

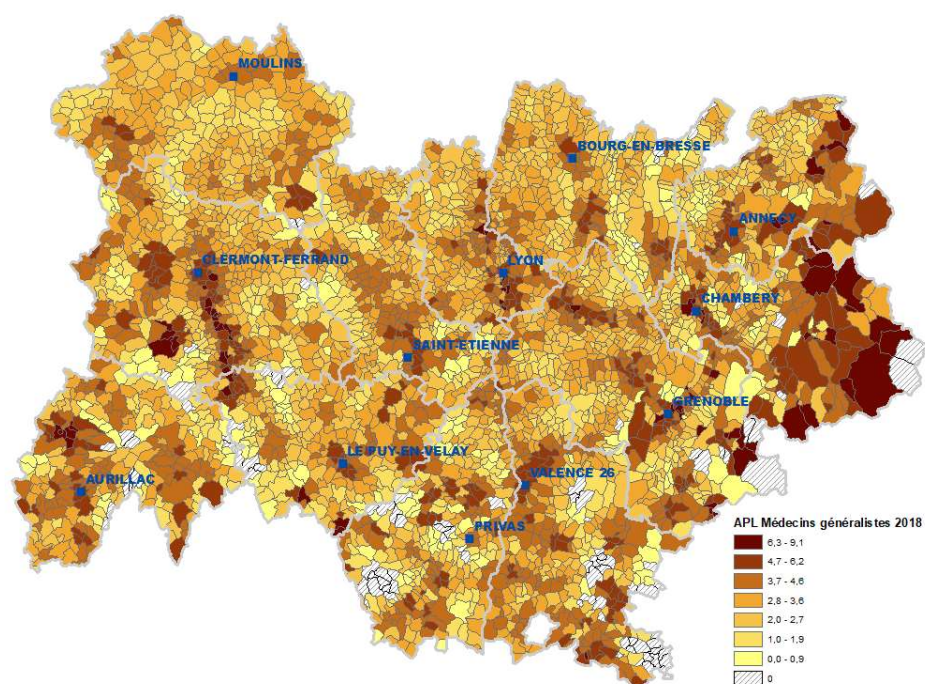
L'APL est un indicateur qui a été développé par la Drees et l'IRDES⁹ (). Cet indicateur tient compte de la proximité et de la disponibilité de l'offre médicale, de l'âge de la population et de l'activité des médecins (nombre de consultations et de visites). Il se mesure en nombre de consultations/visites accessibles à moins de 20 minutes (trajet en voiture) par habitants et par an.

Les communes sont considérées comme sous denses en médecins généralistes lorsque leur population a accès à moins de 2,5 consultations par an (communes en jaune et orange clair). Ce n'est le cas d'aucun arrondissement de Lyon, même si le 4^{ème}, le 1^{er} et le 5^{ème} arrondissement apparaissent comme moins dotés.

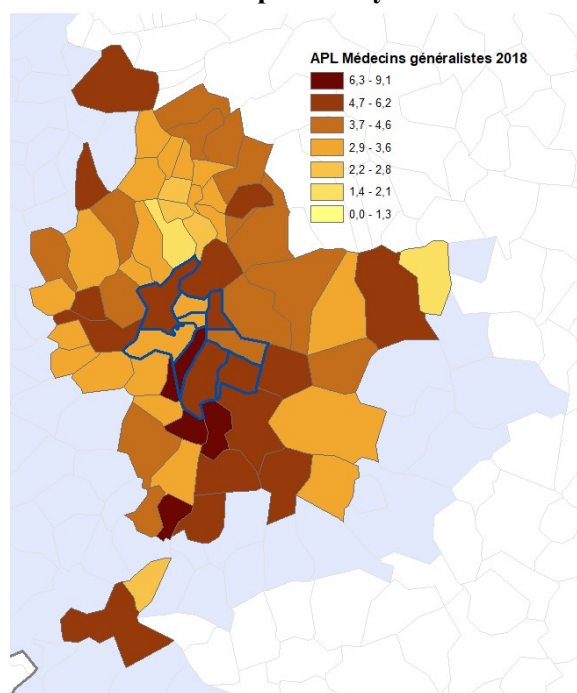
⁸ Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

⁹ Institut de recherche et de documentation en économie de la santé

Accessibilité potentielle aux médecins généralistes, 2018



Métropole de Lyon



Sources : SNIIR-AM 2018, EGB 2018, CNAM-TS ; populations par sexe et âge 2016, distancier METRIC, Insee ; traitements Drees, cartographie ORS Auvergne-Rhône-Alpes

2.2. Autres ressources de soins en médecine générale et hospitalières

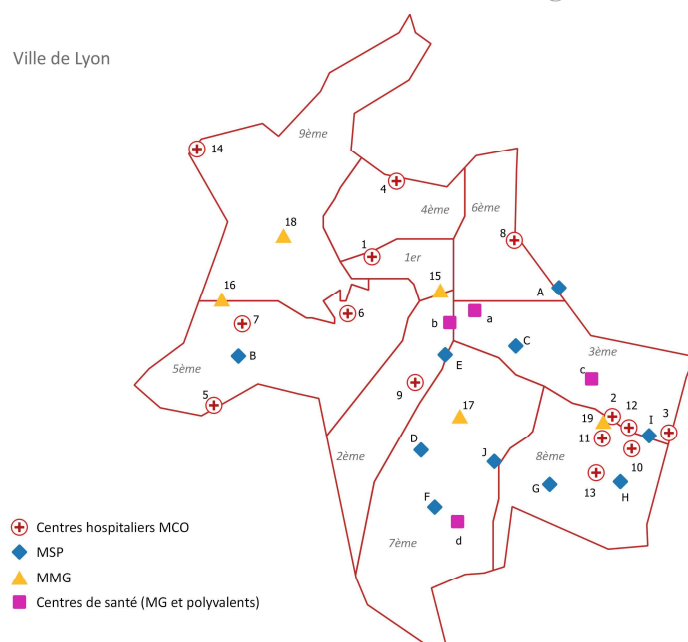
- Structures d'exercice coordonné et centres hospitaliers de MCO

Des structures d'exercice coordonné incluant de la médecine générale sont présentes à Lyon. Au 1^{er} juin 2021, selon les données du Finess¹⁰, 10 Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) et 4 centres de santé de médecine générale ou polyvalents. Il convient que le 1^{er}, 4^{ème} et 9^{ème} arrondissement ne comptent aucune structure de ce type.

À la même date, 14 centres hospitaliers publics et privés offrant une prise en charge en médecine chirurgie obstétrique (MCO) sont décomptés dans la ville, dont le Centre hospitalier universitaire (CHU) porté par les Hospices Civils de Lyon.

Structures d'exercice coordonné en médecine générale et MCO

Ville de Lyon



CENTRES HOSPITALIERS

- 1 CLINIQUE SAINT CHARLES LYON
- 2 HOPITAL EDOUARD HERRIOT - HCL
- 3 HIA DESGENETTES
- 4 HOPITAL CROIX-ROUSSE - HCL
- 5 HOPITAL PIERRE GARRAUD - HCL
- 6 HOPITAL DE FOURVIERE
- 7 CTRE MEDICO-CHIR READAPT. LES MASSUES
- 8 CLINIQUE DU PARC LYON
- 9 CH ST JOSEPH ST LUC
- 10 CENTRE LEON BERARD
- 11 IHOP - HCL
- 12 HOPITAL PRIVE NATECIA
- 13 HOPITAL PRIVE JEAN MERMOZ
- 14 CLINIQUE DE LA SAUVEGARDE

CENTRES DE SANTE

- a CENTRE DE SANTE MONCEY
- b CENTRE DE SANTE FDGL SEVIGNE
- c CENTRE DE SANTE MGEN LYON 3EME
- d CENTRE DE SANTE FDGL GERLAND

MAISONS MEDICALES DE GARDE

- 15 MMG SARRAIL
- 16 MMG BUYER
- 17 MMG TERRIEN
- 18 MMG VALMY
- 19 MMG JEAN XXIII

MSP

- A MAISON DE SANTE LAFAYETTE
- B MAISON DE SANTE DU POINT DU JOUR
- C MAISON DE SANTE GARIBALDI
- D MAISON DE SANTE JEAN JAURES
- E MAISON DE SANTE DE LA GUILLOTIERE
- F MAISON DE SANTE DE DEBOURG
- G MAISON DE SANTE LYON/ETATS-UNIS
- H MAISON DE SANTE LYON/MERMOZ
- I MAISON DE SANTE MEDICINA ROCKEFELLER
- J MAISON DE SANTE ROUTE DE VIENNE

Source : FINESS (01/06/2021), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

¹⁰ Fichier national des établissements sanitaires et sociaux

- Maisons médicales de garde

Lyon compte 5 maisons médicales de garde (MMG) : la MMG Buyer dans le 5^{ème} arrondissement, la MMG Sarraïl dans le 6^{ème} arrondissement, la MMG Terrien dans le 8^{ème} arrondissement, la MMG Valmy dans le 9^{ème} arrondissement et la MMG Jean XXIII dans le 3^{ème} arrondissement.

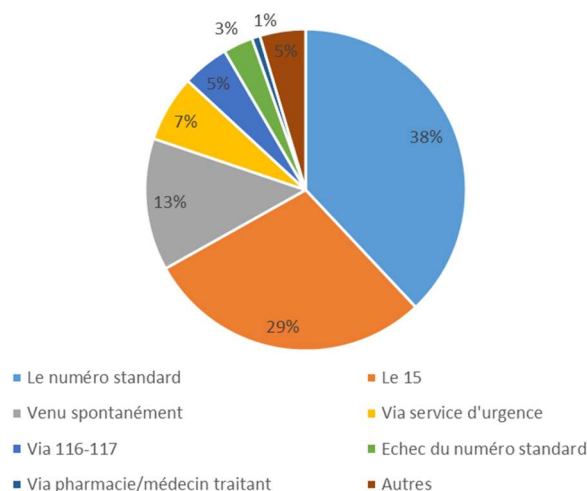
Les données présentées ci-dessous concernent l'année 2019.

En 2019, 39 583 consultations ont été assurées dans l'une des quatre MMG alors en activité : 7 344 à la MMG Buyer (5^e), 11 841 à la MMG Sarraïl (6^e), 12 099 à la MMG Terrien (8^e) et 8 299 à la MMG Valmy (9^e).

Les consultations ont eu lieu un soir de semaine (39,3 % des consultations), mais surtout en fin de semaine : 31,2 % des consultations ont eu lieu un samedi et 29,3 % le dimanche (0,2 % des consultations ont eu lieu un jour férié).

En matière d'adressage, les consultations ont principalement lieu suite à un appel au standard (38 %), un appel du 15 (29 %), un passage aux urgences (7 %) ou via le 116-117, mais 13 % des consultations sont spontanées.

Répartition des consultations en MMG selon l'adressage des patients, 2019



Sources : APMMGLL (2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En termes de profil des consultants, 56,9 % des consultations ont été réalisées auprès de femmes et 32,3 % des consultations concernent des enfants de moins de 11 ans.

Répartition (%) des consultations dans les MMG de Lyon selon l'âge, 2019

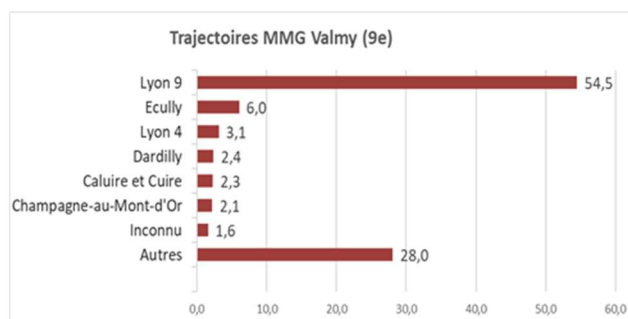
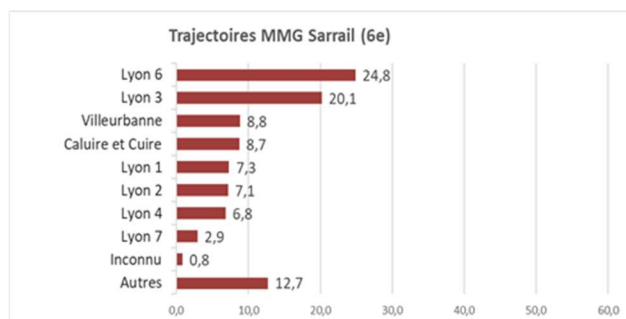
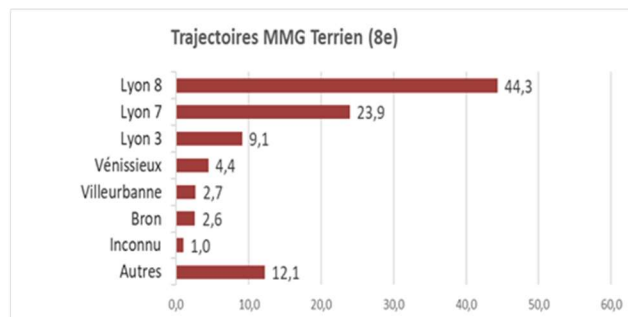
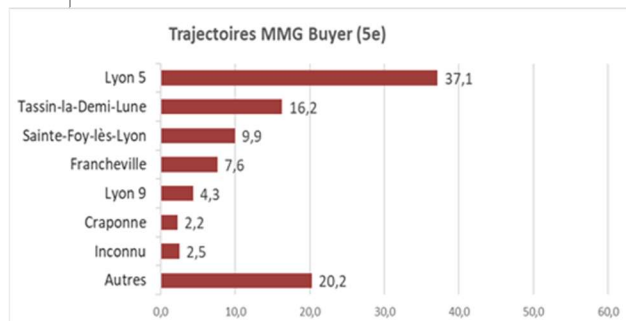
Classes d'âges	Répartition des consultations (%)
0-10 ans	32,3
11-20 ans	11,6
21-30 ans	17,8
31-40 ans	14,3
41-50 ans	9,8
51-60 ans	6,9
61-70 ans	3,9
71-80 ans	2,4
>=81 ans	1,1

Source : APMMGLL (2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 72,4 % des consultations réalisées dans les MMG de Lyon concernaient des patients n'ayant pas de médecin traitant.

Enfin, 66,8 % des consultations des 4 MMG concernaient des habitants de Lyon et 26,2 % des habitants des autres communes de la métropole de Lyon. 5,7 % des consultations concernent des habitants résidant en dehors de la métropole de Lyon.

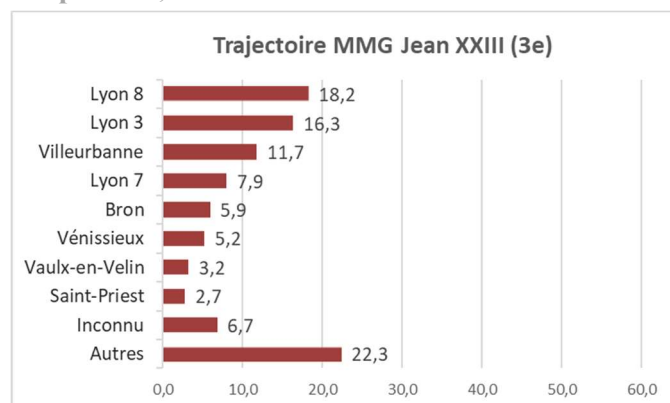
Répartition (%) des consultations des 4 MMG selon la commune de résidence des patients, 2019



Source : APMMGLL (2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2020, la MMG Jean XXIII a réalisé 3 055 consultations.

Répartition (%) des consultations de la MMG Jean XXIII selon la commune de résidence des patients, 2020



Sources : APMMGLL (2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Structures santé précarité

Les permanences d'accès aux soins de santé (PASS) proposent un accueil inconditionnel et un accompagnement dans l'accès au système de santé des personnes sans couverture médicale ou avec une couverture partielle. Leur rôle est de faciliter l'accès aux soins des personnes démunies et de les accompagner dans les démarches nécessaires à la reconnaissance de leurs droits.

Elles sont implantées au sein des hôpitaux afin de disposer d'un accès aux plateaux techniques (service de radiologie, laboratoire de biologie médicale, pharmacie...).

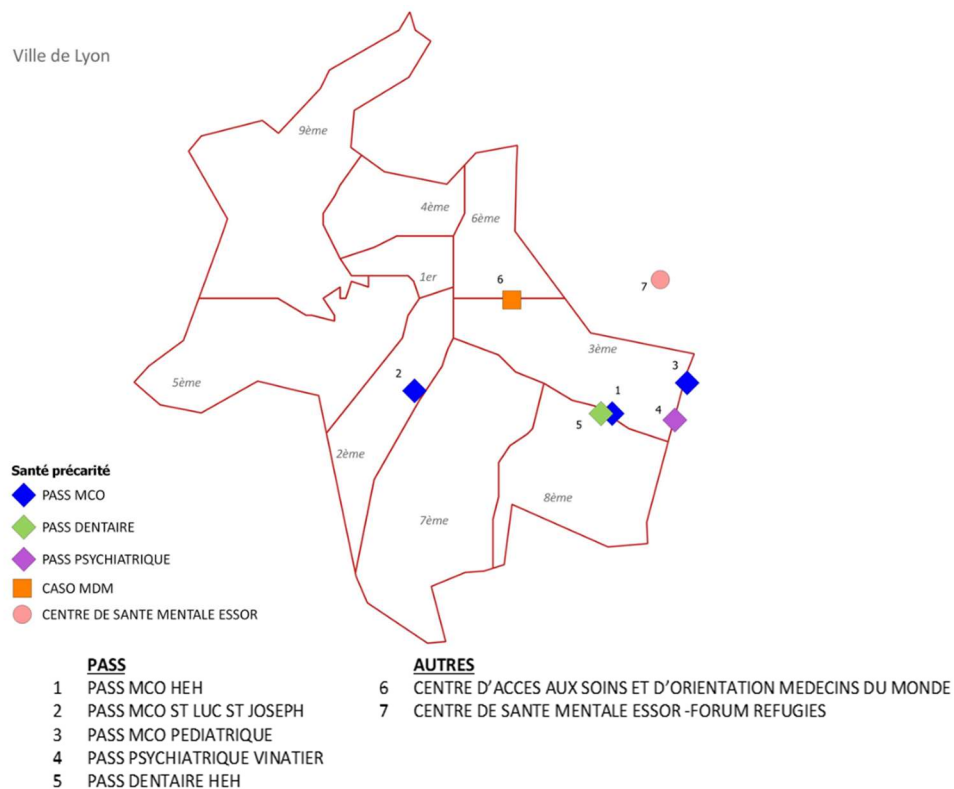
En 2021, 5 PASS sont présents à Lyon en 2021 :

- 3 PASS 'MCO': la PASS de l'Hôpital Édouard Herriot, la PASS du Centre hospitalier Saint-Luc Saint-Joseph et une PASS pédiatrique à l'Hôpital femmes mères enfants ;
- 1 PASS psychiatrique au centre hospitalier spécialisé Le Vinatier pour faciliter l'accès aux soins psychiques ;
- 1 PASS dentaire à l'Hôpital Édouard Herriot.

Deux centres de santé proposent également des soins gratuits pour des personnes en situation de précarité et sans couverture médicale :

- Le Centre d'accès aux soins et d'orientation de Médecins du Monde situé dans le 3^{ème} arrondissement propose une prise en charge médicale et des entretiens d'écoute psychologique. Une prise en charge médicale est également proposée via un dispositif mobile « Bus Médecins du monde » les mardis et jeudis dans le 2^{ème} arrondissement (Place Carnot) ;
- Le Centre de santé ESSOR de l'association Forum réfugié est situé à Villeurbanne. Il propose des consultations pour les personnes exilées en souffrance psychique.

Structures santé-précarité (soins gratuits) à Lyon, 2021



Source : Finess (01/06/2021), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

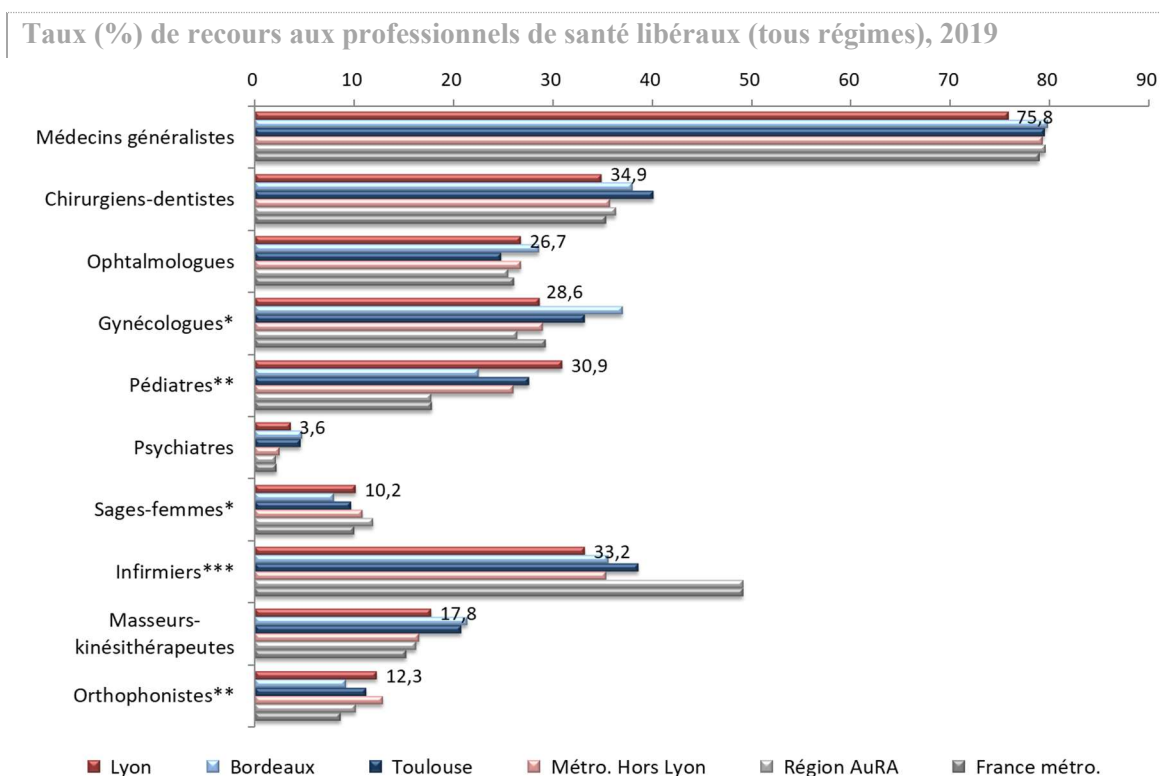
2.3. Recours aux professionnels de santé libéraux

Le taux de recours aux professionnels de santé libéraux représente le pourcentage d'assurés sociaux ayant consulté au moins une fois dans l'année les différents professionnels de santé. Les données de recours aux professionnels de santé libéraux sont à analyser au regard des caractéristiques sociales de la population mais également de l'offre de soins en présence (pour rappel Lyon est globalement bien doté en professionnels de santé libéraux).

À Lyon, à l'image de ce qui est observé dans les territoires favorisés, un recours un peu plus faible aux médecins généralistes est observé par rapport à la région, la France métropolitaine ou encore le reste de la métropole de Lyon. En 2019, à Lyon, 75,8 % des assurés sociaux ont consulté au moins une fois un médecin généraliste, environ 4 points de moins que dans les territoires de comparaison y compris Bordeaux et Toulouse.

En lien avec le profil de la population et la présence relativement importante de médecins spécialistes, à Lyon, comme à Bordeaux et Toulouse, les taux de recours aux pédiatres et aux psychiatres sont supérieurs au taux national.

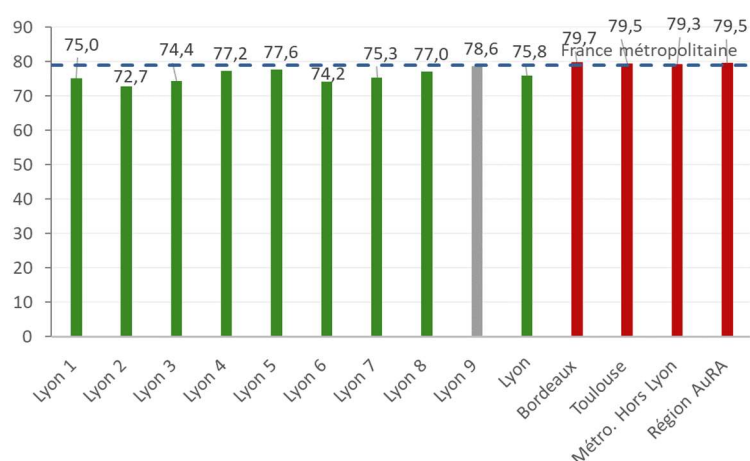
À l'inverse, les taux de recours aux chirurgiens-dentistes libéraux des Lyonnais (34,9 %) est inférieur aux taux observés au niveau national (35,3 %) et régional (36,3 %), mais aussi aux taux observés dans les deux grandes villes de comparaison. Ces données mériteraient d'être complétées par le recours aux centres dentaires (professionnels salariés) qui n'est pas pris en compte dans ces données.



*Femmes 15-49 ans ** moins de 15 ans *75 ans et plus

Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

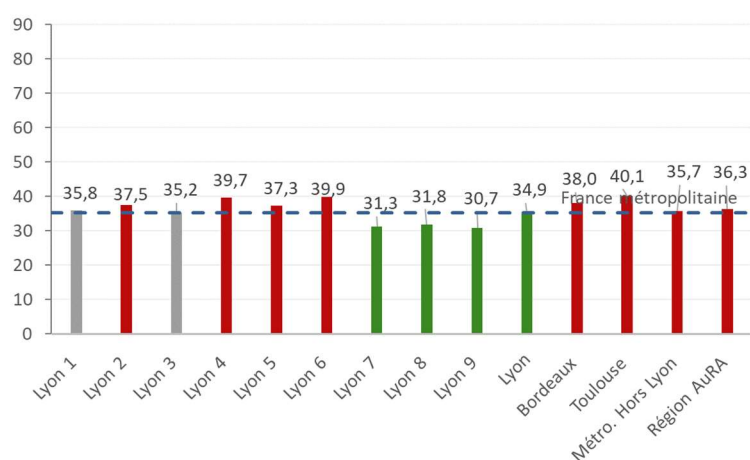
Taux (%) de recours aux médecins généralistes, 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les deux arrondissements de Lyon les moins favorisés (le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement) se démarquent par des taux de recours aux chirurgiens-dentistes et aux médecins spécialistes relativement faibles par rapport à l'ensemble de Lyon. C'est également le cas pour certains médecins spécialistes dans le 1^{er} et le 7^{ème} arrondissement.

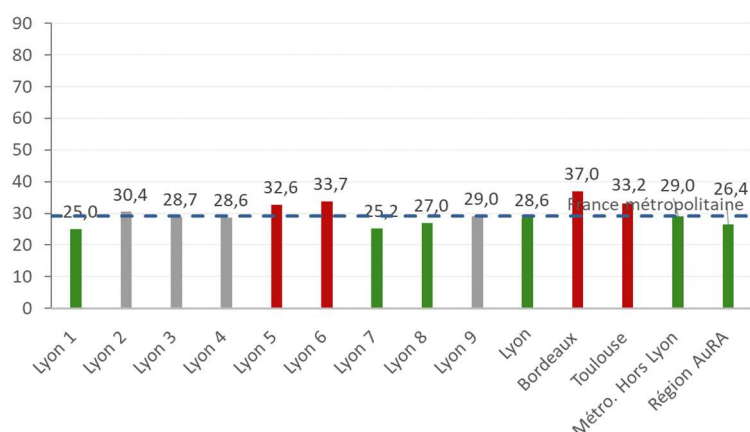
Taux (%) de recours aux chirurgiens-dentistes, 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Un recours plus faible aux gynécologues libéraux est observé à Lyon, et en particulier dans le 1^{er}, le 7^{ème}, le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement, par rapport à Bordeaux et Toulouse.

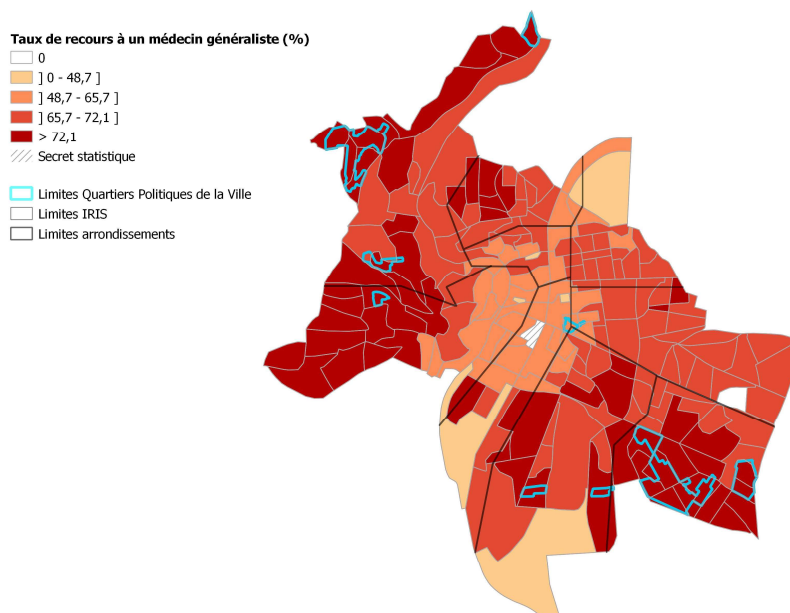
Taux (%) de recours des femmes de 15-49 ans aux gynécologues



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données du régime général disponibles à l'échelle des IRIS et QPV pour l'année 2017, permettent d'affiner les données à l'arrondissement qui sont lissées à cette échelle lorsqu'il y a de fortes disparités sociales entre quartiers. Ces données mettent en lumière de fortes disparités de recours aux professionnels de santé libéraux, selon le profil socio-économique des quartiers : un recours relativement important aux médecins généralistes et un recours plus faible aux chirurgiens-dentistes et aux spécialistes dans les quartiers socialement défavorisés.

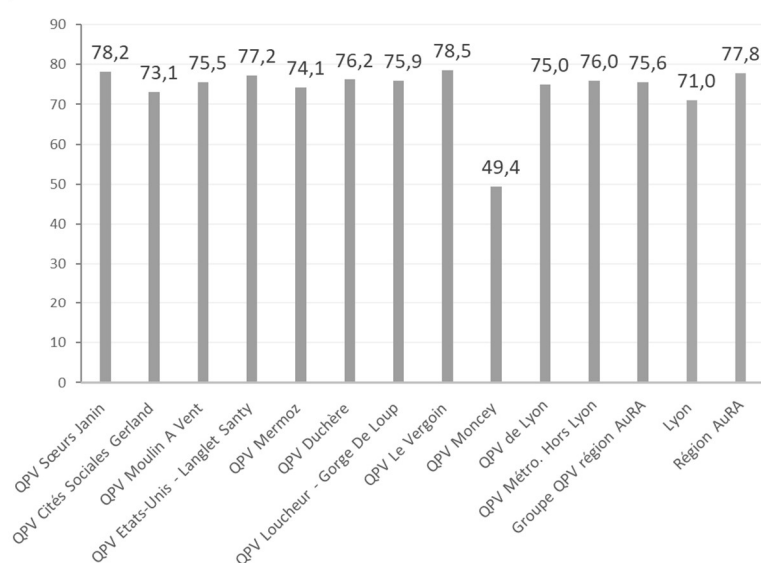
Taux (%) de recours aux médecins généralistes (régime général), 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement 2012, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville de Lyon, le taux de recours aux médecins généralistes des assurés du régime général s'élève à 75,0 % en 2017, un taux proche de la moyenne observée dans les QPV de la région Auvergne-Rhône-Alpes (75,6 %).

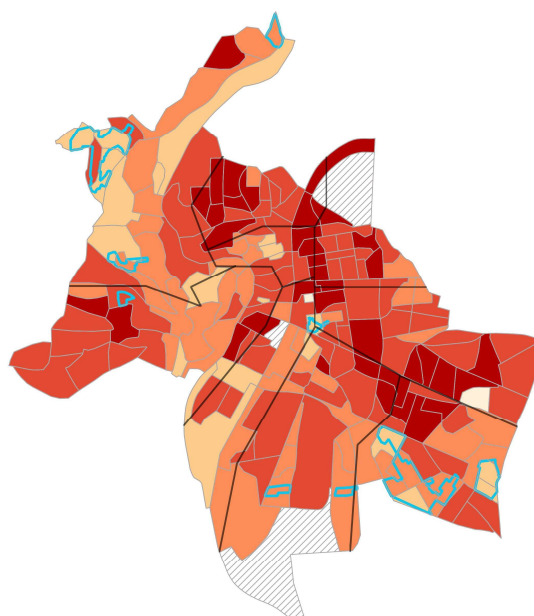
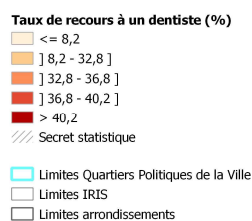
Taux (%) de recours aux médecins généralistes (régime général), 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Un recours relativement faible aux chirurgiens-dentistes est globalement observé dans les IRIS moins favorisés du 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement.

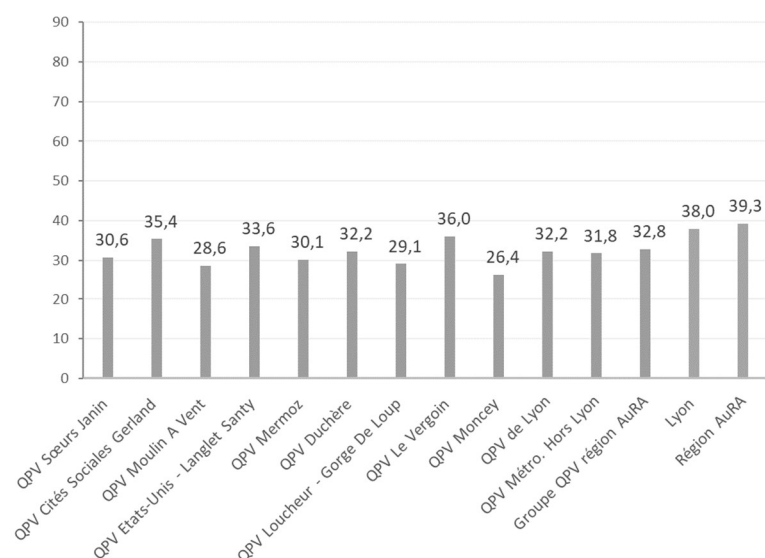
Taux de recours aux chirurgiens-dentistes (régime général), 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers politique de la ville de Lyon, le taux de recours aux chirurgiens-dentistes est de 32,2 %, proche de la moyenne des QPV d’Auvergne-Rhône-Alpes (32,8 %).

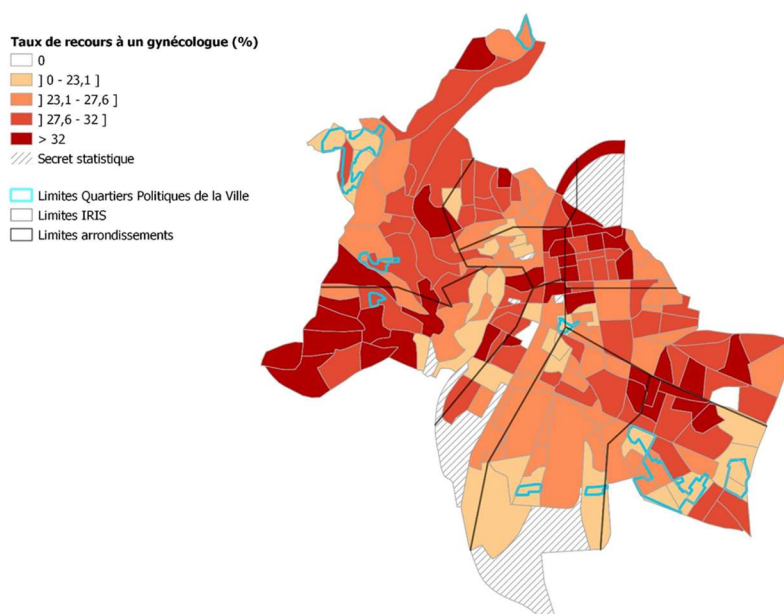
Taux (%) de recours aux chirurgiens-dentistes (régime général), 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

La même tendance est observée pour les gynécologues libéraux avec un recours à ces professionnels relativement faible dans les IRIS défavorisés.

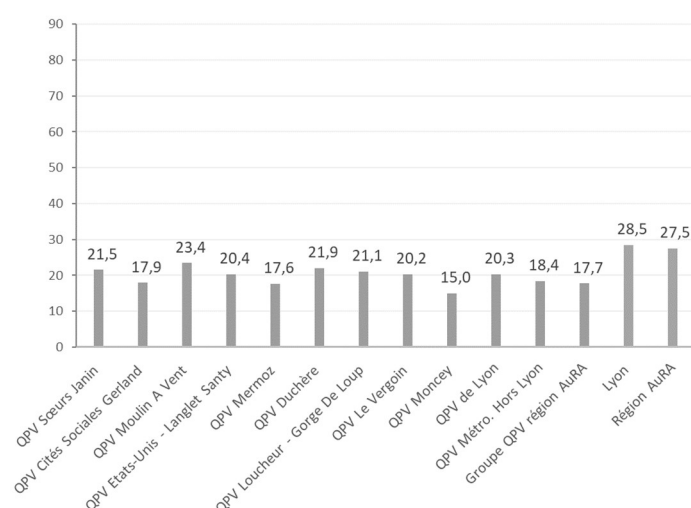
Taux (%) de recours des femmes de 15-49 ans aux gynécologues, 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les QPV de Lyon, le taux de recours aux gynécologues libéraux s'élève à 20,3 % en 2017.

Taux (%) de recours des femmes de 15-49 ans aux gynécologues, 2017

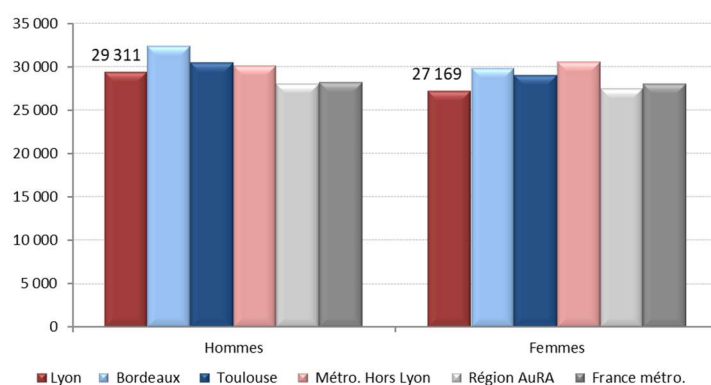


Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

2.4. Recours hospitaliers

En 2019, 131 630 séjours hospitaliers en médecine chirurgie obstétrique (MCO) de patients domiciliés à Lyon ont été enregistrés. Chez les hommes, un taux de séjours hospitaliers supérieur au taux régional et national est observé (29 311 pour 100 000 contre respectivement 27 942 et 28 188 pour 100 000). À l'inverse, le taux séjours hospitalier des femmes lyonnaises est inférieur aux taux enregistrés en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine (27 169 pour 100 000 contre respectivement 27 390 et 27 976 pour 100 000).

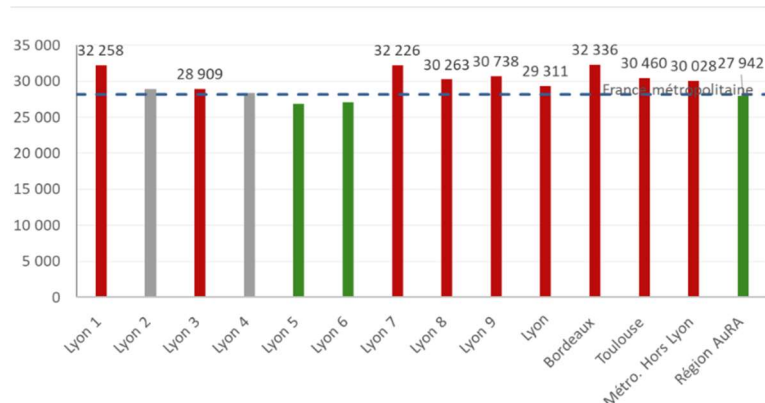
Taux de séjours hospitaliers tous motifs pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI séjours hospitaliers - tous diagnostics 2019), Insee (Recensement – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

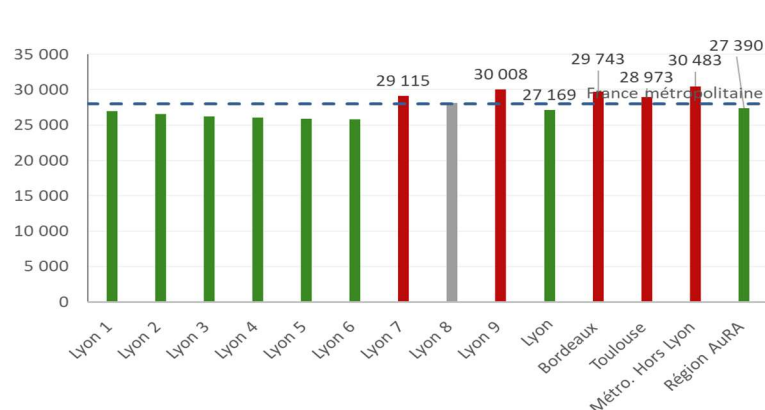
Plusieurs arrondissements se distinguent par des taux de séjours hospitaliers en MCO supérieurs à la moyenne nationale : le 7^{ème} et le 9^{ème} arrondissement et, uniquement pour les hommes, le 1^{er}, le 3^{ème} et le 8^{ème} arrondissement de Lyon.

Taux de séjours hospitaliers tous motifs chez les hommes pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI séjours hospitaliers - tous diagnostics 2019), Insee (Recensement – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Taux de séjours hospitaliers tous motifs chez les femmes pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI séjours hospitaliers - tous diagnostics 2019), Insee (Recensement – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

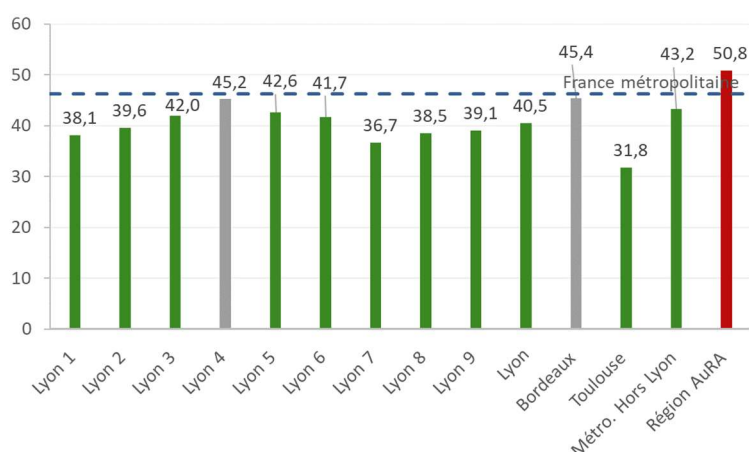
2.5. Recours à la prévention

- Dépistage organisé du cancer du sein

Le programme de dépistage organisé du cancer du sein propose gratuitement, tous les deux ans, aux femmes de 50 à 74 ans un examen clinique et une mammographie. Les femmes sont invitées par courrier à réaliser gratuitement cet examen auprès d'un radiologue agréé (une deuxième lecture de la mammographie est effectuée systématiquement par un second radiologue pour vérifier les mammographies classées normales en première lecture).

Le taux de participation des femmes au dépistage organisé du cancer du sein est globalement relativement faible à Lyon (40,5 pour 100 femmes de 50-74 ans) comparé à celui observé en France métropolitaine (46,3 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (50,8 %).

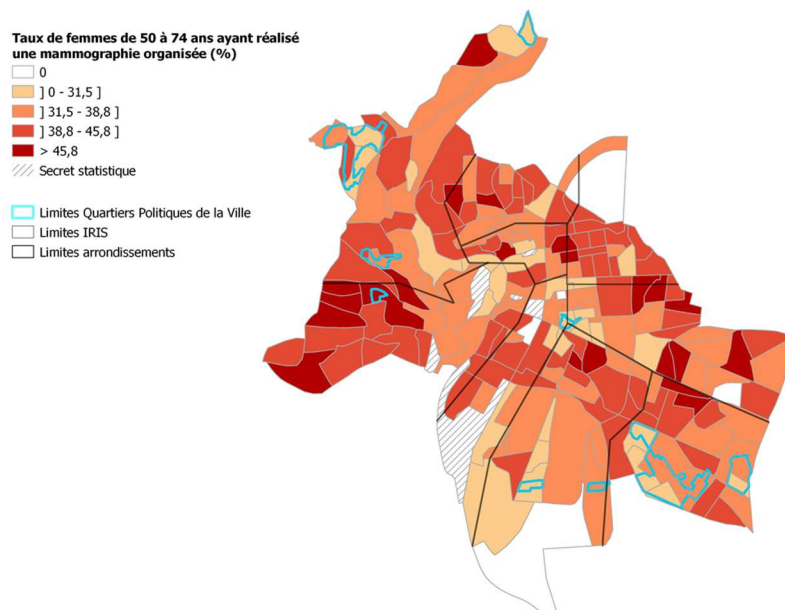
Taux (%) de bénéficiaires du dépistage organisé du cancer du sein (tous régimes), 2019



Source : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers socialement défavorisés, mais pas uniquement, les taux de participation organisés au cancer du sein sont encore plus faibles.

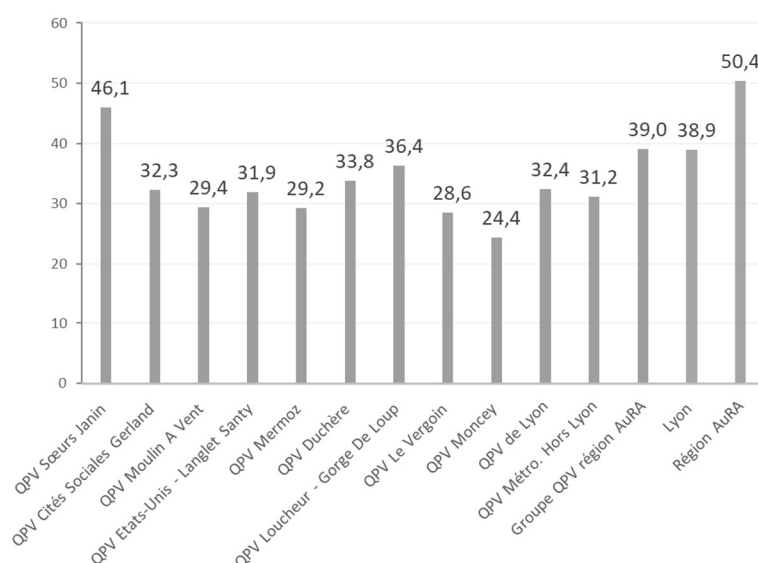
Taux (%) de bénéficiaires du dépistage organisé du cancer du sein régime général, 2017



Sources : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les QPV de Lyon, le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein est de 32,4 pour 100 femmes affiliées et ayant droit du régime général, un taux plus faible que celui enregistré en moyenne dans les QPV de la région (39,0 %).

Taux (%) de bénéficiaires du dépistage organisé du cancer du sein régime général, 2017



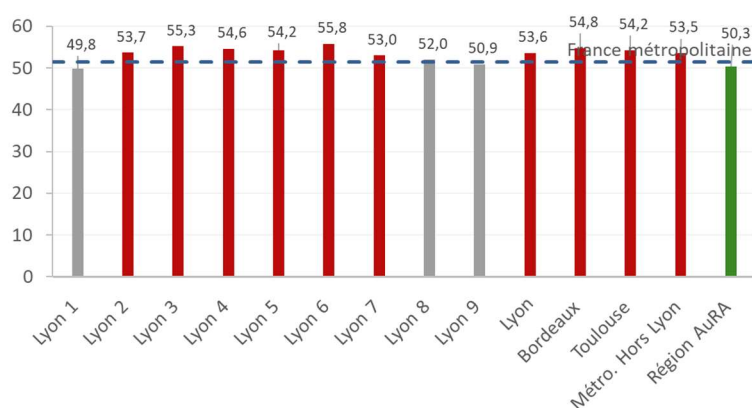
Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Vaccination antigrippale

L'Assurance maladie invite chaque année les personnes à risques, dont les personnes de 65 ans et plus à se faire vacciner gratuitement (le vaccin antigrippal est pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie, sans avance de frais).

À Lyon, comme à Bordeaux et Toulouse, le taux de bénéficiaires d'un remboursement d'un vaccin antigrippal est un peu supérieur au taux régional et national (53,6 % à Lyon contre respectivement 50,3 % et 51,4 % en 2019).

Taux (%) de vaccination antigrippale chez les 65 ans et plus (tous régimes), 2019

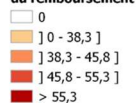


Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

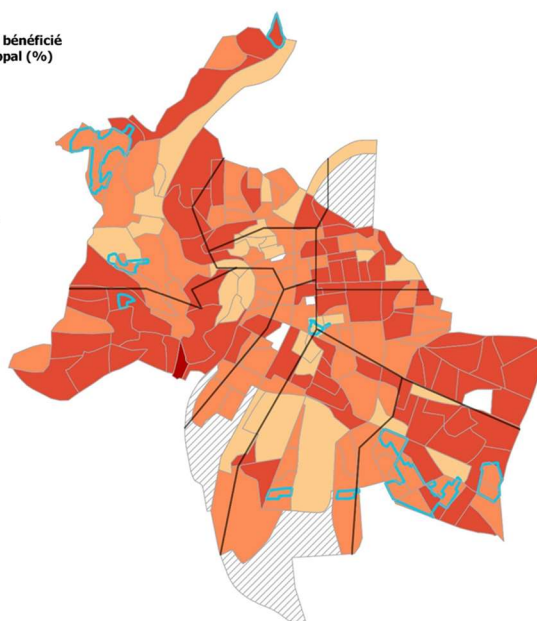
Les données du régime général de l'Assurance Maladie, disponibles pour l'année 2017, montrent des disparités en termes de vaccination antigrippale selon les IRIS.

Taux (%) de vaccination antigrippale chez les 65 ans et plus (régime général), 2017

Taux d'affiliés de 65 ans et plus ayant bénéficié du remboursement du vaccin anti-grippal (%)



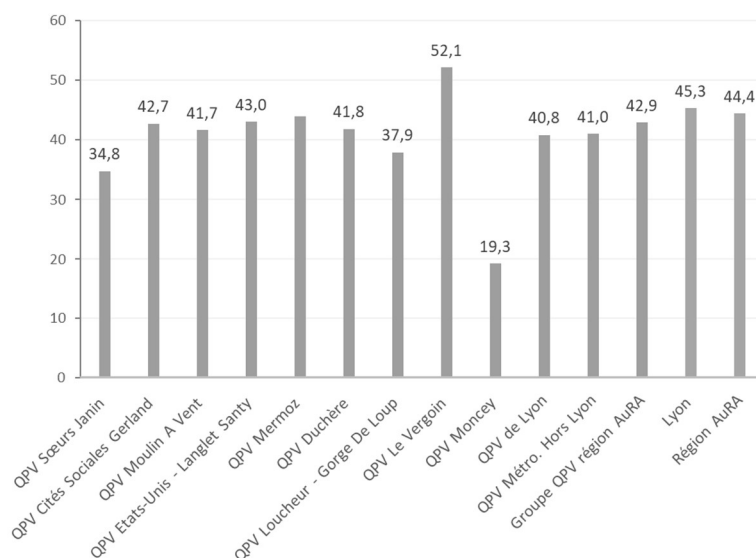
Limites Quartiers Politiques de la Ville
Limites IRIS
Limites arrondissements



Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Lyon, le taux de vaccination antigrippale des 65 ans et plus s'élève à 40,8 %, deux points en deçà du taux observé dans l'ensemble des QPV de la région.

Taux (%) de vaccination antigrippale chez les 65 ans (régime général), 2017



Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

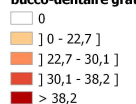
- Programme de prévention bucco-dentaire M'T dents

L'Assurance maladie a développé un programme de prévention bucco-dentaire dénommé M'T dents. Dans ce cadre, elle propose aux enfants et adolescents de 6, 9, 12, 15 et 18 ans¹¹, un examen bucco-dentaire gratuit et, si nécessaire, des soins gratuits, entièrement pris en charge par l'Assurance maladie, sans avance de frais. Les bénéficiaires sont invités par courrier à réaliser cet examen auprès du chirurgien-dentiste de leur choix.

En 2017, selon les données du régime général de l'Assurance maladie, 25,9 % des enfants ont bénéficié du programme de prévention M'T dents, un taux de bénéficiaires relativement faible comparé à celui observé en Auvergne-Rhône-Alpes (33,7 %). Cette tendance est particulièrement marquée dans les IRIS socialement défavorisés.

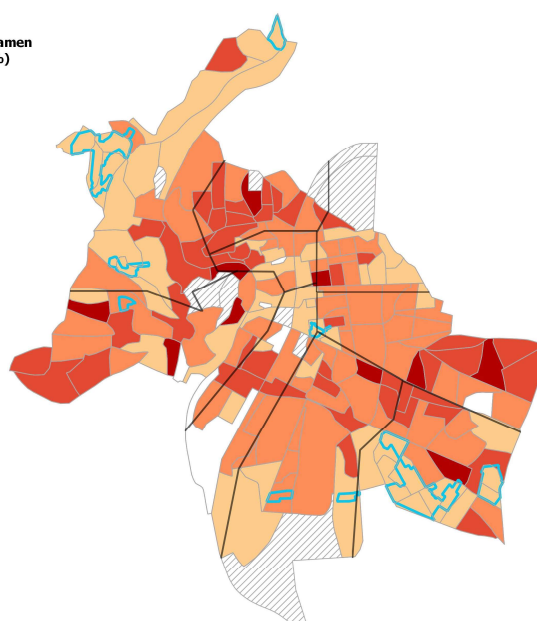
Taux (%) de participation au programme de prévention bucco-dentaire M'T dents (régime général), 2017

Taux d'affiliés ayant bénéficié d'un examen bucco-dentaire gratuit (M'T dents) (%)



/// Secret statistique

Limites Quartiers Politiques de la Ville
 Limites IRIS
 Limites arrondissements

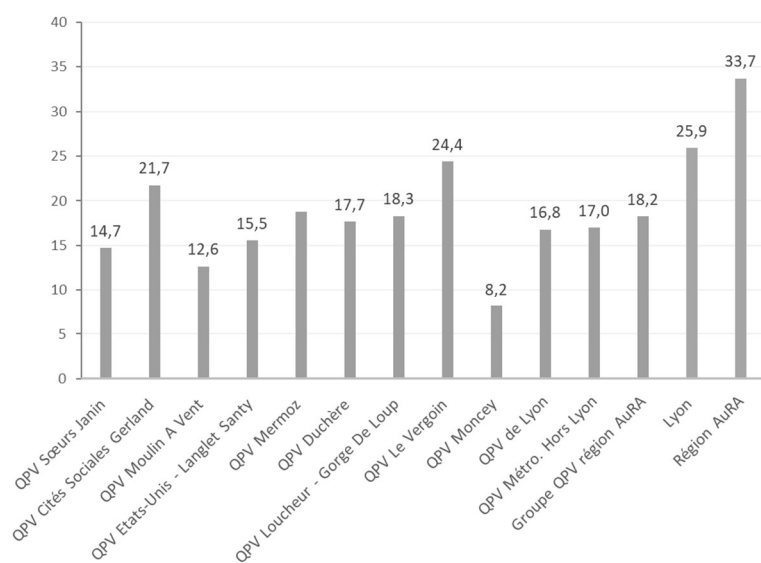


Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), cartographie ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers politique de la Vile de Lyon, le taux de participation au programme de prévention M'T dents est de 16,8 %, un peu en deçà du taux observé dans les QPV de la région.

¹¹ Ce programme est aujourd'hui étendu aux enfants et jeunes de 3 à 24 ans et aux femmes enceintes mais en 2017, il ne concernait que les enfants de 5 à 19 ans.

Taux (%) de participation au programme de prévention bucco-dentaire M'T dents (régime général), 2017



Source : ARS (Assurance Maladie – régime général-2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

3. État de Santé

L'état de santé global de la population est analysé au regard des données de mortalité et de morbidité et des principales causes d'affection de longue durée (ALD), d'hospitalisation et de décès.

3.1. Affections de longue durée

Définition et interprétation

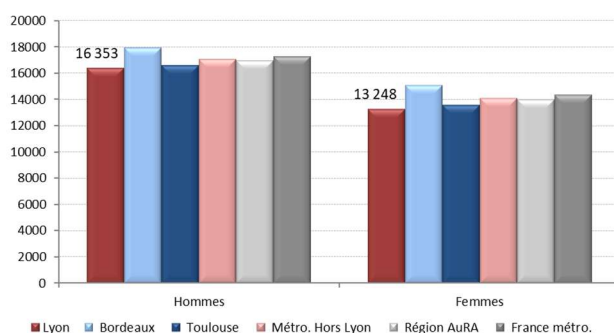
Le dispositif des Affections de longue durée (ALD) permet la prise en charge des patients ayant une maladie chronique comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse. Une liste établie par décret fixe trente affections (ALD30) ouvrant droit à une exonération du ticket modérateur (cancer, diabète, maladies cardiovasculaires, maladies psychiatriques de longue durée, etc.). Cette obtention est subordonnée à une demande adressée par le médecin à la caisse d'affiliation de l'assuré et à l'accord du service médical.

En pratique, la quasi-totalité des affections ayant un caractère habituel de gravité est couverte par le champ des ALD.

Les déclarations d'ALD sont très praticiens-dépendantes. Parfois, également, des personnes bénéficiant d'ALD à d'autres titres ne font pas systématiquement l'objet de déclaration d'une nouvelle ALD. Ainsi, ces indicateurs soulignent des tendances mais sont à interpréter avec prudence et sont à croiser avec les indicateurs présentés par la suite.

En 2019, 71 258 détenteurs d'une ALD (dont 49,6 % d'hommes) sont décomptés à Lyon. Les taux de prévalence des ALD (tous motifs confondus) à Lyon sont inférieurs au taux national chez les hommes et les femmes. En 2019, chez les hommes, le taux de prévalence des ALD (tous motifs confondus) est de 16 353 pour 100 000 habitants. Chez les femmes, la même année, celui-ci s'élève à 13 248 pour 100 000 habitantes.

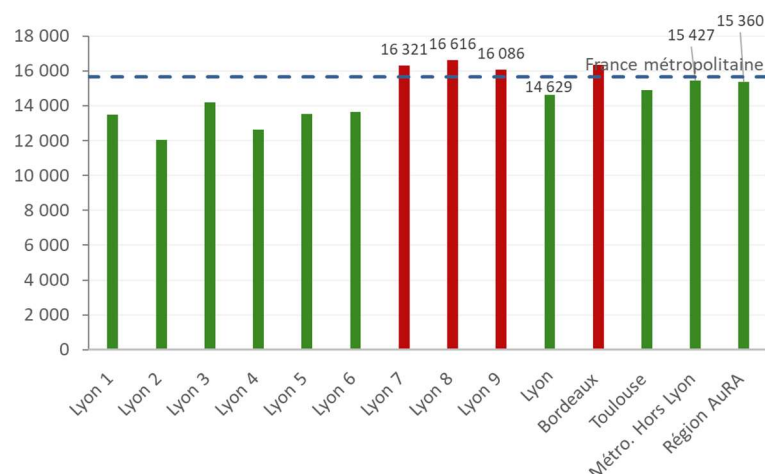
Taux de bénéficiaires d'ALD (toutes causes) (tous régimes) pour 100 000 habitants 2019



Sources : Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 3 arrondissements de Lyon, le 7^{ème}, le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement, présentent toutefois des taux de prévalence des ALD (tous motifs confondus) supérieurs aux taux observés dans la région et en France métropolitaine.

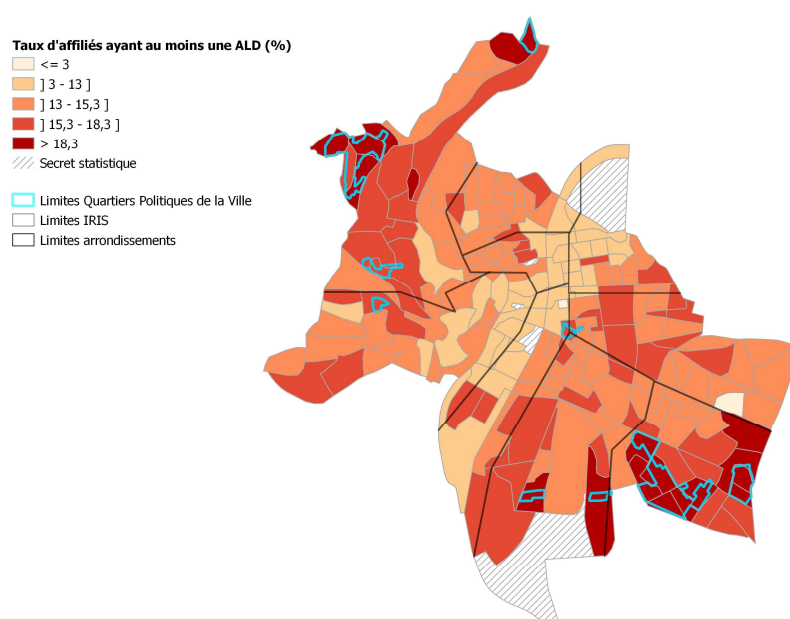
Taux de bénéficiaires d'ALD (toutes causes) pour 100 000 habitants (deux sexes ensemble) (tous régimes), 2019



Sources : Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données du régime général de l'Assurance maladie, disponibles pour l'année 2017, permettent d'observer des taux de prévalence des ALD relativement élevés dans les IRIS socialement défavorisés et en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

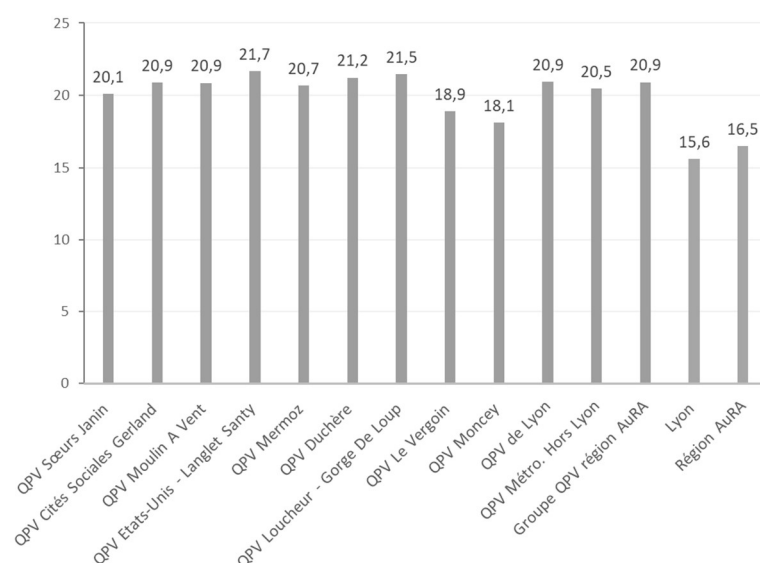
Taux (%) des affiliés bénéficiant d'au moins une ALD (régime général), 2017



Sources : ARS (régime général de l'assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

À Lyon, dans les quartiers prioritaires en politique de la ville, le taux de prévalence des ALD (toutes causes confondues) est de 20,9 %, semblable à celui observé dans les QPV de la région.

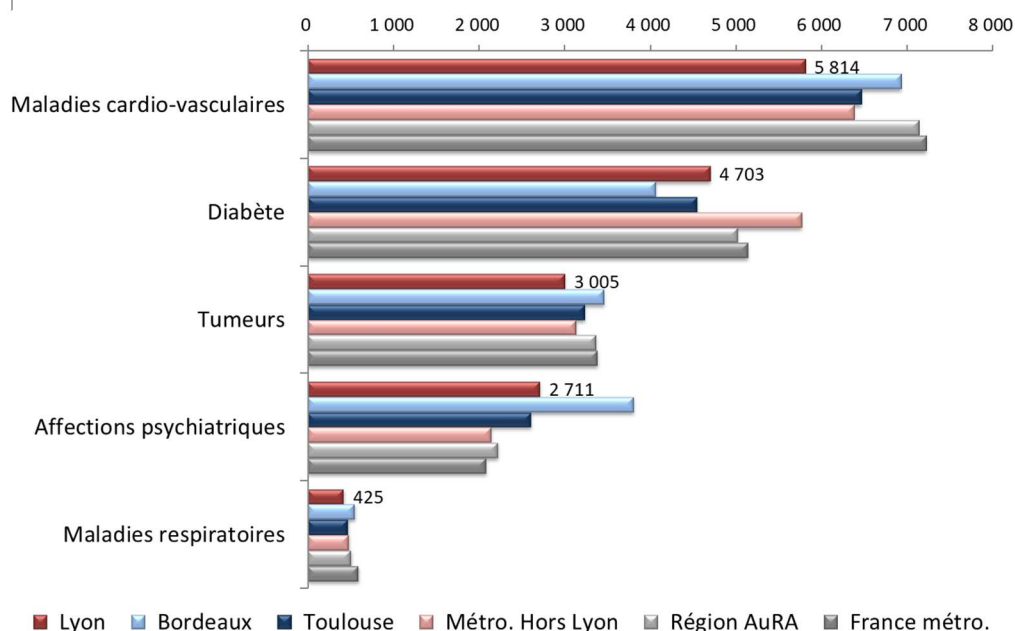
Taux (%) des affiliés ayant au moins une ALD (régime général), 2017



Sources : ARS (régime général de l'assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

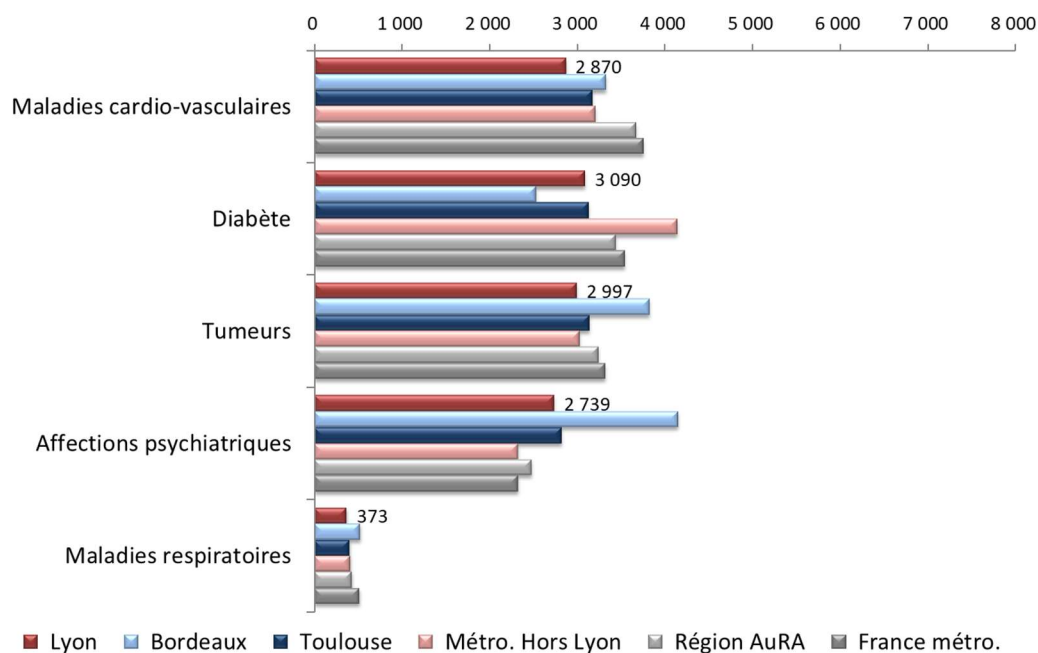
L'analyse des taux de prévalence des ALD par grandes causes montre des taux de prévalence des ALD plus faibles à Lyon par rapport à la France métropolitaine pour les principales causes, hormis pour les pathologies psychiatriques.

Hommes



Sources : Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Femmes



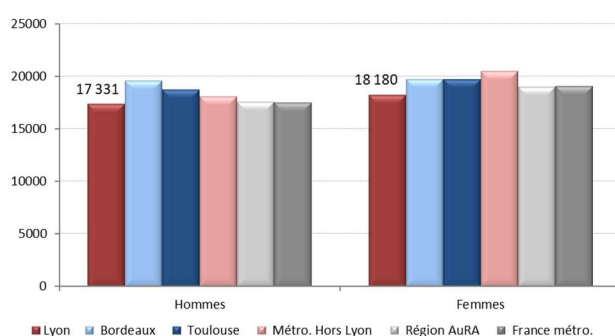
Sources : Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

3.2. Hospitalisations en médecine chirurgie obstétrique (MCO)

En 2017, 385 850 patients (dont 47 % d'hommes) domiciliés à Lyon ont été hospitalisés en MCO, soit un taux de patients hospitalisés qui s'élève à 17 605 pour 100 000 habitants, comparable au taux régional et national et plus faible que celui observé à Bordeaux et Toulouse.

Chez les hommes, le taux de patients hospitalisés, 17 331 pour 100 000 habitants, est comparable au taux régional et national. En revanche, chez les femmes, ce taux (18 180 pour 100 000 habitantes) est inférieur au taux régional et national.

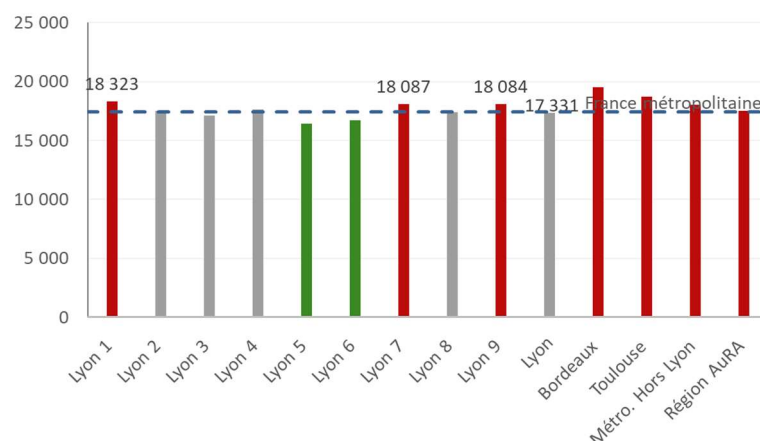
Taux de patients hospitalisés tous motifs confondus pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP- 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

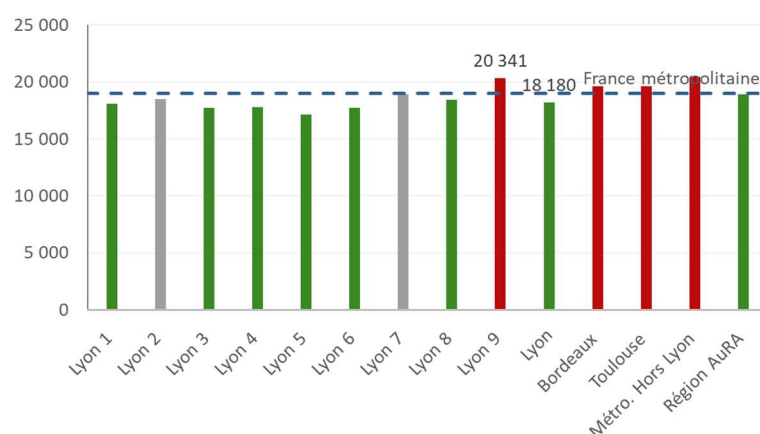
À l'échelle des arrondissements, des disparités sont observées. Des taux de patients hospitalisés supérieurs à la moyenne nationale sont observés dans le 9^{ème} arrondissement et, parmi les hommes, uniquement, dans le 1^{er} et le 7^{ème} arrondissement.

Taux de patients hospitalisés tous motifs confondus chez les hommes pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP- 2012 et 2017, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

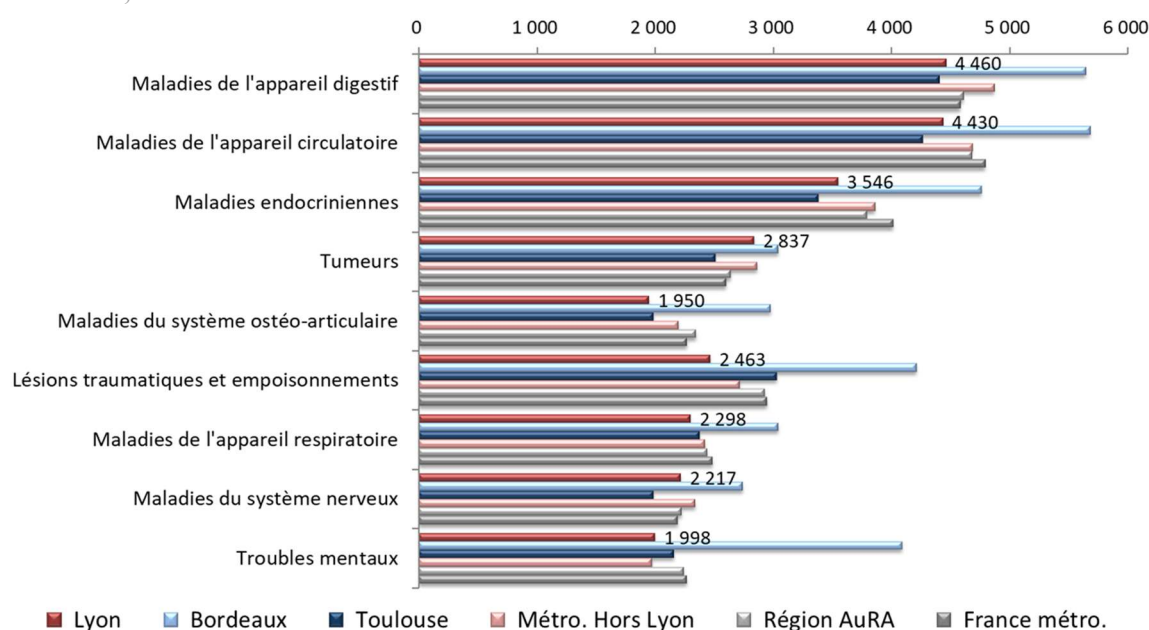
Taux de patients hospitalisés tous motifs confondus chez les femmes pour 100 000 habitantes, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP- 2012 et 2017, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

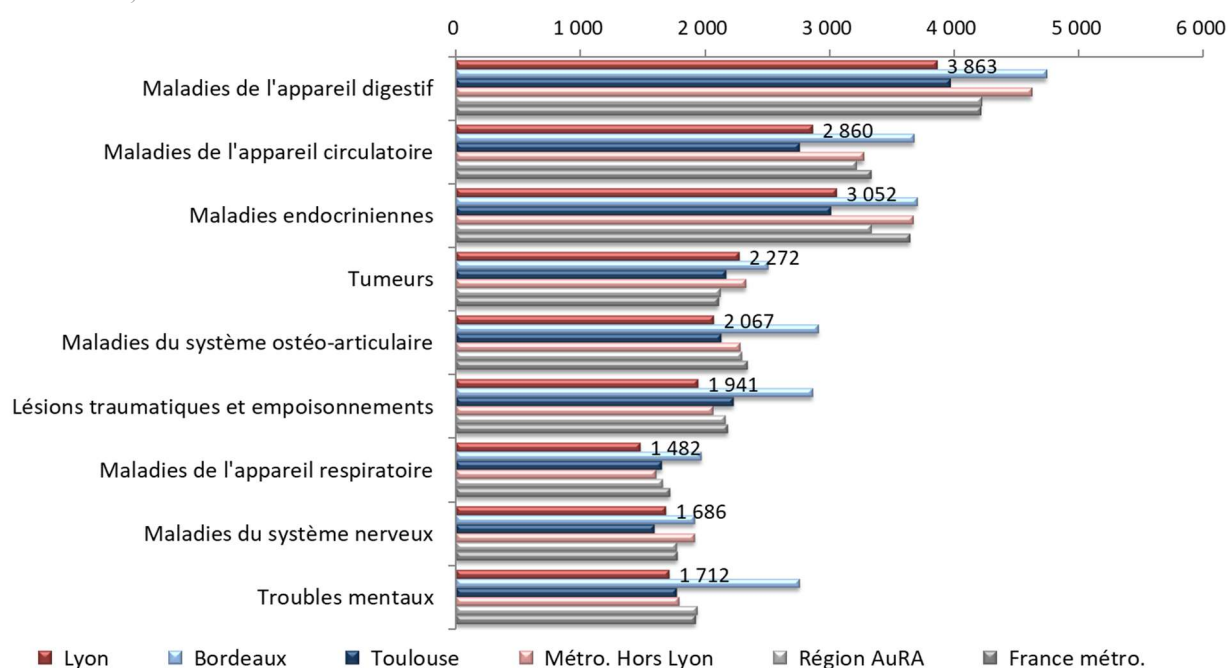
Les principaux motifs d'hospitalisation sont les maladies de l'appareil digestif, les maladies cardiovasculaires, les maladies endocriniennes, les tumeurs, les lésions traumatiques et empoisonnements et les maladies du système ostéo-articulaire. À Lyon, les taux d'hospitalisations pour ces motifs sont moins élevés qu'en France métropolitaine, sauf pour les tumeurs qui présentent des taux supérieurs aux taux nationaux et régionaux, chez les hommes et les femmes.

Taux de patients hospitalisés pour les principaux motifs chez les hommes pour 100 000 habitants, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP- 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Taux de patients hospitalisés pour les principaux motifs chez les femmes pour 100 000 habitantes, 2019



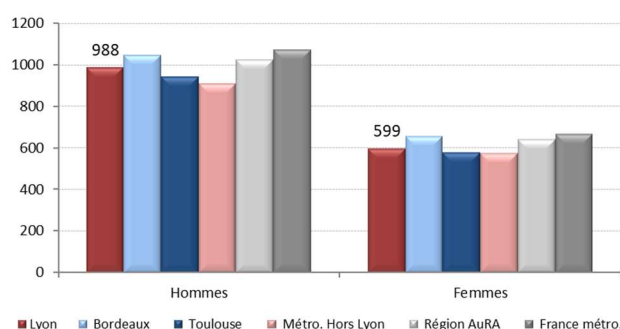
Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP- 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

3.3. Mortalité

- La mortalité générale

Sur la période 2013-2017, 3 439 décès ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon (1 596 hommes et 1 843 femmes). Lyon enregistre des taux de mortalité (toutes causes confondues) inférieurs aux taux nationaux, aussi bien chez les hommes que les femmes.

Taux annuel moyen de mortalité générale pour 100 000, 2013-2017

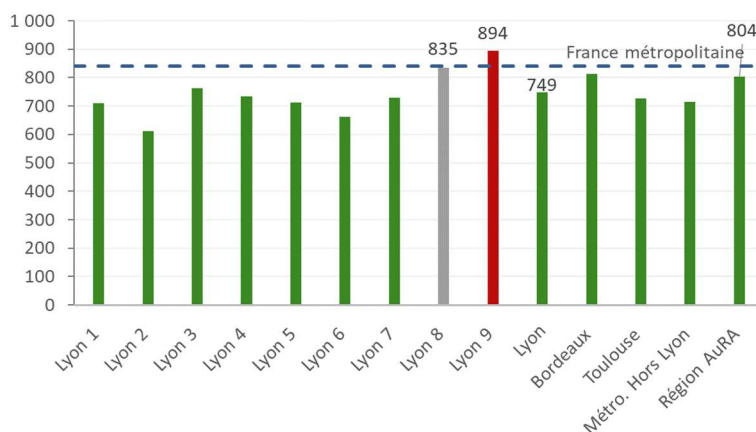


Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Toutefois deux arrondissements de Lyon se démarquent de l'ensemble de la ville :

- le 9^{ème} arrondissement présente un taux de mortalité générale supérieur au taux national (894 pour 100 000 habitants versus 842 pour 100 000 en France métropolitaine) ;
- le 8^{ème} arrondissement a un taux de mortalité générale (835 pour 100 000) comparable au taux national.

Taux annuel moyen de mortalité générale (deux sexes ensemble) pour 100 000, 2013-2017



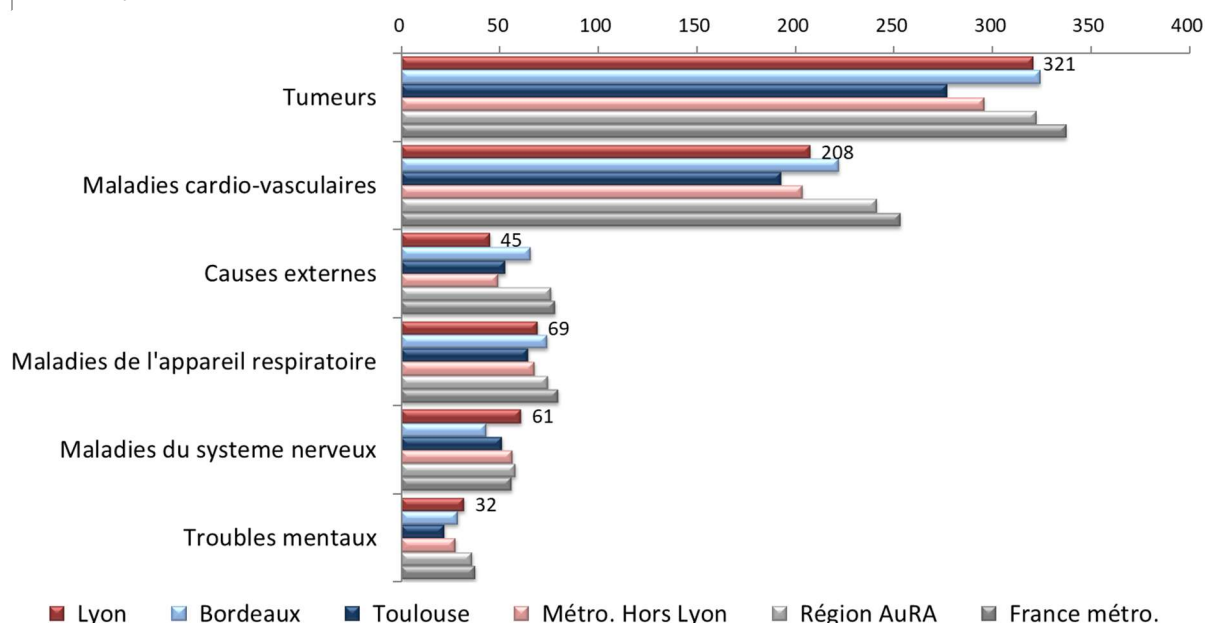
Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Principales causes de mortalité

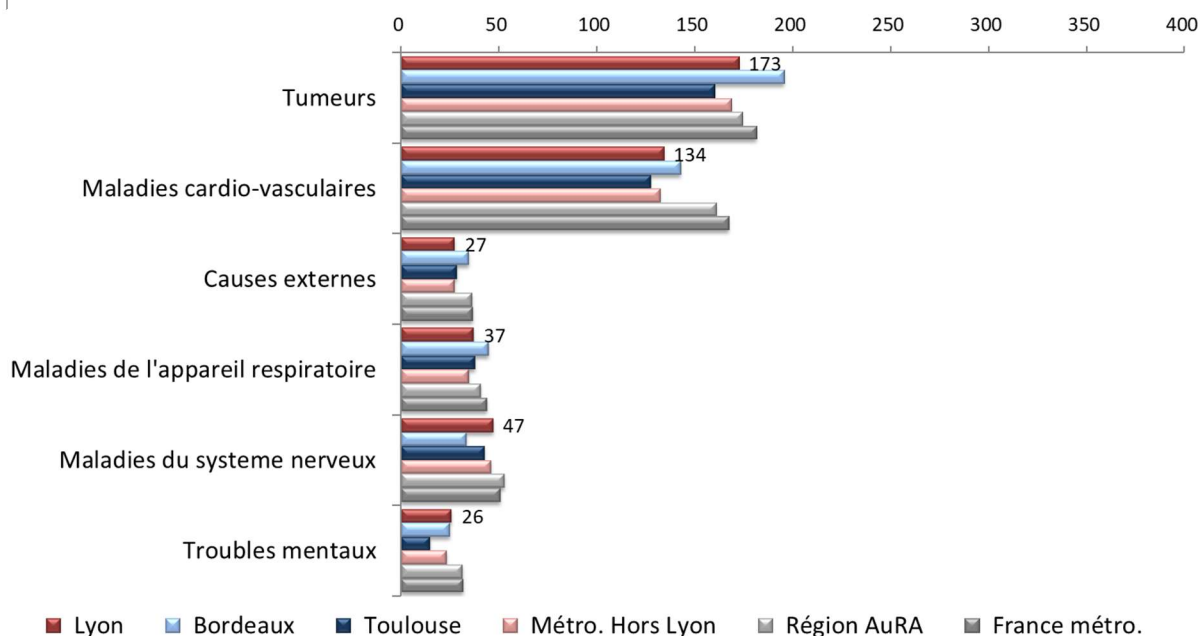
Les principales causes de mortalité générale sont les tumeurs (28,5 % des décès), première cause à Lyon pour les hommes, la seconde pour les femmes, les maladies cardio-vasculaires (22,4 % des décès), les maladies de l'appareil respiratoire (6,7 % des décès), les causes externes (4,8 % des décès liés principalement aux accidents et suicides) et les troubles mentaux (taux de mortalité enregistré pour les principales causes, 4,1 % des décès).

Lyon présente des taux de mortalité générale inférieurs aux taux enregistrés en France métropolitaine pour les principales causes. Toutefois, chez les hommes (uniquement) le taux de mortalité pour maladies du système nerveux est comparable au taux national.

Taux annuel moyen de mortalité générale par grandes causes chez les hommes pour 100 000, 2013-2017



Taux annuel moyen de mortalité générale par grandes causes chez les femmes pour 100 000, 2013-2017



Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- La mortalité prématurée

La mortalité prématurée concerne la mortalité enregistrée chez les personnes de moins de 65 ans. Une partie de la mortalité prématurée est considérée comme évitable par une réduction des comportements

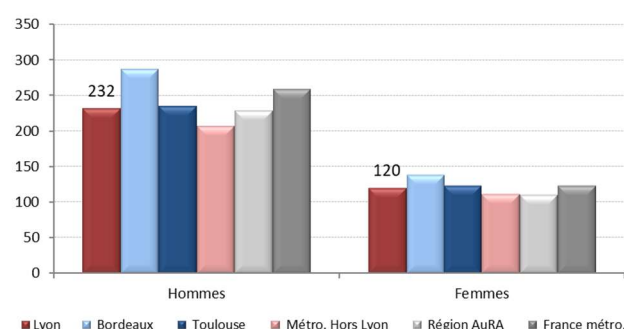
individuels à risque, incluant le tabagisme, la consommation nocive d'alcool, le suicide ou encore la conduite routière dangereuse.

Sur la période 2013-2017, 579 décès prématurés ont été enregistrés en moyenne chaque année, dont 363 chez les hommes et 216 chez les femmes.

Chez les hommes, un taux de mortalité prématurée plus faible qu'en France est enregistré (232 pour 100 000 habitants à Lyon versus 260 pour 100 000 en France métropolitaine). Chez les femmes un taux de mortalité comparable au taux national est observé (respectivement 120 et 124 pour 100 000 habitants).

Les données de mortalité prématurée de Lyon sont assez proches de celles de Toulouse, Bordeaux se démarque par un taux de mortalité prématuré supérieur à la moyenne nationale.

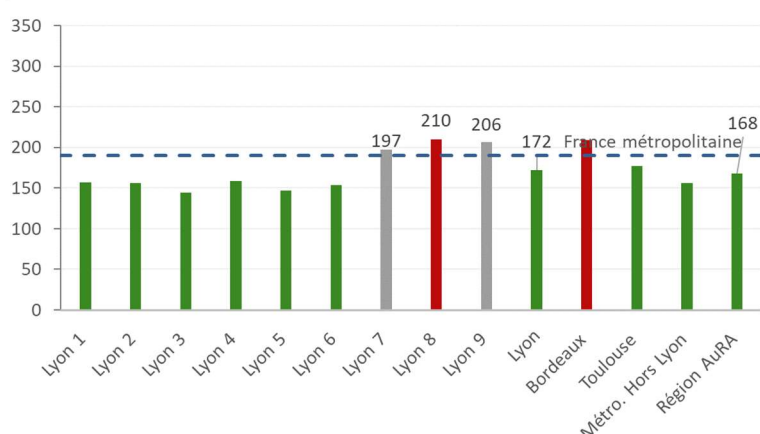
Taux annuel moyen de mortalité prématurée pour 100 000, 2013-2017



Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

À l'échelle des arrondissements des disparités sont toutefois observées : le 8^{ème} arrondissement présente un taux de mortalité prématurée supérieur au taux enregistré en France métropolitaine et en Auvergne-Rhône-Alpes. Le 7^{ème} et le 9^{ème} arrondissement présentent également des taux relativement élevés comparés à Lyon et à la région.

Taux annuel moyen de mortalité prématurée (deux sexes ensemble) pour 100 000, 2013-2017



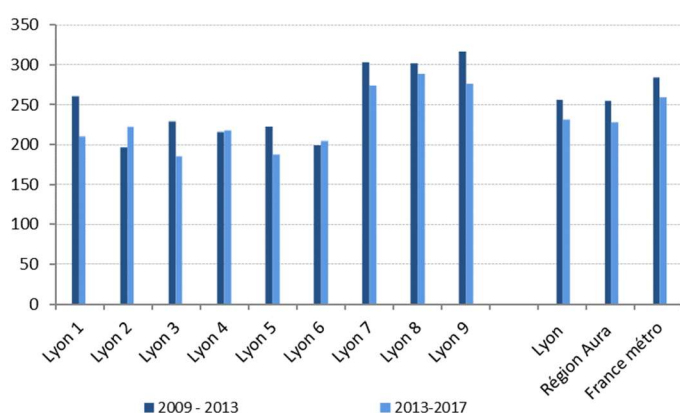
Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015)

Entre les périodes 2009-2013 et 2013-2017, la baisse de la mortalité est plus marquée chez les hommes que chez les femmes, ces dernières étant au départ dans une situation plus favorable (et l'étant toujours) en matière de mortalité prématurée, à Lyon comme en France métropolitaine¹².

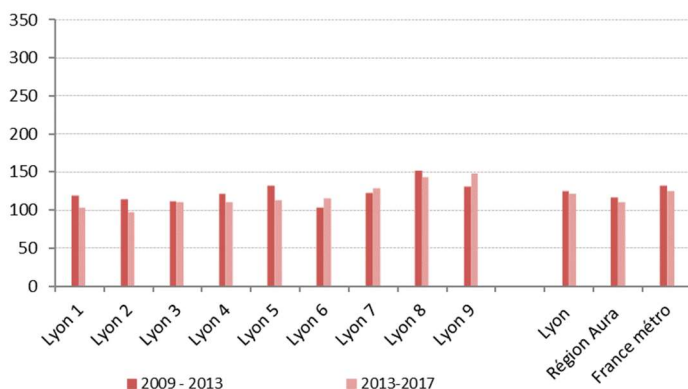
Entre ces deux périodes, le taux de mortalité prématurée des hommes a baissé de 25 points (passant de 257 à 232 pour 100 000 habitants) et de 3 points chez les femmes (passant de 124 à 120 pour 100 000 habitants).

Dans le 9^{ème} arrondissement, le taux de mortalité prématurée a toutefois légèrement augmenté entre les périodes 2009-2013 et 2013-2017. Le taux de mortalité prématuré chez les hommes du 2^{ème} arrondissement apparaît également un peu supérieur sur la période 2013-2017 comparé à la période précédente. Toutefois ces données sont à analyser avec prudence : une analyse sur plusieurs décennies des taux de mortalité prématurée et de la répartition des causes de mortalité prématurée¹³ serait nécessaire pour confirmer et comprendre cette évolution.

Évolution des taux de mortalité prématurée chez les hommes pour 100 000 habitants



Évolution des taux de mortalité prématurée chez les femmes pour 100 000 habitants



Sources : Inserm CépiDc (BCMD – 2009 -2013 et 2013-2017 et 20), Insee (RP – 2011, 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

¹²L'État de santé de la population en France. Rapport 2017 Drees. Consultable sur le site : <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-reference/rapports/letat-de-sante-de-la-population-en-france-rapport-2017>

¹³ Au niveau national, les six premières grandes causes de mortalité prématurée sont, dans l'ordre, les tumeurs, les causes externes (suicide et accident), les maladies cardio-vasculaires, les maladies de l'appareil digestif, les troubles mentaux et les maladies de l'appareil respiratoire.

4. Focus sur certaines pathologies et problématiques de santé

Différentes données permettent d'appréhender l'état de santé d'une population et sont analysées dans ce diagnostic : la prévalence des affections de longue durée (ALD), les hospitalisations en Médecine, Chirurgie, Obstétrique (MCO), le recours aux soins spécialisés en psychiatrie, les consommations régulières de traitements médicamenteux et les causes de décès.

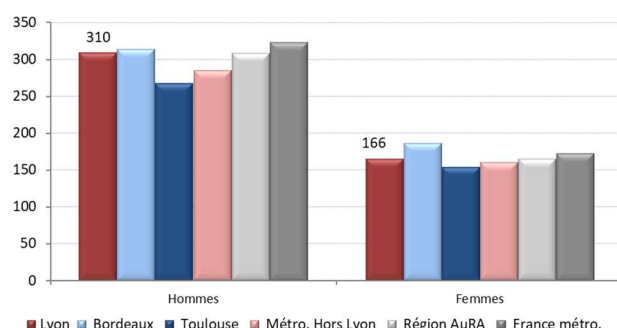
Le croisement de plusieurs indicateurs d'état de santé, entre eux et avec les données socio-économiques permet de formuler des hypothèses d'interprétation des situations observées.

4.1. Les cancers

Les cancers représentent en France la première cause de décès chez l'homme et la deuxième chez la femme. En 2018, le nombre total de nouveaux cas de cancer est estimé à 382 000 dont 54 % chez l'homme. Le cancer de la prostate reste le plus fréquent chez l'homme, suivi du cancer du poumon et du cancer colorectal. Chez la femme, le cancer du sein reste le plus fréquent, suivi du cancer colorectal et du cancer du poumon. En 2018, le nombre de décès par cancer s'élève à 157 000, dont 90 000 hommes et 68 000 femmes. Les cancers à l'origine des plus grands nombres de décès sont le cancer du poumon, le cancer colorectal et le cancer de la prostate chez l'homme et le cancer du sein, le cancer du poumon et le cancer colorectal chez la femme¹⁴.

Sur la période 2013-2017, 941 décès par tumeurs, dont 53,2 % d'hommes, ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon, soit un taux de mortalité par cancers plus faible qu'en France métropolitaine (220 pour 100 000 à Lyon contre 235 pour 100 000 en France métropolitaine).

Taux de mortalité par cancers pour 100 000, 2013-2017



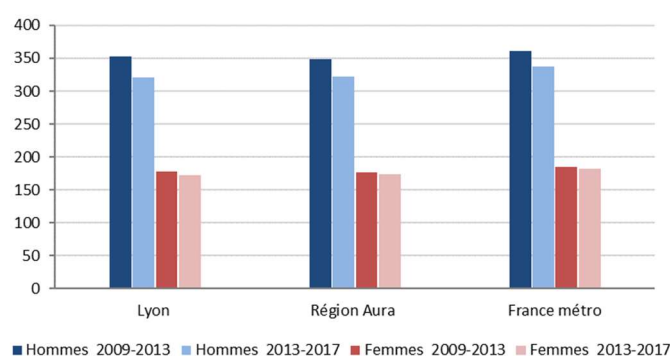
Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Deux arrondissements de Lyon, le 8^{ème} et le 9^{ème} présentent des taux de mortalité par cancers un peu plus élevés (respectivement 246 pour 100 000 et 245 pour 100 000) mais toutefois comparables au taux national.

Entre les périodes 2009-2013 et 2013-2017, le taux de mortalité par tumeurs à Lyon a baissé chez les hommes (- 31 points), mais il reste relativement stable chez les femmes (- 5 points), une tendance conforme à ce qui est observé au niveau régional et national.

¹⁴<https://www.e-cancer.fr/Expertises-et-publications/Les-donnees-sur-les-cancers/Incidence-et-mortalite-des-cancers/Incidence-et-mortalite-nationale>

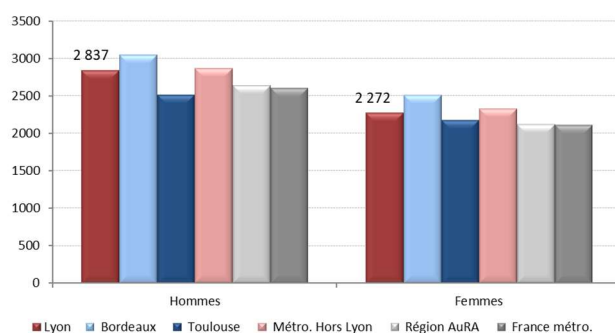
Évolution des taux de mortalité par tumeurs



Sources : Inserm CépiDc (BCMD – 2009 -2013 et 2013-2017 et 20), Insee (RP – 2011, 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 10 532 hospitalisations pour tumeurs ont été enregistrées pour des patients domiciliés à Lyon, dont 47,6 % d'hommes. Le taux de patients hospitalisés pour tumeurs s'élève à 2 837 pour 100 000 chez les hommes et 2 272 pour 100 000 chez les femmes, des taux supérieurs à ceux observés en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine.

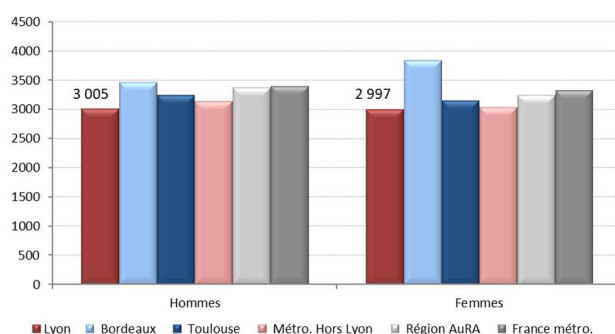
Taux de patients hospitalisés pour tumeurs, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 13 937 détenteurs d'une ALD pour tumeurs, dont 43,9 % d'hommes, sont dénombrés à Lyon. Les taux de bénéficiaires sont ainsi plus faibles à Lyon qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine, chez les hommes et les femmes.

Taux de bénéficiaires d'ALD pour tumeurs (tous régimes), 2019



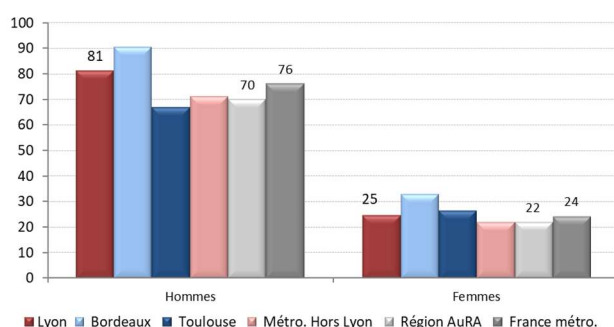
Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Cancers du poumon

Le cancer du poumon est le 3^{ème} cancer le plus fréquent et la 1^{ère} cause de mortalité par cancer. Le cancer du poumon résulte rarement d'une cause unique mais plus généralement d'une association de plusieurs facteurs de risques. Le tabagisme est le principal facteur de risque du cancer du poumon : 9 cancers sur 10 pour les hommes, 7 sur 10 pour les femmes. La 2^{ème} cause de cancer du poumon est un facteur environnemental : le radon, responsable de 10 % des cancers, son risque se cumule avec celui du tabac. (Entre 10 et 15 % des cancers sont attribuables à l'exposition professionnelle à l'amiante et aux autres expositions professionnelles. En ce qui concerne la pollution extérieure, l'exposition aux particules fines (PM2,5) est estimée comme à l'origine de 4 % de l'ensemble des nouveaux cas de cancer du poumon.

Sur la période 2013-2017, 193 décès par cancer du poumon, dont 68,9 % d'hommes, ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon. Le taux de mortalité par cancer du poumon à Lyon est statistiquement comparable au niveau national bien que légèrement supérieur, chez les hommes, au taux régional. Deux arrondissements de Lyon présentent des taux un peu plus élevés de mortalité par cancer du poumon, le 9^{ème} arrondissement et, uniquement chez les hommes, le 8^{ème} arrondissement. Toutefois ces données sont à analyser avec prudence en raison d'effectifs réduits.

Taux annuel moyen de mortalité par cancer du poumon pour 100 000, 2013-2017

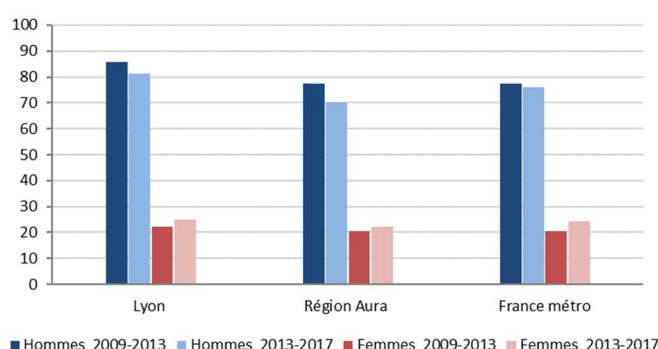


Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Entre les périodes 2009-2013 et 2013-2017, les taux de mortalité par cancers du poumon à Lyon sont relativement stables, à l'image de ce qui est observé au niveau national. Sur la période 2013-2017, le taux de mortalité par cancers du poumon a baissé de 4,7 points chez les hommes et augmenté de 2,6 points chez les femmes par rapport à la période précédente. Cette tendance est conforme à ce qui est observé, chez les femmes, au niveau national avec une accélération de l'incidence du cancer du poumon chez les femmes depuis 2005 et un taux de mortalité également en hausse¹⁵.

15 Etat de santé de la population en France, rapport 2017 Drees

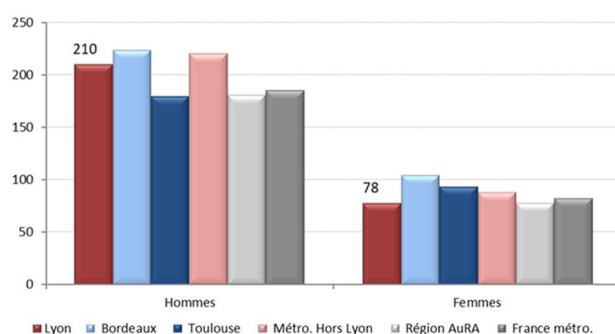
Évolution des taux de mortalité par cancer du poumon pour 100 000, 2013-2017



Sources : Inserm CépiDc (BCMD – 2009-2017), Insee (RP – 2011, 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

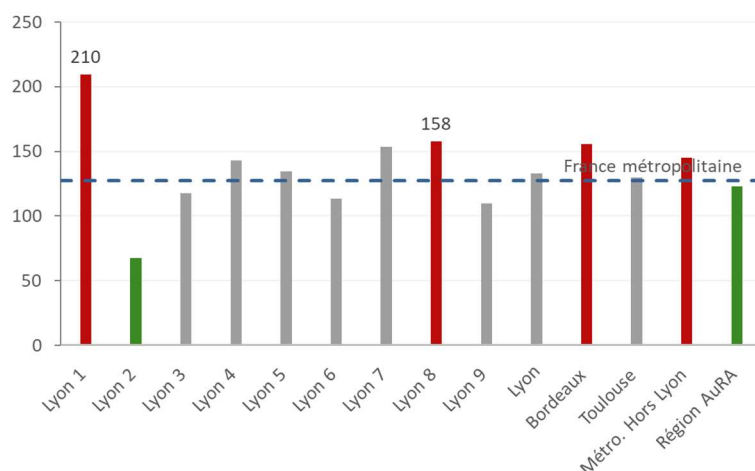
En 2019, 538 patients, dont 66,0 % d'hommes, domiciliés à Lyon ont été hospitalisés pour cancer du poumon. Lyon présente, chez les hommes, un taux de patients hospitalisés pour cancer (210 pour 100 000 habitants) supérieur au niveau régional et national, en particulier dans le 1^{er} et le 8^{ème} arrondissement. Toutefois les données par arrondissement étant réduites (N=28 dans le 1^{er} arrondissement et N= 85 dans le 8^{ème} arrondissement) ces données sont à analyser avec prudence.

Taux de patients hospitalisés pour cancer du poumon, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

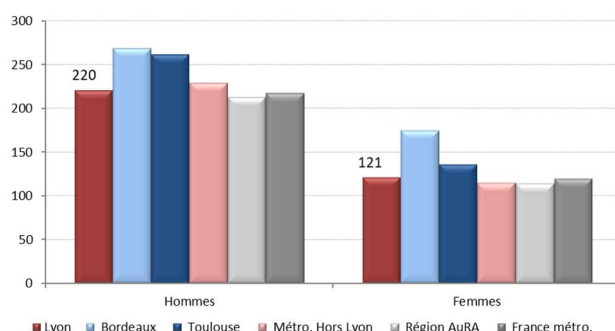
Taux de patients hospitalisés pour cancer du poumon chez les hommes, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017) , exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 741 bénéficiaires d'ALD pour cancer du poumon ont été décomptés à Lyon. Les taux de prévalence des ALD pour cancers du poumon à Lyon sont comparables à ceux observés en France métropolitaine, aussi bien chez les hommes (220 pour 100 000) que chez les femmes (121 pour 100 000).

Taux de bénéficiaires d'ALD pour cancer du poumon (Tous régimes), 2019

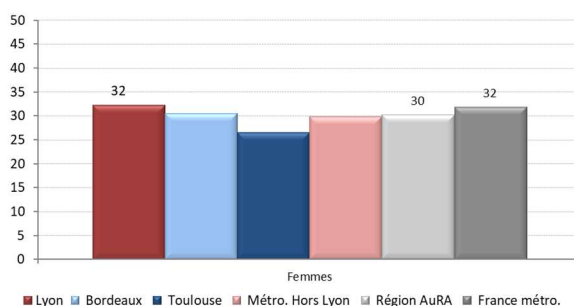


Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Cancer du sein

Sur la période 2013-2017, 85 décès par cancer du sein ont été enregistrés pour les habitantes de Lyon, soit un taux de mortalité par cancer du sein de 32 pour 100 000 comparable au taux régional et national. Ce taux est resté stable depuis la période 2009-2013 où il s'élevait à 32,7 pour 100 000 habitantes.

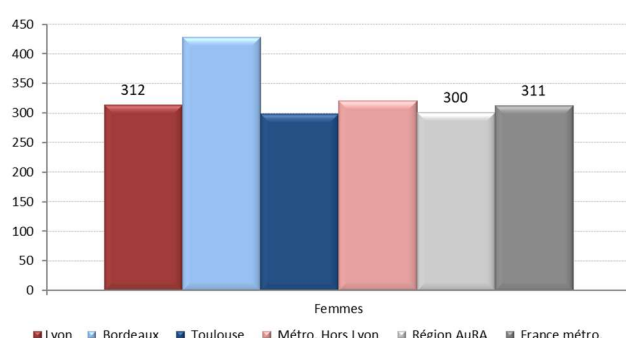
Taux annuel moyen de mortalité par cancer du sein pour 100 000, 2013-2017



Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 736 patientes ont été hospitalisées pour cancer du sein, soit un taux de patientes hospitalisées pour ce motif de 312 pour 100 000, taux comparable à celui observé en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine.

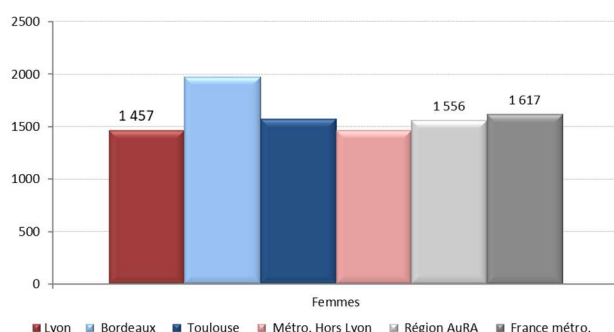
Taux de patientes hospitalisées pour cancer du sein pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

La même année, 3 746 bénéficiaires d'ALD pour cancer du sein étaient comptabilisés, soit un taux de 1 457 pour 100 000, inférieur aux taux régional et national (1 457 pour 100 000 versus 1 617 en France métropolitaine).

Taux de bénéficiaires d'ALD pour cancers du sein (Tous régimes), 2019



Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

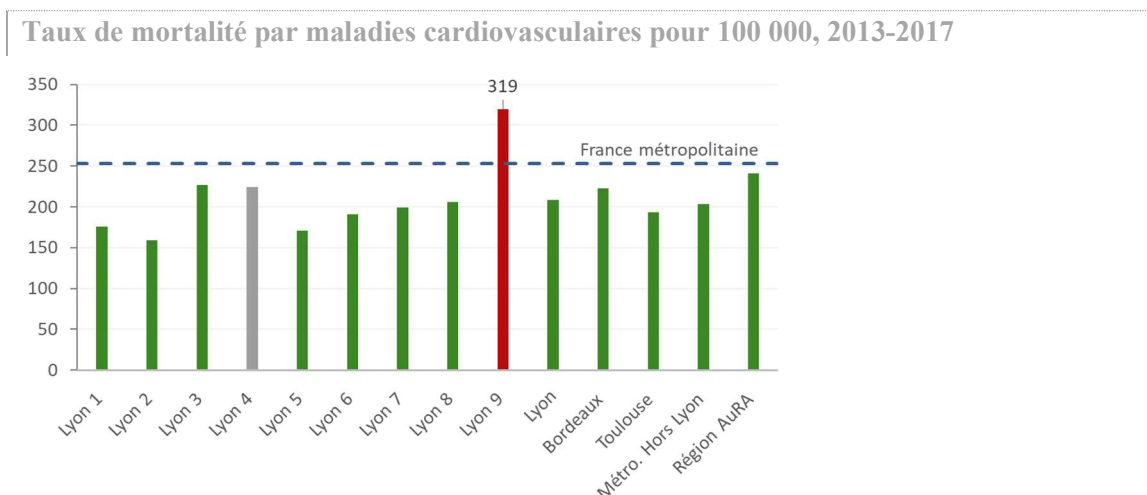
4.2. Les maladies cardio-vasculaires

Les maladies cardiovasculaires recouvrent un ensemble diversifié de maladies fréquentes et graves : hypertension artérielle, cardiopathies ischémiques, maladies vasculaires cérébrales, insuffisance cardiaque... Hormis l'hérédité, le sexe et l'âge, plusieurs facteurs constitutionnels et comportementaux souvent associés favorisent leur survenue : l'hypertension artérielle, le diabète, la mauvaise alimentation, l'obésité et la sédentarité. Des facteurs environnementaux, comme la pollution atmosphérique, ont également été identifiés comme facteurs de risque de maladies cardiovasculaires. Les maladies cardiovasculaires ont longtemps été la principale cause de décès en France, comme dans de nombreux pays. Depuis quelques années, elles représentent la deuxième cause de mortalité, après les tumeurs, du fait d'une diminution continue du nombre de décès cardiovasculaires en lien avec l'amélioration de la prévention et de la prise en charge thérapeutique. Néanmoins, chez les femmes, ces maladies restent la première cause de mortalité.

Sur la période 2013-2017, 771 décès par maladies cardiovasculaires ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon. Les taux de mortalité par maladie cardiovasculaire à Lyon (208 pour 100 000

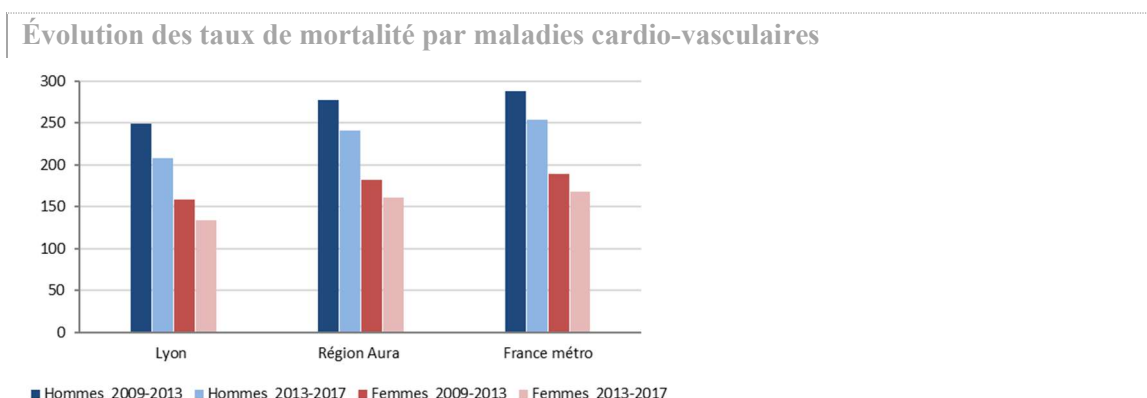
chez les hommes et 134 pour 100 000 chez les femmes), comme à Toulouse et à Bordeaux, sont plus faibles qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine (253 pour 100 000 chez les hommes et 168 pour 100 000 chez les femmes).

Dans le 9^{ème} arrondissement, moins favorisé sur le plan socioéconomique, le taux de mortalité des hommes par maladie cardiovasculaire (MCV) est toutefois supérieur au taux régional et national (319 pour 100 000 habitants).



Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

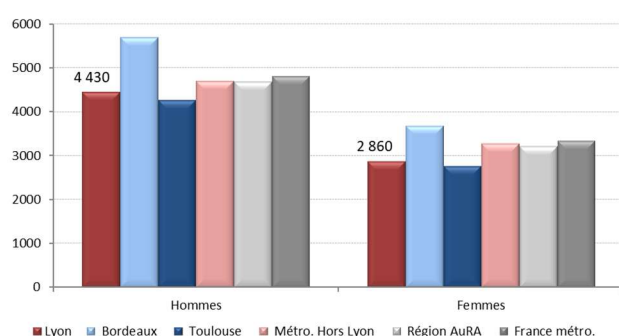
Une baisse des taux de mortalité par MCV est observée entre les périodes 2009-2013 et 2013-2017 chez les hommes (-41,2 points) et les femmes (-24,6 points), aussi bien à Lyon que dans les territoires de comparaison. Seul le 9^{ème} arrondissement de Lyon se démarque de cette tendance pour les hommes, avec une augmentation du taux de mortalité par MCV (+60,0 points).



Sources : Inserm CépiDc (BCMD – 2009-2017), Insee (RP – 2011, 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 15 353 patients domiciliés à Lyon ont été hospitalisés pour maladie cardiovasculaire, soit un taux de patients hospitalisés pour MCV (deux sexes confondus) de 3 498 pour 100 000 habitant inférieur au taux observé en France métropolitaine (3 973 pour 100 000). Seuls deux arrondissements de Lyon, le 1^{er} et le 9^{ème}, présentent des taux comparables à la moyenne française.

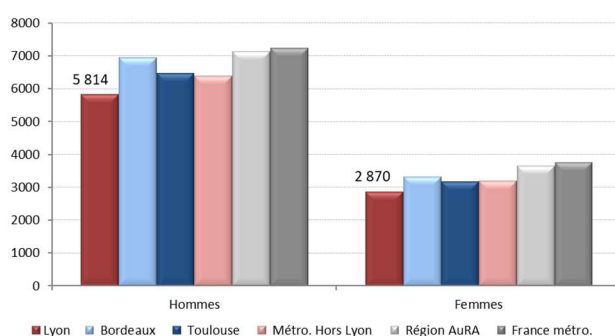
Taux de patients hospitalisés pour maladie cardiovasculaire pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 20 277 bénéficiaires d’ALD pour maladie cardiovasculaire sont comptabilisés à Lyon, soit des taux de bénéficiaires d’ALD inférieurs au taux régional et national, aussi bien chez les hommes que les femmes. Cette tendance est observée dans tous les arrondissements de Lyon.

Taux de bénéficiaires d’ALD pour maladie cardiovasculaire pour 100 000 (Tous régimes), 2019

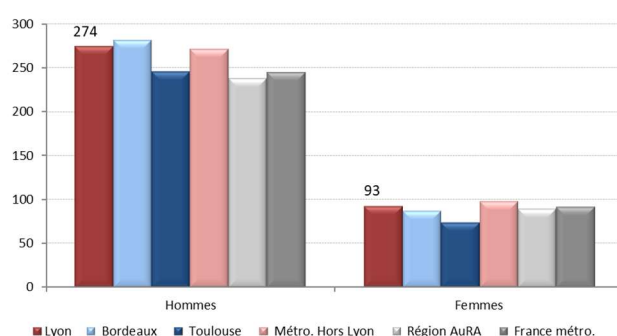


Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Infarctus du myocarde

En 2019, 725 patients domiciliés à Lyon ont été hospitalisés pour infarctus du myocarde (65,1 % d’hommes). Chez les hommes, le taux de patients hospitalisés pour infarctus du myocarde est relativement élevé à Lyon par rapport à la région et la France (respectivement 274, 238 et 245 pour 100 000 habitants). Ce taux est particulièrement élevé chez les hommes du 1^{er} arrondissement de Lyon (416 pour 100 000).

Taux de patients hospitalisés pour infarctus du myocarde pour 100 000, 2019



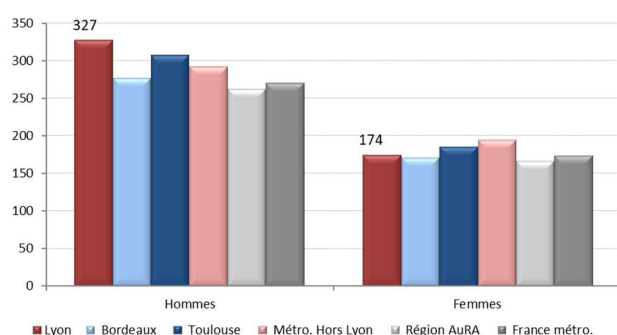
Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Sur la période 2013-2017, 68 décès par infarctus du myocarde ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon. Les taux de mortalité par maladie cardiovasculaire à Lyon (69 pour 100 000) comme à Toulouse et à Bordeaux, es plus faible qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine (95 pour 100 000).

- Accident vasculaire cérébral

En 2019, 1 043 patients lyonnais ont été hospitalisés pour accident vasculaire cérébral (AVC), dont 53 % d'hommes. Le taux d'hospitalisation des hommes pour AVC est plus élevé à Lyon qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine (327 pour 100 000 habitants contre 270 pour 100 000).

Taux de patients hospitalisés pour AVC pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Sur la période 2013-2017, 185 décès par AVC ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon, soit un taux significativement inférieur à celui observé en région et en France métropolitaine (respectivement 39, 43 et 46 pour 100 000 habitants).

4.3. Les maladies de l'appareil respiratoire

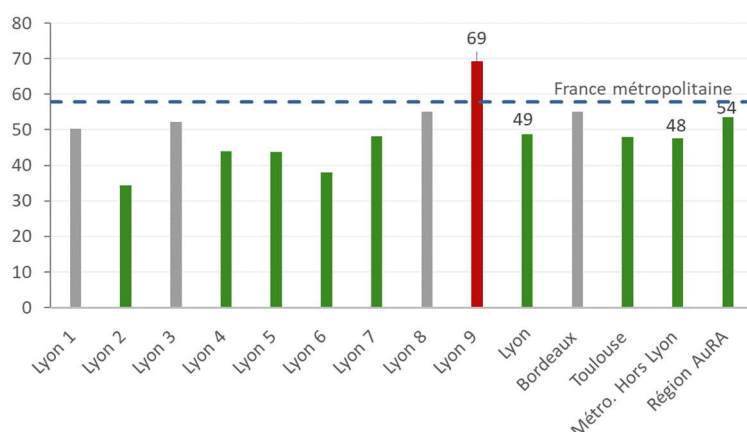
Les maladies respiratoires regroupent des affections très différentes, outre les cancers, elles peuvent être d'origine infectieuse (bronchite aiguë, pneumonie, infection des voies respiratoires supérieures) ou d'évolution chronique comme la bronchite chronique. Ces maladies sont plurifactorielles : tabagisme (à l'origine de 8 cancers sur 10 mais également de pathologies respiratoires comme le BPCO ou l'insuffisance respiratoire), expositions professionnelles (fumées et poussières), conditions de logement

(mauvaise ventilation entraînant de l'humidité et des moisissures à l'origine d'asthme et d'allergies) et qualité de l'air intérieur et extérieur.

Sur la période 2013-2017, 231 décès pour maladies de l'appareil respiratoires ont été enregistrés en moyenne chaque année à Lyon.

Chez les hommes, comme chez les femmes, les taux de mortalité par maladies respiratoires sont plus faibles à Lyon (69 pour 100 000 habitants chez les hommes et 37 pour 100 000 habitants chez les femmes) qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine. Toutefois le 9^{ème} arrondissement se démarque par un taux de mortalité supérieur aux taux régionale et nationale (69 pour 100 000 deux sexes confondus).

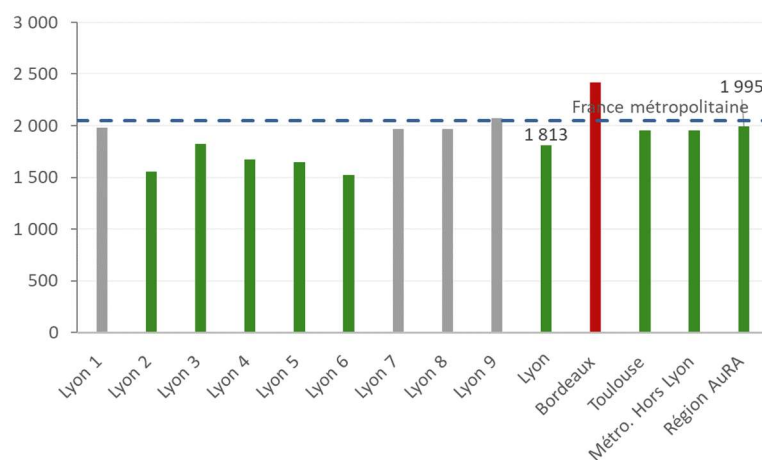
Taux de mortalité par maladie de l'appareil respiratoire pour 100 000, 2013-2017



Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 8 426 patients lyonnais ont été hospitalisés en MCO pour maladie respiratoire. Les taux de patients hospitalisés pour ce motif s'élèvent, à Lyon, à 2 298 pour 100 000 habitants chez les femmes et 1 482 pour 100 000 chez les hommes, des taux inférieurs à la moyenne nationale.

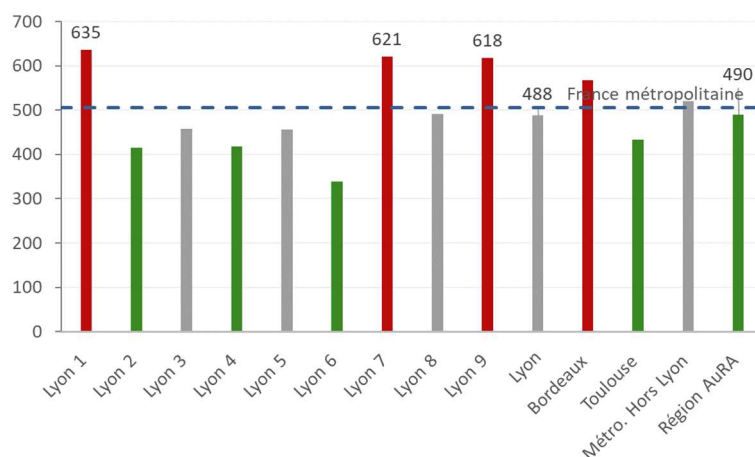
Taux de patients hospitalisés (deux sexes confondus) pour maladie de l'appareil respiratoire pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Près d'un quart des patients hospitalisés pour maladie respiratoire le sont pour bronchite chronique (2 088 patients domiciliés à Lyon). Certains arrondissements de Lyon présentent des taux de patients hospitalisés pour bronchite chronique relativement importants : le 1^{er}, le 7^{ème} et le 9^{ème} arrondissement.

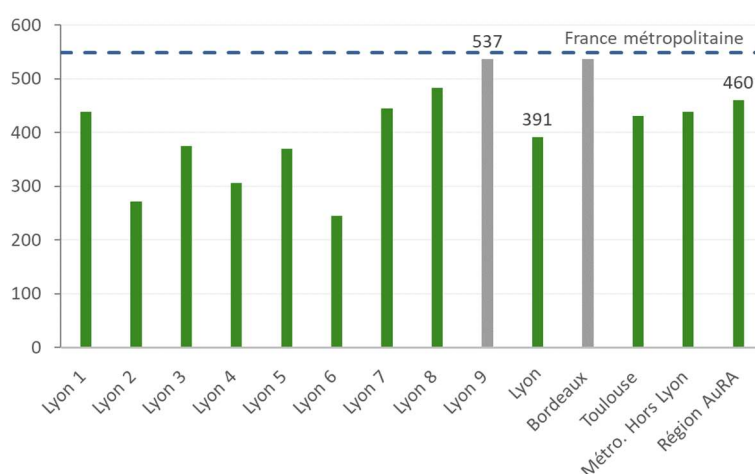
Taux de patients hospitalisés pour bronchite chronique pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 1 878 bénéficiaires d'une ALD pour insuffisance respiratoire sont décomptés à Lyon, soit des taux de prévalence des ALD pour ce motif (425 pour 100 000 assurés sociaux chez les hommes et 373 pour 100 000 chez les femmes) inférieurs à ceux observés en France métropolitaine et à Bordeaux.

Taux de bénéficiaires d'ALD pour insuffisance respiratoire pour 100 000, 2019

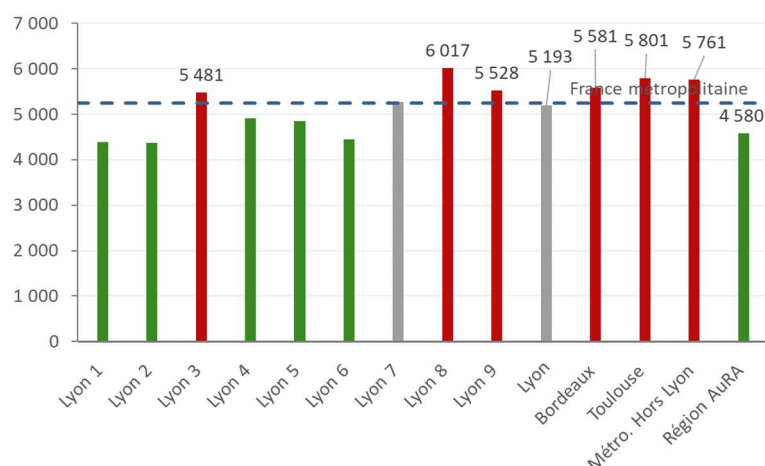


Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon présente globalement un taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques (5 193 pour 100 000 assurés sociaux) comparable à celui observé au niveau national (5 252 pour 100 000) mais supérieur au taux régional. Ce taux est toutefois inférieur aux taux observés dans les deux grandes villes de comparaison et dans le reste de l'agglomération lyonnaise.

En 2019, 3 arrondissements se démarquent par une consommation d'anti-allergiques supérieure à la moyenne nationale : le 3^{ème}, le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement.

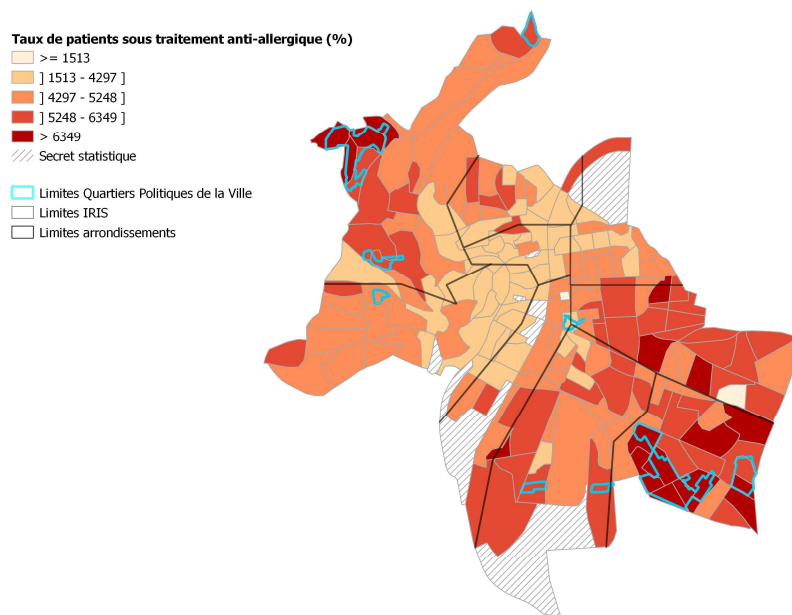
Taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques pour 100 000 (Tous régimes), 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données de l'Assurance maladie disponibles à l'échelle des IRIS et des quartiers prioritaires de la politique de la ville montrent des consommations régulières d'anti-allergiques plus élevées dans les quartiers socialement défavorisés et dans une grande partie des IRIS du 3^{ème} arrondissement.

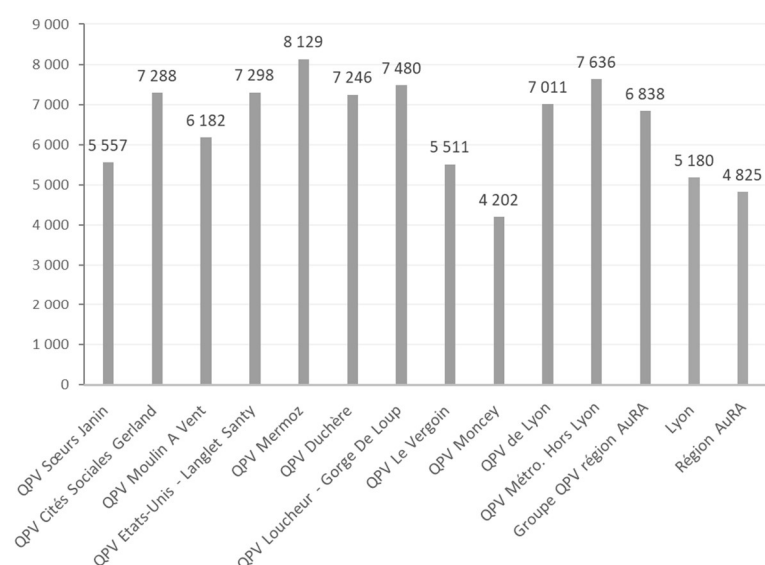
Taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques (régime général) pour 100 000, 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie- 2017), Insee -Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques s'élève à 7 011 pour 100 000 assurés du régime général dans les quartiers politique de la ville (QPV) de Lyon, versus 6 838 pour 100 000 dans les QPV de la région.

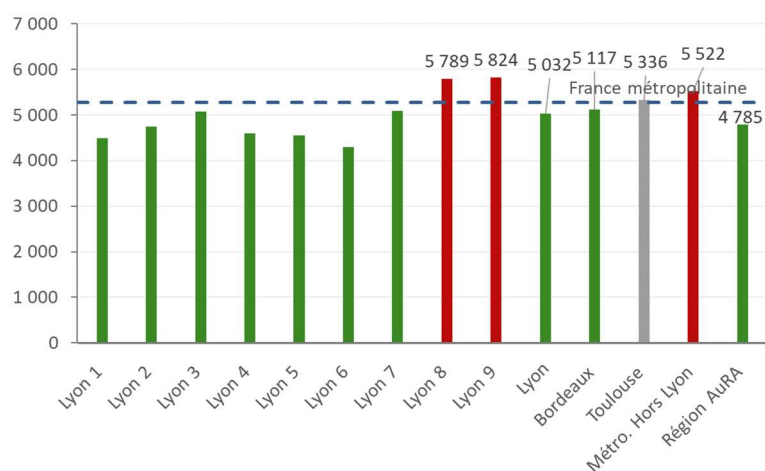
Taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques (régime général) pour 100 000, 2017



Source : ARS (régime général de l'Assurance maladie- 2017), Insee (Rcensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques est globalement plus faible à Lyon qu'en France métropolitaine, mais légèrement supérieur à celui observé en Auvergne-Rhône-Alpes. Néanmoins, des consommations relativement importantes d'antiasthmatiques sont enregistrées dans le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement.

Taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques pour 100 000 (Tous régimes), 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données de l'Assurance maladie, disponibles à l'échelle des IRIS et des quartiers politique de la ville montrent, une fois de plus, des consommations régulières d'antiallergiques plus importantes dans les quartiers socialement défavorisés et en particulier dans les QPV.

Taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques (régime général) pour 100 000, 2017

Taux de patients sous traitement antiasthmatique (%)

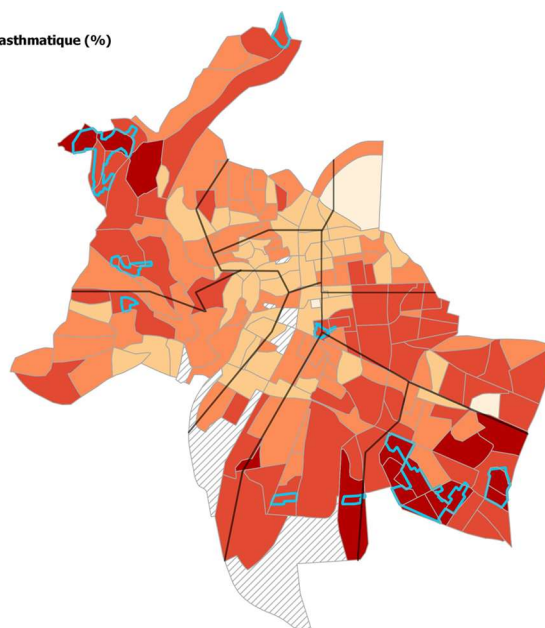
≤ 2306
] 2306 - 5320]
] 5320 - 6453]
] 6453 - 8331]
 > 8331

/// Secret statistique

Limites Quartiers Politiques de la Ville

Limites IRIS

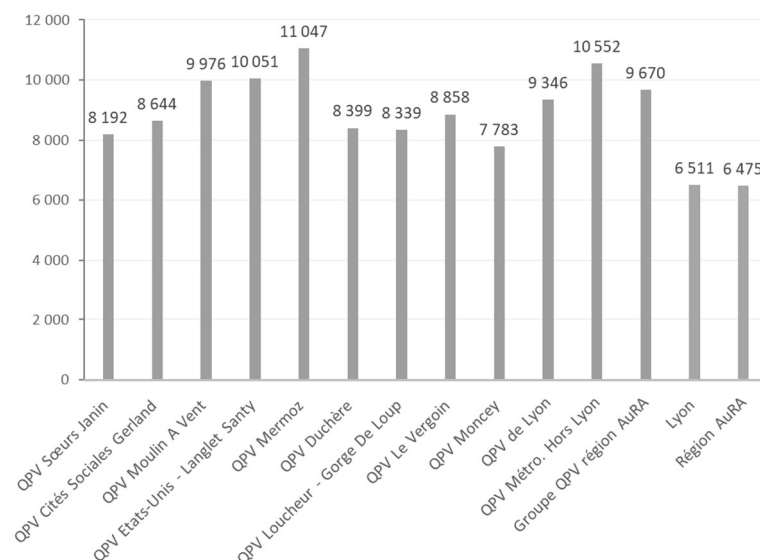
Limites arrondissements



Source : ARS (régime général de l'Assurance maladie- 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques s'élève à 9 346 pour 100 000 assurés du régime général dans les QPV de Lyon et à 9 670 pour 100 000 dans les QPV d'Auvergne-Rhône-Alpes.

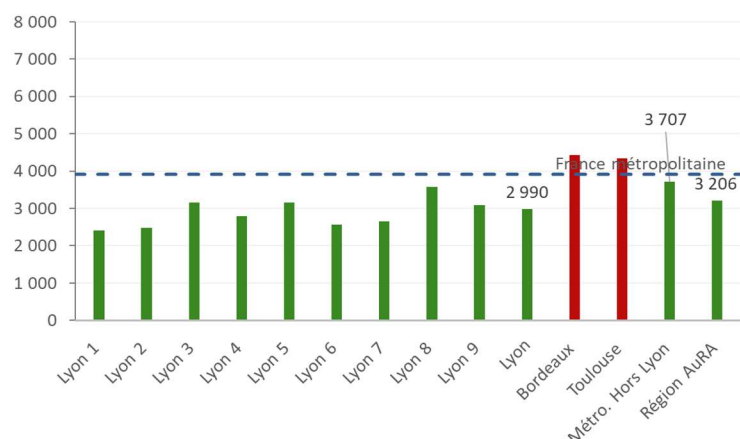
Taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques (régime général) pour 100 000, 2017



Source : ARS (régime général de l'Assurance maladie- 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

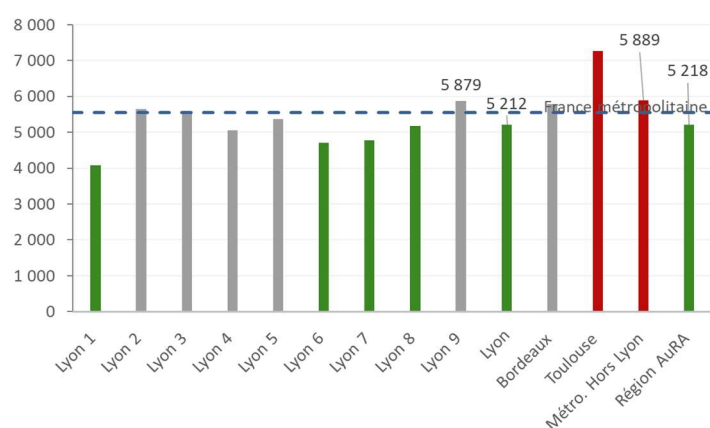
Lyon présente, pour les enfants de moins de quinze ans, des taux de consommation d'anti-allergiques et d'antiasthmatiques plus faibles qu'en France métropolitaine.

Taux de patients sous traitement régulier d'anti-allergiques chez les moins de 15 ans (Tous régimes), pour 100 000, 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Taux de patients sous traitement régulier d'antiasthmatiques chez les moins de 15 ans (tous régimes), pour 100 000, 2019



Source : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

4.4. Le diabète

Le diabète est une maladie métabolique caractérisée par une hyperglycémie chronique (taux de glucose dans le sang trop élevé). Deux principaux types de diabète existent : le diabète de type 1 (dû à une absence de sécrétion d'insuline par le pancréas) survient le plus souvent chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte jeune. Le diabète de type 2, beaucoup plus fréquent (92 % des diabétiques ont un diabète de type 2) survient généralement après l'âge de 20 ans, mais peut parfois apparaître dès l'adolescence, surtout en présence d'un surpoids. La prévalence du diabète de type 2 augmente régulièrement en France : la prévalence du diabète traité pharmacologiquement en France était estimée à 4,6 % en 2012 et à 5,3 % en 2020, soit plus de 3,5 millions de personnes traitées pour un diabète¹⁶.

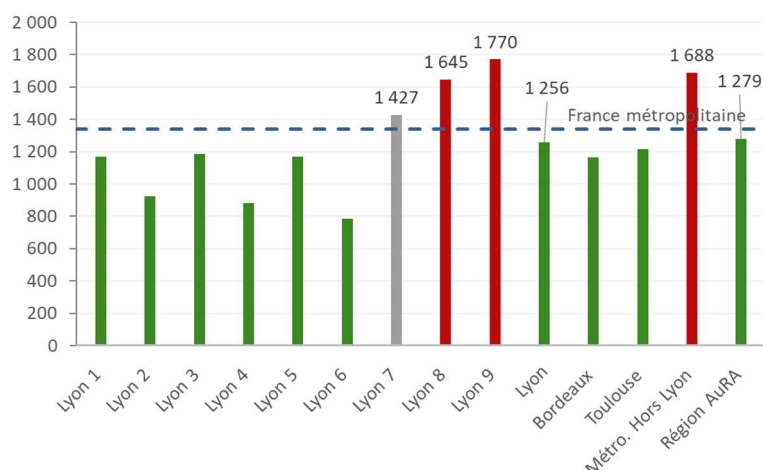
¹⁶ <https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2020/journee-mondiale-du-diabete-14-novembre-2020>

Les données d'hospitalisation, d'ALD et de traitements médicamenteux relatives au diabète mettent en lumière l'importance de cette pathologie dans le 9^{ème} et le 8^{ème} arrondissement de Lyon.

En 2019, 5 684 patients domiciliés à Lyon ont été hospitalisés pour diabète, soit un taux de patients hospitalisés pour diabète de 1 256 pour 100 000 habitants, taux inférieur à la moyenne française (1 338 pour 100 000) mais proche de la moyenne régionale (1 279 pour 100 000).

Le 8^{ème}, le 9^{ème} et, dans une moindre mesure, le 7^{ème} arrondissement présentent des taux de patients hospitalisés pour diabète relativement élevés.

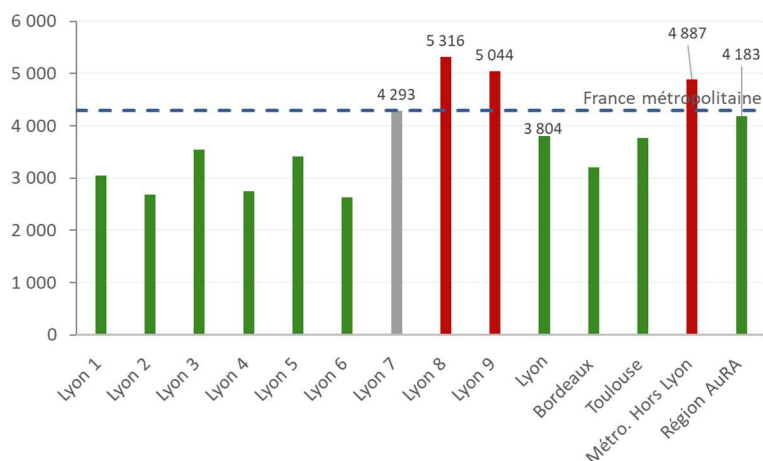
Taux de patients hospitalisés pour diabète (Tous régimes), 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

La même année, 17 601 bénéficiaires d'ALD pour diabète sont décomptés parmi les assurés sociaux. À l'image de Bordeaux et Toulouse, le taux de bénéficiaires d'ALD pour diabète est plus faible à Lyon qu'en France métropolitaine, toutefois le 9^{ème} et le 8^{ème} présentent des taux relativement élevés.

Taux de bénéficiaires d'une ALD pour diabète (Tous régimes), 2019

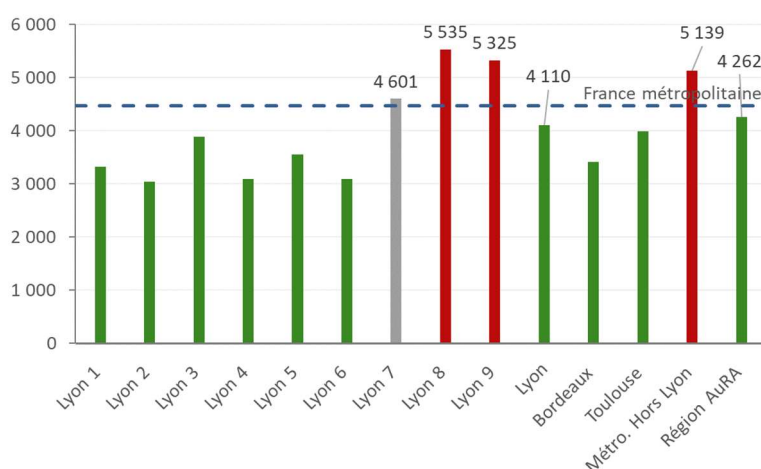


Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS-Auvergne-Rhône-Alpes

Enfin, 18 987 patients sous traitement régulier d'antidiabétiques (dont insuline) sont décomptés en 2019, soit un taux de 4 110 pour 100 000 plus faible que celui observé en France métropolitaine (4 470 pour 100 000 habitants). Les trois mêmes arrondissements (le 8^{ème}, le 9^{ème} et, dans une moindre mesure, le

7^{ème} arrondissement) se démarquent toutefois avec des taux plus élevés comparés aux autres arrondissements de Lyon et à la région.

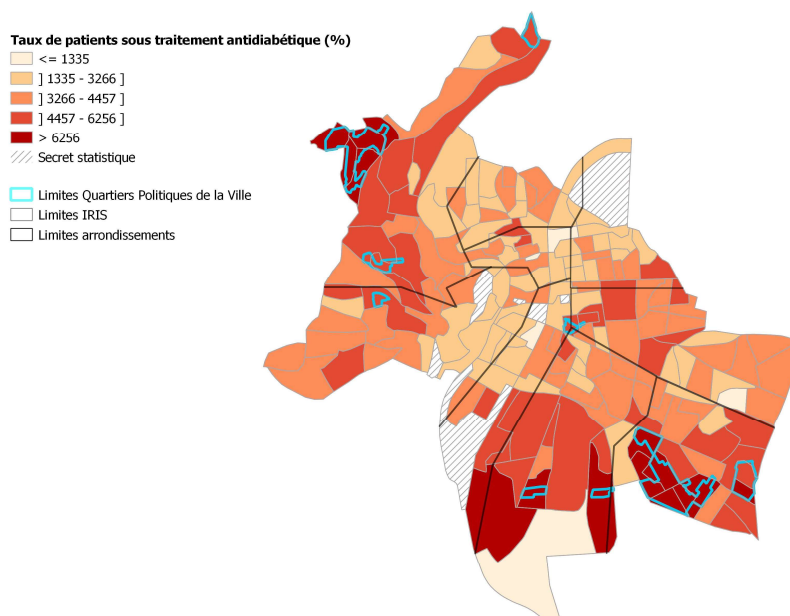
Taux de patients sous traitement antidiabétique (tous régimes), 2019



Source : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données du régime général de l'Assurance maladie, disponibles pour l'année 2017, montrent l'importance de cette pathologie dans les IRIS socialement défavorisés et les quartiers prioritaires de la politique de la ville concentrés dans le 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement de Lyon.

Taux de patients sous traitement régulier d'antidiabétiques (régime général) pour 100 000, 2017

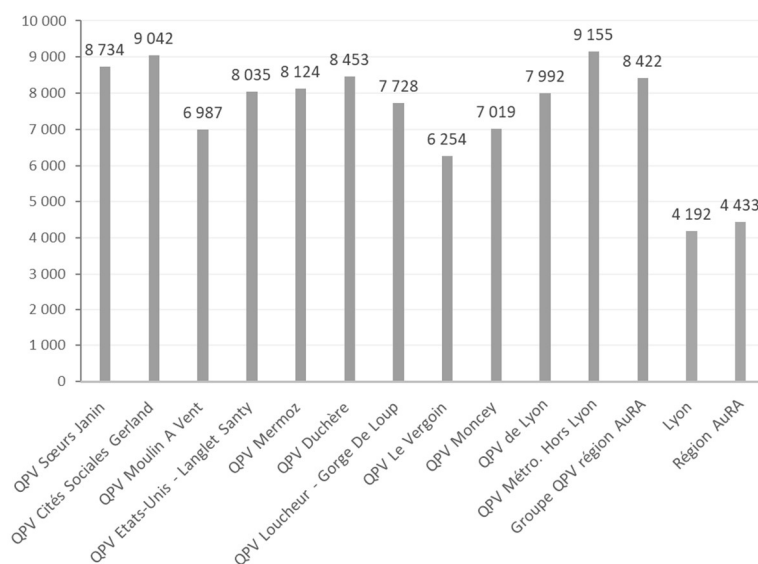


Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Lyon, le taux de patients sous traitement réguliers d'antidiabétiques (dont insuline) s'élève à 7 992 pour 100 000 assurés du régime

général en 2017, un taux élevé comparé aux taux lyonnais, mais toutefois plus faible que celui observé dans les QPV du reste de la métropole de Lyon et dans les QPV de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Taux de patients sous traitement régulier d'antidiabétiques (régime général) pour 100 000, 2017



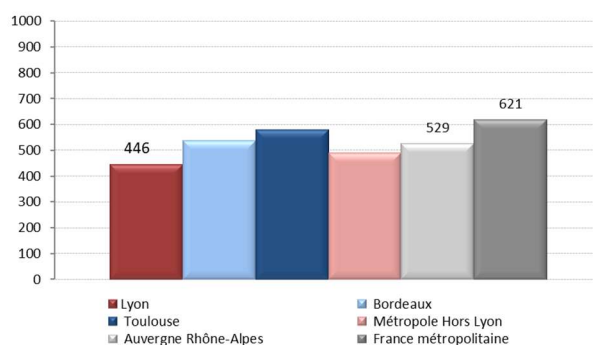
Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie, Insee (Recensement – 2012) – 2017, exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

4.5. Santé sexuelle : les grossesses précoces et les interruptions volontaires de grossesse

- Les grossesses précoces

En 2019, 89 jeunes lyonnaises âgées de 15 à 19 ans ont été hospitalisées pour accouchement, soit un taux de séjours hospitaliers pour accouchement de 446 pour 100 000 habitants de 15-19 ans, inférieur au taux observé en France métropolitaine. Le 9^{ème} arrondissement de Lyon présente toutefois un taux de séjours hospitaliers pour accouchement dans cette classe d'âge supérieur à la moyenne nationale, même si en raison de la faiblesse des effectifs (N=19), cette donnée doit être analysée avec prudence.

Taux de séjours hospitaliers pour accouchement chez les femmes de 15-19 ans pour 100 000, 2019



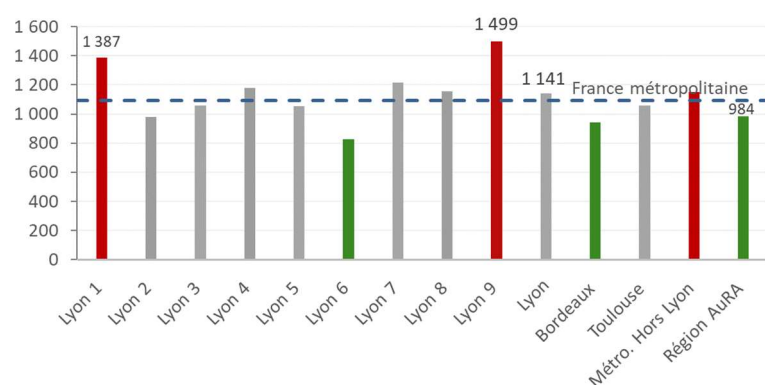
Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Les IVG

Les données présentées concernent uniquement les IVG réalisées à l'hôpital et ne prennent pas en compte les IVG médicamenteuses réalisées en ville.

En 2019, 1 712 séjours hospitaliers pour interruption volontaire de grossesse (IVG) ont été comptabilisés pour des patientes résidant à Lyon dont 9,8 % chez des patientes âgées de moins de 20 ans. Le taux de séjours hospitaliers pour IVG chez les 15-49 ans, 1 141 pour 100 000 habitantes, est comparable à celui observé en France métropolitaine. Deux arrondissements de Lyon, le 1^{er} et le 9^{ème}, se distinguent néanmoins par des taux d'IVG relativement élevés comparés à la moyenne nationale et régionale.

Taux de séjours hospitalier pour IVG chez les femmes de 15-19 ans pour 100 000, 2019

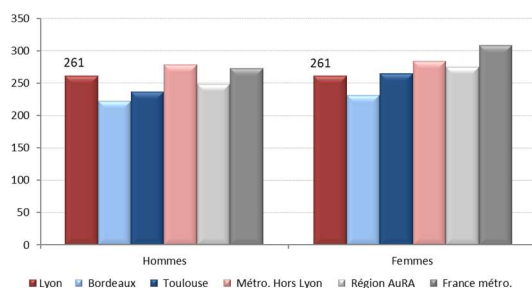


Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS-Auvergne-Rhône-Alpes

4.6. La maladie de Crohn et la rectocolite hémorragique aiguë (RCH)

En 2019, 1 428 bénéficiaires d'une ALD pour rectocolite hémorragique aiguë (RCH) et maladie de Crohn sont dénombrés à Lyon. Chez les hommes, le taux de bénéficiaires d'ALD pour RCH et maladie de Crohn observé à Lyon est comparable au taux national. Chez les femmes, ce taux est inférieur aux taux nationaux (261 pour 100 000 versus 308 pour 100 000 en France métropolitaine).

Taux de bénéficiaires d'ALD pour RCH et maladie de Crohn (Tous régimes), 2019



Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

4.7. La santé mentale

- Offre de soins en santé mentale

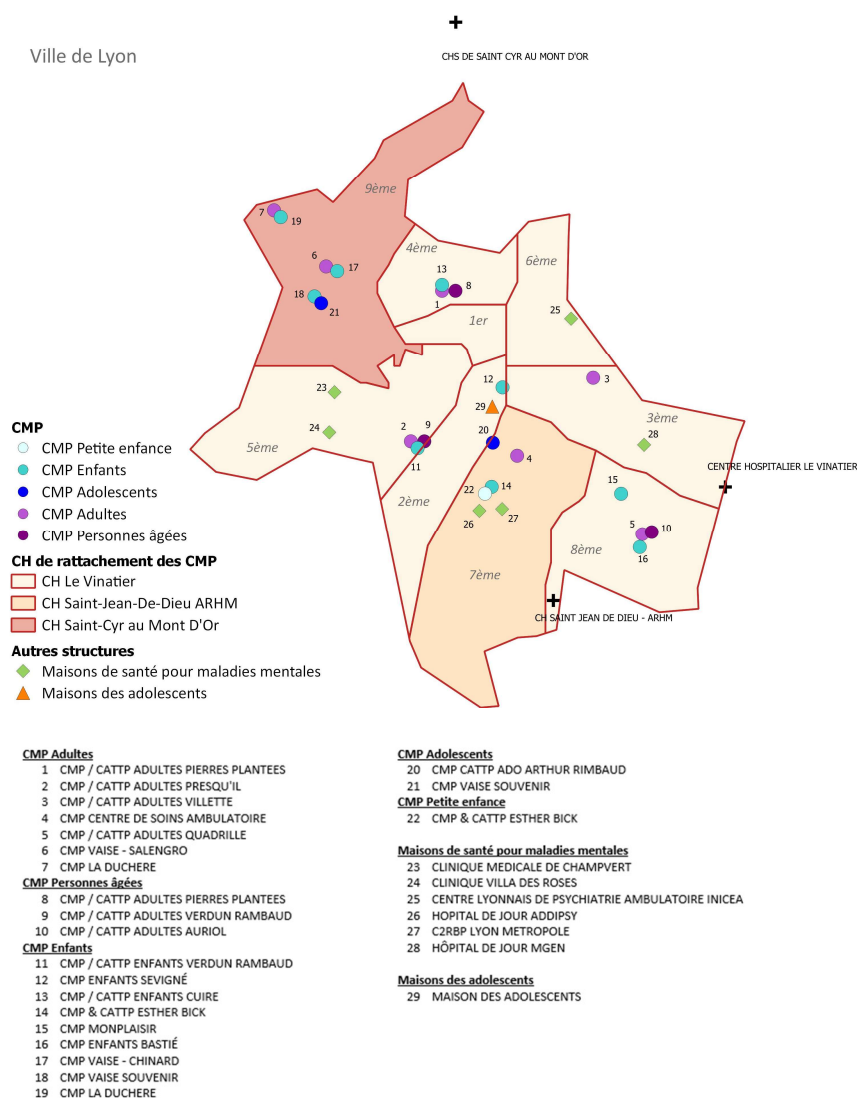
Trois établissements de santé autorisés en psychiatrie sont habilités à accueillir des patients en soins psychiatriques sans consentement et sont en charge de l'organisation des soins psychiatriques et de santé mentale chacun sur une partie du territoire de Lyon :

- le Centre hospitalier le Vinatier situé à Bron couvre 7 des neufs arrondissements de Lyon (le 1^{er}, le 2^{ème}, le 3^{ème}, le 4^{ème}, le 5^{ème}, le 6^{ème} et le 8^{ème} arrondissement) ;
- le Centre hospitalier Saint Jean de Dieu ARHM couvre le 7^{ème} arrondissement ;
- le centre hospitalier Saint-Cyr au Mont d'Or couvre le 9^{ème} arrondissement ;

Ces trois établissements de santé portent, au total, à Lyon, 7 Centres médico psychologiques (CMP) Adultes, 9 CMP Enfants, 3 CMP personnes âgées et 2 CMP adolescents et 1 CMP petite enfance, chacun dans son secteur géographique.

Six maisons de santé pour maladies mentales sont également répertoriées ainsi que la Maison des adolescents du Rhône.

Établissements de soins en santé mentale, 2021



Source : Finess (06/2021)

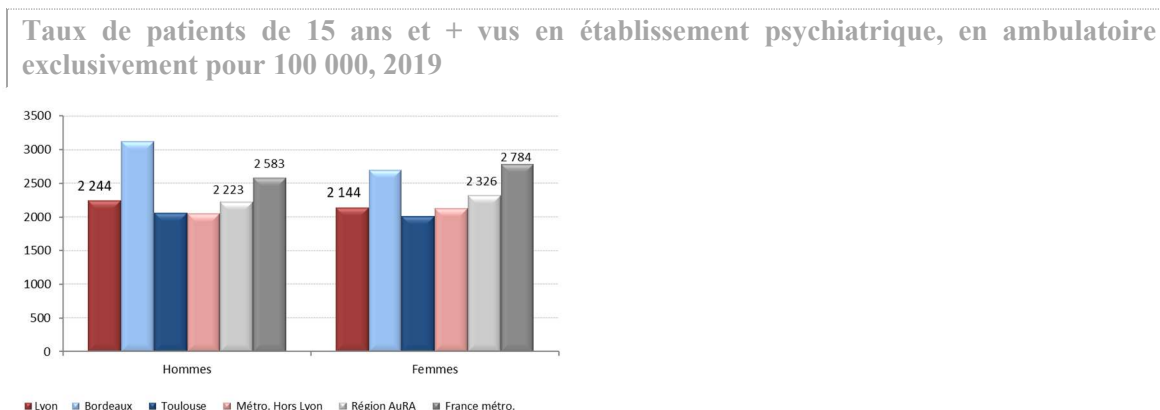
En 2020, 201 psychiatres libéraux exercent en libéral à Lyon, selon les données de la Cnam¹⁷, soit une densité de 38,8 pour 100 000 habitants (versus 9,2 pour 10 000 en Auvergne-Rhône-Alpes), taux stable par rapport à l'année 2015 (-0,6 point). En 2020, 62 % des psychiatres libéraux sont âgés de 55 ans et plus et 56 % exercent avec dépassement d'honoraire (secteur 2).

En 2021, 995 psychologues exercent à Lyon en libéral, selon les données du RPPS¹⁸, soit une densité de 192 pour 100 000 habitants (94 pour 100 000 à Bordeaux et 326 pour 100 000 à Toulouse, 40 pour 100 000 dans la métropole hors Lyon, 48 pour 100 000 en région). La densité de psychologues est en augmentation à Lyon depuis 2015 (+81 pts).

- Recours aux soins en établissement de psychiatrie

Les patients de 15 ans et plus

En 2019, 9 262 patients de 15 ans et plus domiciliés à Lyon ont été pris en charge en établissement de psychiatrie en ambulatoire (exclusivement). Chez les hommes et les femmes, les taux de patients pris en charge en établissement de psychiatrie sont plus faibles à Lyon qu'en France métropolitaine.



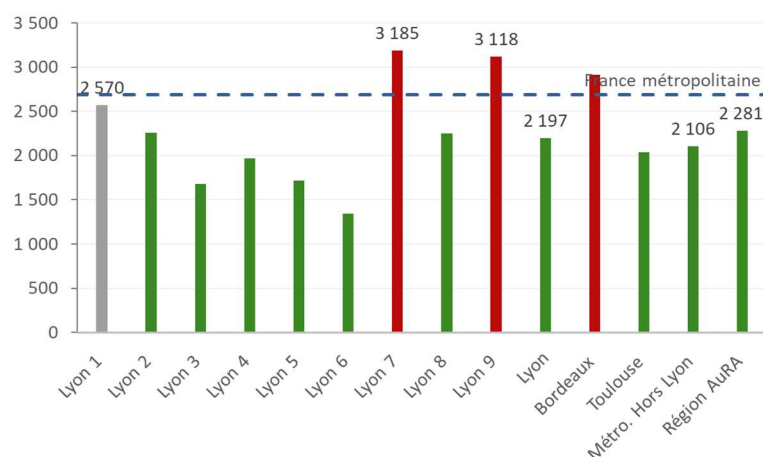
Sources : ATIH (RIM-P – 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Deux arrondissements de Lyon présentent toutefois des taux de patients pris en charge en établissement de psychiatrie plus élevés : le 7^{ème}, le 9^{ème} arrondissement. Par ailleurs, les hommes du 1^{er} arrondissement présentent un taux relativement élevé comparé à la France (3 105 contre 2 583 pour 100 000 hommes en France métropolitaine).

¹⁷ Caisse nationale de l'Assurance maladie

¹⁸ Répertoire partagé des professionnels de santé de l'Assurance maladie

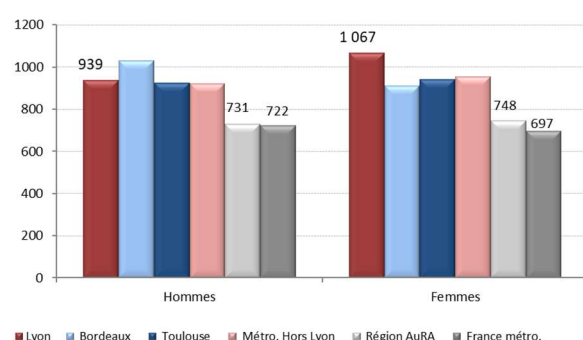
Taux de patients de 15 ans et + vus en établissement psychiatrique, en ambulatoire exclusivement pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (RIM-P – 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS-Auvergne-Rhône-Alpes

La même année, 4 092 patients domiciliés à Lyon ont été hospitalisés en établissement de psychiatrie à temps complet ou partiel, soit un taux de patients hospitalisés en psychiatrie plus élevé qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine, en particulier chez les femmes.

Taux de patients de 15 ans et + vus en établissement psychiatrique, en hospitalisation à temps complet et partiel pour 100 000, 2019



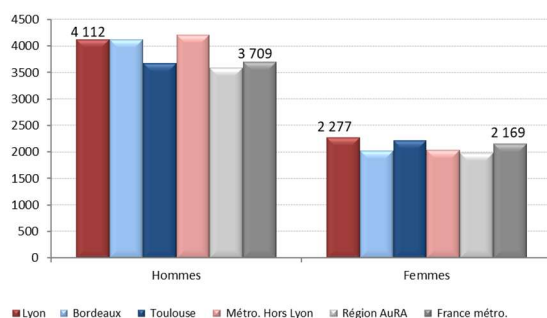
Sources : ATIH (RIM-P – 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les patients de moins de 15 ans

En 2019, 2 543 patients de moins de 15 ans domiciliés à Lyon (dont 65 % de femmes) ont été pris en charge en établissement de psychiatrie en ambulatoire (exclusivement).

Chez les garçons, un recours plus important aux établissements de psychiatrie est noté à Lyon, comme dans le reste de la métropole de Lyon, Bordeaux et Toulouse. Chez les hommes, le taux de patients de moins de 15 ans pris en charge en établissement de psychiatrie en ambulatoire s'élève à 4 112 pour 100 000 à Lyon contre 3 709 pour 100 000 en France métropolitaine.

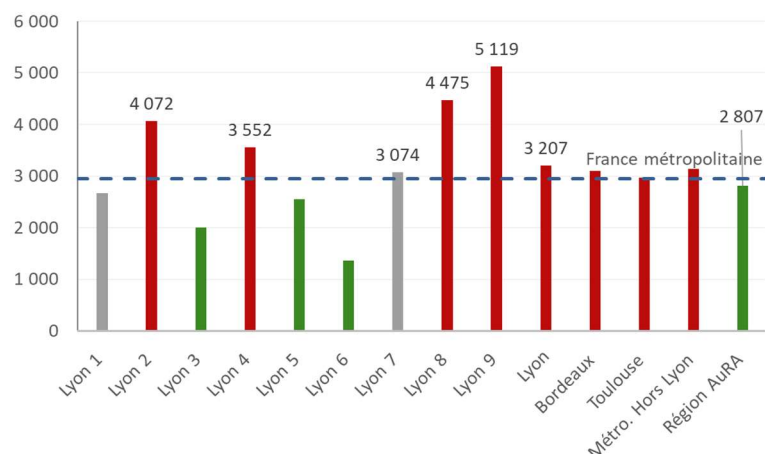
Taux de patients de 0-14 ans vus en établissement psychiatrique, en ambulatoire exclusivement pour 100 000, 2019



Sources : ATIH (RIM-P – 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

À l'échelle des arrondissements, des disparités sont observées : le 2^{ème}, le 4^{ème}, le 8^{ème} et surtout le 9^{ème} arrondissement ont des taux de prise en charge en psychiatrie (en ambulatoire) relativement élevés comparés à la France métropolitaine

Taux de patients de 0-14 ans vus en établissement psychiatrique, en ambulatoire exclusivement pour 100 000, 2019

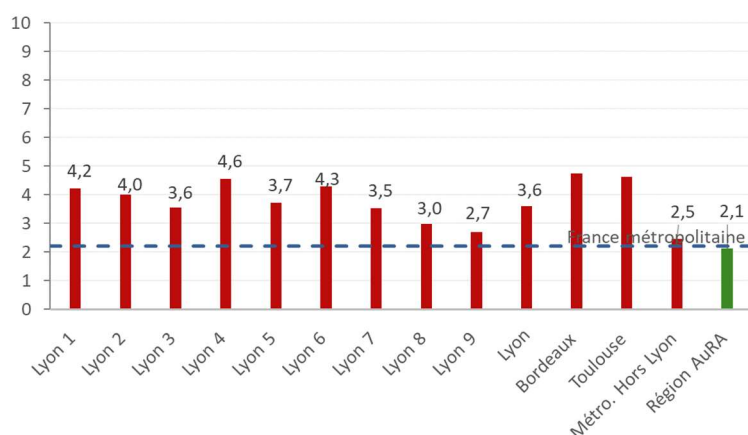


Sources : ATIH (RIM-P – 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Recours aux psychiatres libéraux

En lien notamment avec la présence de psychiatres libéraux dans les grandes villes, un recours relativement important aux psychiatres libéraux est observé à Lyon comme à Bordeaux et Toulouse.

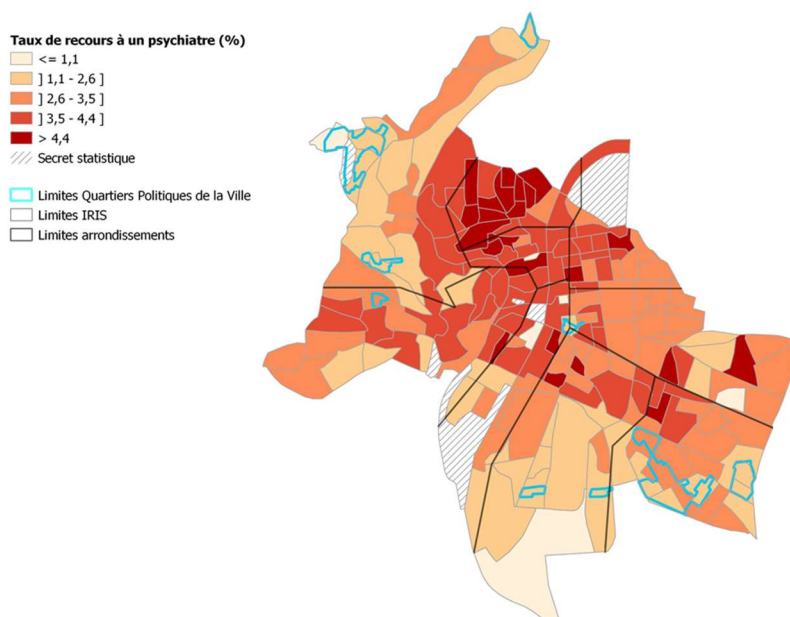
Taux (%) de recours aux psychiatres libéraux (Tous régimes), 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données du régime général de l'Assurance maladie, disponible pour l'année 2017, mettent toutefois en lumière, un recours différencié aux psychiatres libéraux selon les caractéristiques sociales des IRIS (plus faible dans les IRIS défavorisés par rapport aux IRIS socialement favorisés).

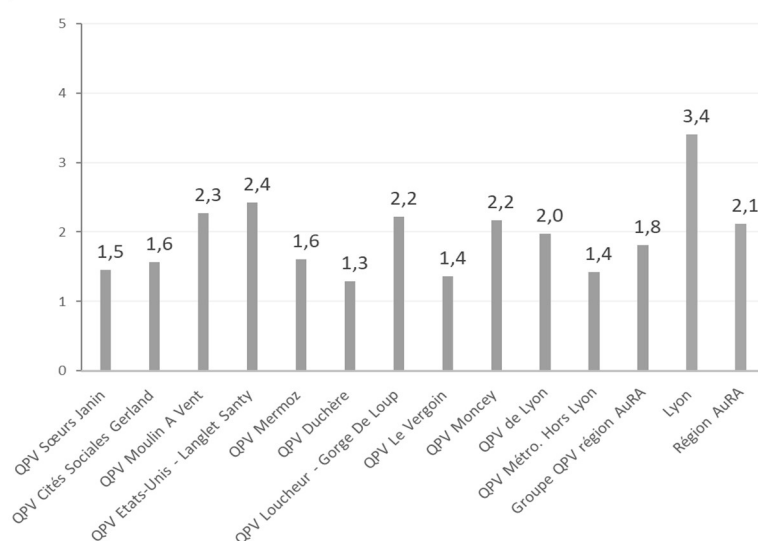
Taux (%) de recours aux psychiatres libéraux (régime général) , 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017, Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

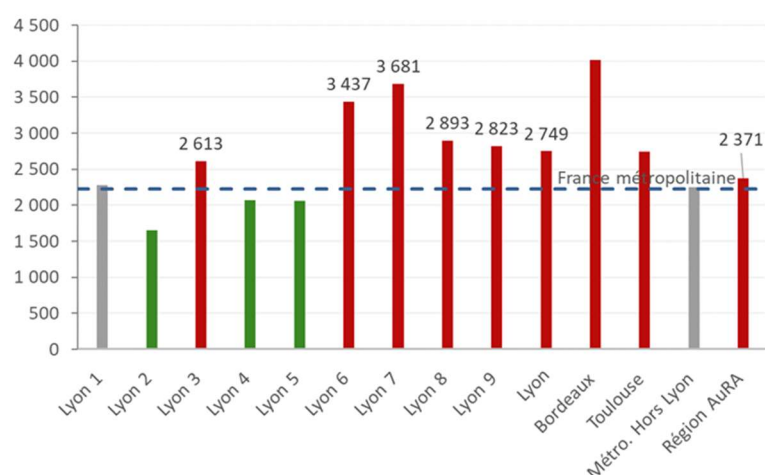
En 2017, 2,0 % des habitants des QPV de Lyon ont consulté un psychiatre libéral, un taux plus élevé que celui observé dans les autres QPV de la métropole de Lyon (1,4 %) et également un peu plus élevé que dans les QPV de la région (1,8 %).

Taux (%) de recours aux psychiatres libéraux (régime général) , 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Taux de bénéficiaires d'ALD pour affection psychiatrique (Tous régimes), 2019

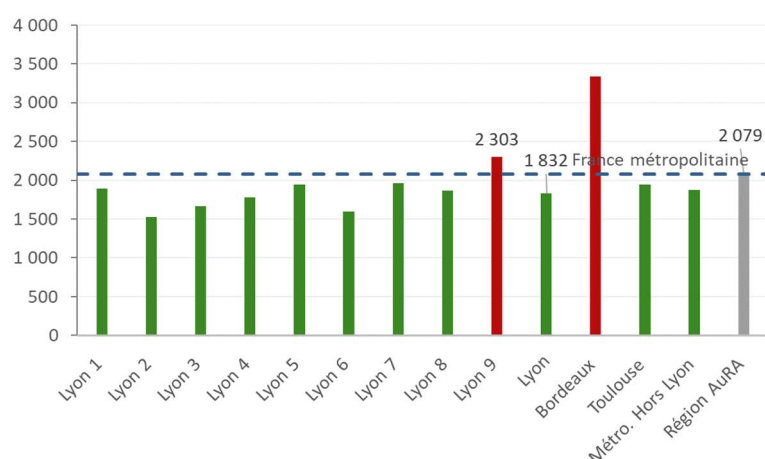


Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (RP - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Hospitalisations en MCO pour troubles mentaux

En 2019, 8 754 patients domiciliés à Lyon, dont 49 % âgés de plus de 65 ans, ont été hospitalisés en médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) pour troubles mentaux.

Taux de patients hospitalisés en MCO pour troubles mentaux, 2019



Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

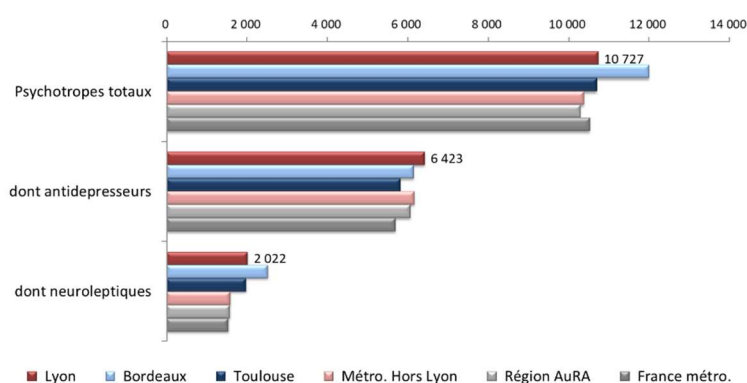
- Mortalité pour troubles mentaux

Sur la période 2013-2017, 28 décès de Lyonnais par troubles mentaux ont été enregistrés en moyenne chaque année, soit des taux de mortalité par troubles mentaux de 32 pour 100 000 chez les hommes et 26 pour 100 000 chez les femmes, inférieurs à la moyenne régionale et nationale.

- Traitements psychotropes

Le taux de patients sous traitement régulier de psychotropes (totaux) est un peu plus élevé à Lyon qu'en France métropolitaine (10 727 pour 100 000 assurés sociaux contre 10 526 pour 100 000 au niveau national). La consommation régulière d'antidépresseurs et de neuroleptiques est également plus importante à Lyon, comparée à la région et à la France.

Taux de patients sous traitement régulier de psychotropes (Tous régimes), pour 100 000 2019

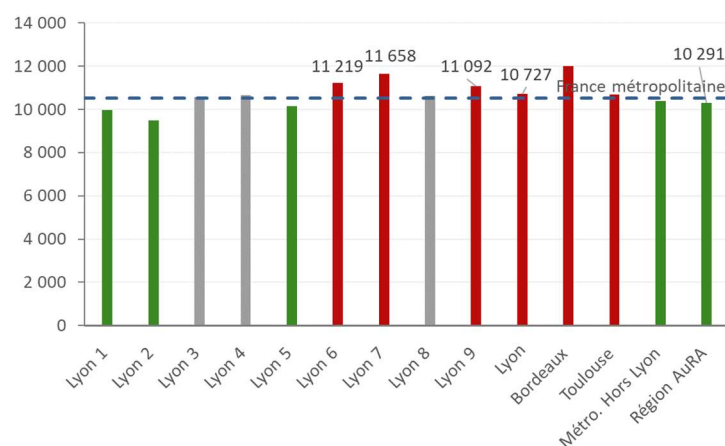


Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

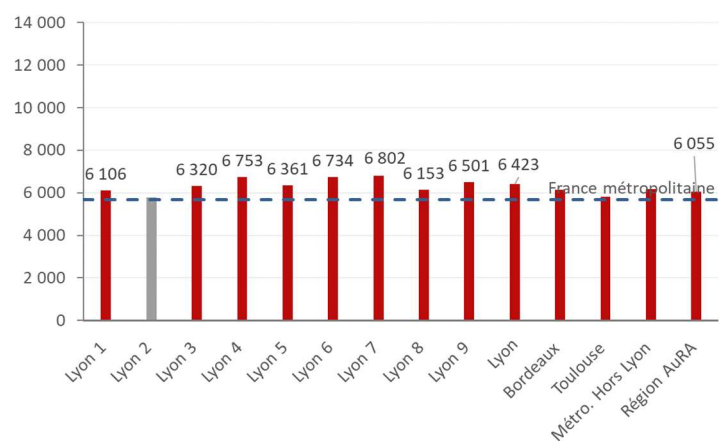
À l'échelle des arrondissements, des disparités en termes de consommation de psychotropes sont notées : le 6^{ème}, le 7^{ème} et le 9^{ème} arrondissement présentent des taux de patients sous traitement psychotropes (totaux) et notamment de neuroleptiques plus élevés comparés aux autres arrondissements

et à la France métropolitaine. Le 3^{ème} et le 8^{ème} arrondissement présentent également une consommation supérieure à la moyenne française de neuroleptiques.

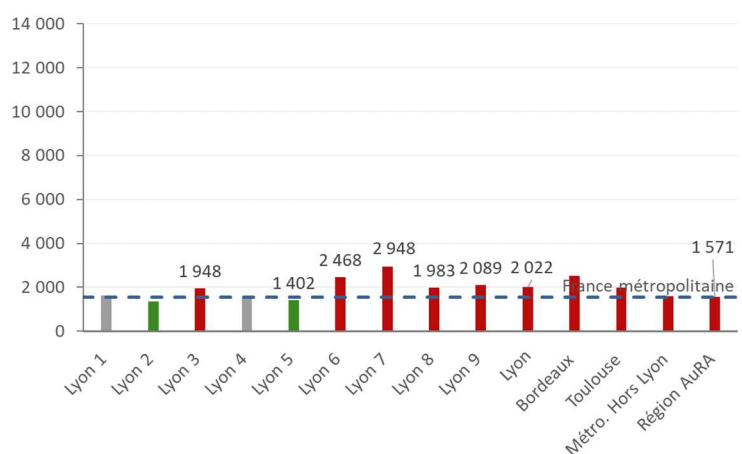
Taux de patients sous traitement psychotropes totaux (Tous régimes) pour 100 000, 2019



Taux de patients sous traitement régulier d'antidépresseurs (Tous régimes) pour 100 000, 2019



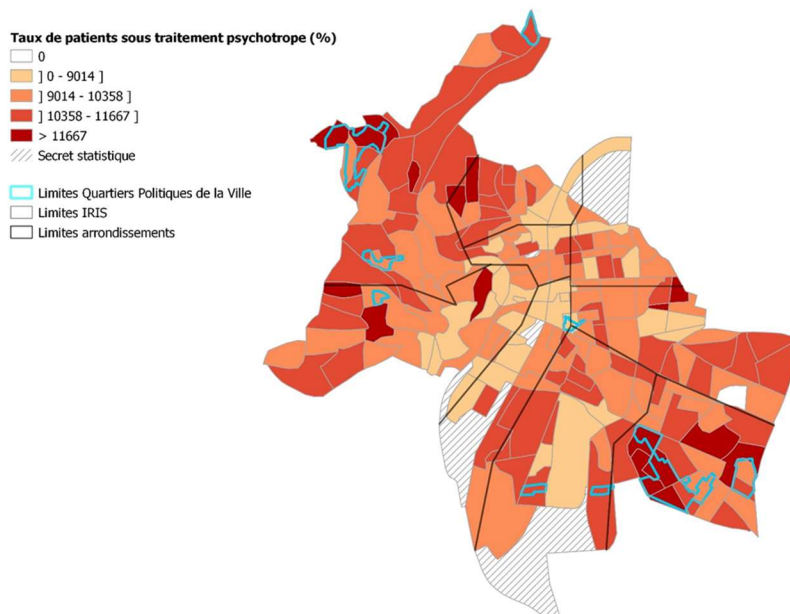
Taux de patients sous traitement régulier de neuroleptiques (Tous régimes) pour 100 000, 2019



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2019), Cnam (Sniiram DCIR - 2015-2019), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données du régime général de l'Assurance maladie, disponibles à l'IRIS et pour les quartiers politique de la ville, mettent en lumière des disparités : les quartiers socialement défavorisés présentent globalement une consommation plus importante de psychotropes et notamment de neuroleptiques.

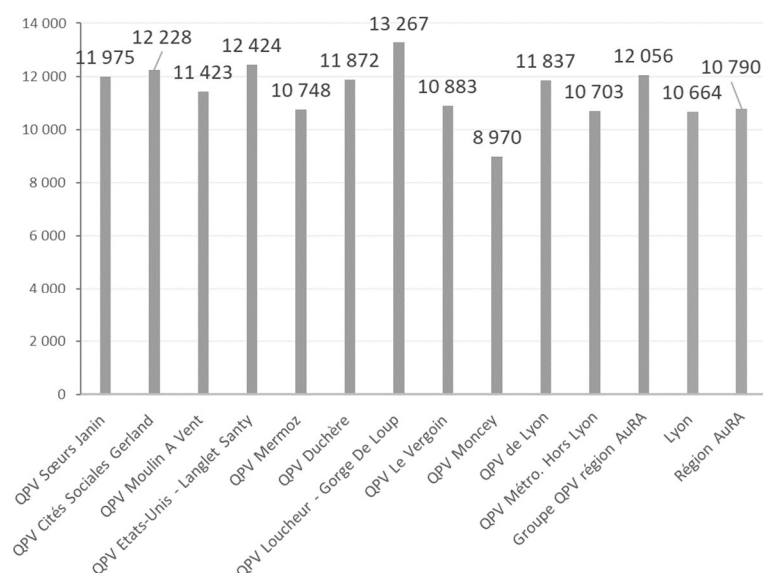
Taux de patients sous traitement régulier de psychotropes (régime général), 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

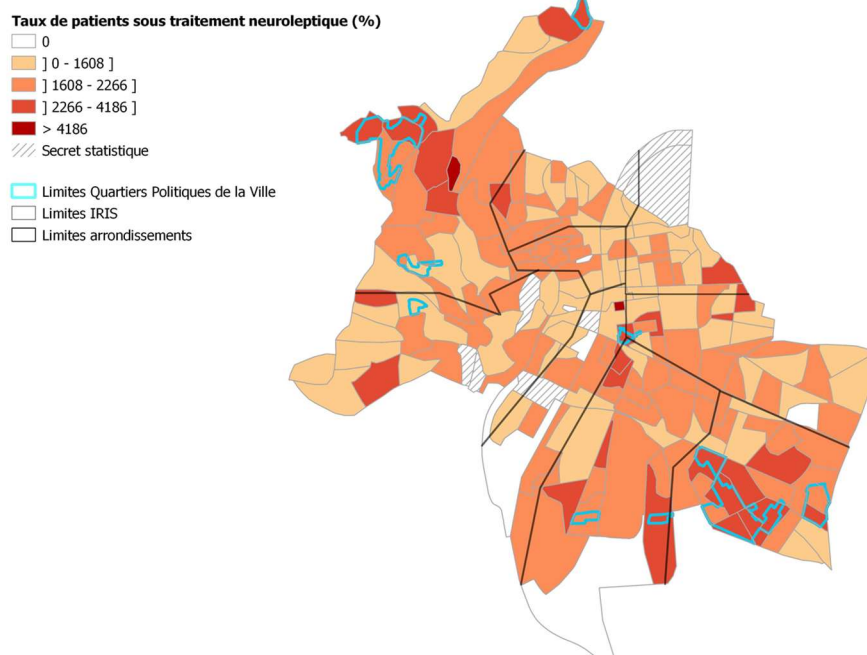
Le taux de patients sous traitement régulier de psychotropes (totaux) s'élève à 11 837 pour 100 000 assurés du régime général dans les QPV de Lyon, un taux supérieur à celui observé dans les QPV du reste de la métropole de Lyon et d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Taux de patients sous traitement régulier de psychotropes (régime général), 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

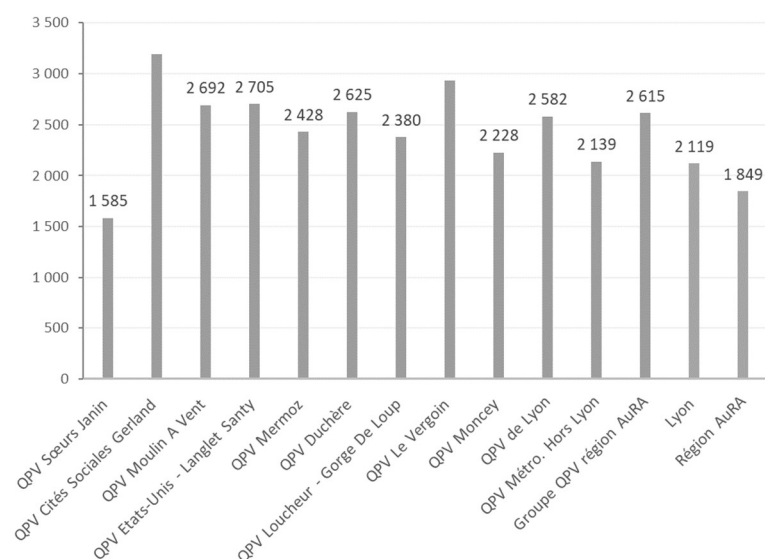
Taux de patients sous traitement régulier de neuroleptiques (régime général) pour 100 000, 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Lyon, le taux de patients sous traitement régulier de neuroleptiques s'élève à 2 582 pour 100 000 assurés du régime général contre 2 615 pour 100 000 dans les QPV de la région.

Taux de patients sous traitement régulier de neuroleptiques (régime général) pour 100 000, 2017



Sources : ARS (régime général de l'Assurance maladie – 2017), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Le suicide

Lyon, comme Toulouse présente des indicateurs relatifs au suicide inférieurs à la moyenne nationale.

Sur la période 2013-2017, 10 décès annuels par suicide ont été enregistrés pour les habitants de Lyon, soit un taux de mortalité par suicide de 2 pour 100 000, inférieur aux taux de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la France métropolitaine.

En 2019, 577 séjours hospitaliers en MCO pour tentative de suicide ont été enregistrés parmi les Lyonnais, soit un taux de 105 pour 100 000 habitants, taux également inférieur à la moyenne régionale et nationale.

Indicateurs relatifs au suicide						
	Lyon	Bordeaux	Toulouse	Méto. Hors Lyon	Région AuRA	France méto.
Taux de mortalité par suicide *(pour 100 000)	2	10	5	5	12	14
Taux de séjours hospitaliers en MCO pour tentative de suicide**(pour 100 000)	105	247	64	109	128	138

* Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015)

** Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Les pathologies liées à l'alcool

Lyon présente des indicateurs relatifs aux pathologies liées à l'alcool inférieurs à la moyenne régionale et nationale.

Sur la période 2013-2017, 79 décès annuels par pathologie liée à l'alcool ont été enregistrés parmi les habitants de Lyon, soit un taux de mortalité par pathologie liée à l'alcool de 19 pour 100 000 habitant inférieur aux taux national (27 pour 100 000 en France métropolitaine).

En 2019, 1 491 patients domiciliés à Lyon ont été hospitalisés en MCO pour pathologies liées à l'alcool (dont 64,4 % d'hommes), soit un taux de 330 pour 100 000 moins élevé que celui observé en région (415 pour 100 000 habitants) et en France métropolitaine (461 pour 100 000 habitants). Deux arrondissements de Lyon se démarquent par rapport à l'ensemble de la ville (même si les taux restent comparables au taux régional et national) : le 1^{er} arrondissement (455 pour 100 000 habitants) et le 9^{ème} arrondissement (483 pour 100 000 habitants).

Indicateurs relatifs aux pathologies liées à l'alcool						
	Lyon	Bordeaux	Toulouse	Méto. Hors Lyon	Région AuRA	France méto.
Taux de mortalité par pathologie liées à l'alcool*(pour 100 000)	19	23	17	20	23	27
Taux de patients hospitalisés en MCO pour pathologie liées à l'alcool**(pour 100 000)	330	807	382	320	415	461

* Sources : Inserm CépiDc (BCMD - 2013-2017), Insee (RP – 2012 et 2015)

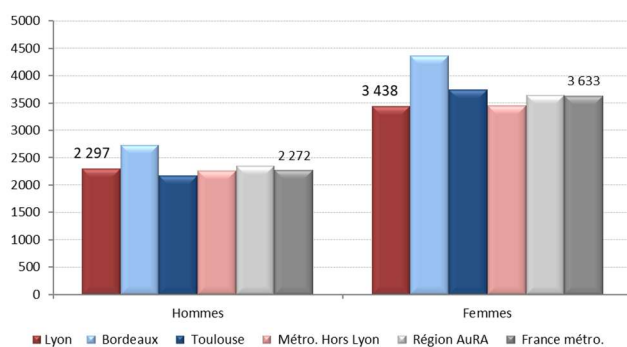
** Sources : ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP – 2012 et 2017)

4.8. Les maladies neuro-dégénératives

En 2019, 593 bénéficiaires d'une ALD pour maladie d'Alzheimer et autres démences dont 73 % de femmes. Chez les hommes, le taux de prévalence des ALD pour maladie d'Alzheimer (2 297 pour

100 000 assurés sociaux) est comparable au taux observé en France métropolitaine (2 272 pour 100 000. Chez les femmes, la prévalence des ALD est un peu plus faible qu'au niveau national (respectivement 3 438 contre 3 633 pour 100 000).

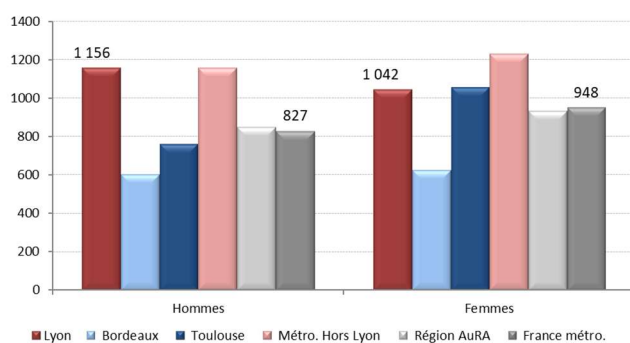
Taux de bénéficiaires d'ALD pour maladie d'Alzheimer chez les 65 ans et plus (Tous régimes) pour 100 000, 2019



Sources: Cnam (SNIIRAM Référentiel médicalisé 31/12/2019), Cnam (SNIIRAM DCIR - 2015-2019), Insee (RP - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2019, 914 patients dont 66 % de femmes, ont été hospitalisés en MCO pour maladie d'Alzheimer, soit un taux de patients (deux sexes confondus) hospitalisés pour ce motif de 1 085 pour 100 000 habitants de 65 ans et plus à Lyon supérieur à la moyenne nationale (905 pour 100 000).

Taux de patients hospitalisés pour maladie d'Alzheimer chez les 65 ans et plus pour 100 000, 2019



ATIH (PMSI - 2019), Insee (RP - 2012 et 2017), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

5. Données complémentaires

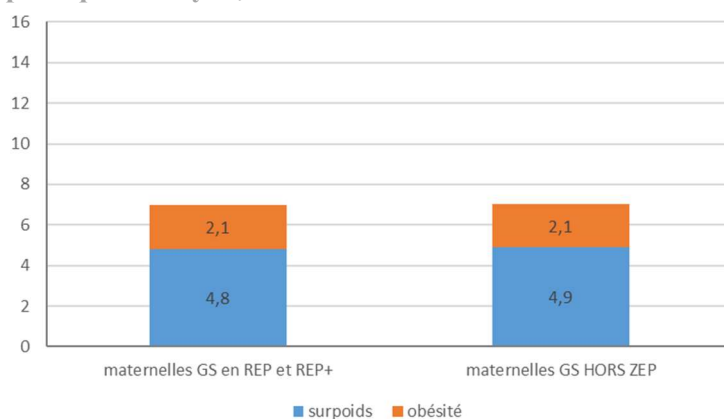
5.1. Le surpoids et l'obésité chez les enfants

Les données de la Ville de Lyon montrent des taux de surpoids supérieurs dans les écoles primaires en zone d'éducation prioritaire (ZEP), concentrées dans le 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement.

- Élèves de grande section de maternelle (5-6 ans)

Au cours de l'année scolaire 2018-2019, 70,0 % des élèves de grande section de maternelle ont bénéficié d'un dépistage poids-taille. Parmi ces derniers, 7 % ont été dépistés en surpoids dont 4,9 % en surpoids et 2,1 % en obésité. Ces taux sont comparables entre les écoles hors ZEP et les écoles en ZEP (REP et REP +¹⁹), toutefois les données pour les écoles en ZEP sont à analyser avec prudence en raison de petits effectifs (39 enfants en surpoids dont obésité dans les écoles en ZEP de Lyon).

Part (%) des élèves de grande section de maternelle (5-6 ans) en surpoids dans les écoles publiques de Lyon, 2018-2019



Source : Ville de Lyon (service éducation – 2018-2019)

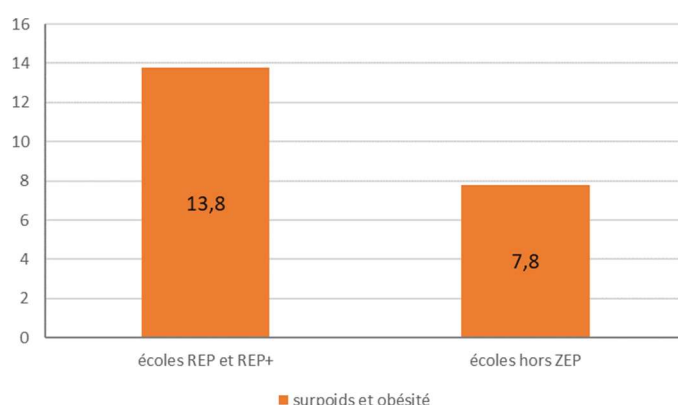
- Élèves de CE2 (8-9 ans)

Au cours de la même année scolaire, 59,8 % des élèves de CE2 scolarisés dans une école publique de Lyon ont bénéficié d'un dépistage poids-taille, dont 57,6 % des enfants scolarisés dans une école hors ZEP et 68,4 % des élèves scolarisés dans les écoles classées en REP et REP+.

Parmi les élèves ayant bénéficié d'un dépistage, 9,2 % sont en surpoids (dont obésité). Dans les écoles en ZEP ce sont 13,8 % des élèves de CE2 dépistés qui sont en surpoids contre 7,8 % dans les écoles hors ZEP.

¹⁹ Réseau d'éducation prioritaire

Part (%) des élèves de CE2 dépistés en surpoids dans les écoles publiques de Lyon, 2018-2019



Source : Ville de Lyon (service éducation – 2018-2019)

Données de cadrage

Bilan de santé de 3-4 ans

Données Métropole de Lyon : 11,8 % des enfants dépistés en surpoids dont 3,0 % en obésité

Enquête régionale – Bilans de santé des enfants de 3-4 ans, 6 ans et 12 ans, Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Élèves de grande section de maternelle (5-6 ans)

Données Auvergne-Rhône-Alpes 10,0 % des enfants dépistés en surpoids dont 2,8 % en d'obésité

Écoles en ZEP : 14,4 % surpoids dont 4,4 % en d'obésité

Écoles hors ZEP : 9,6 % dans les écoles hors ZEP dont 2,6 % en obésité

Résultats de l'enquête DREES / ASIP-Santé (répertoire Dgesco 2012-2013)

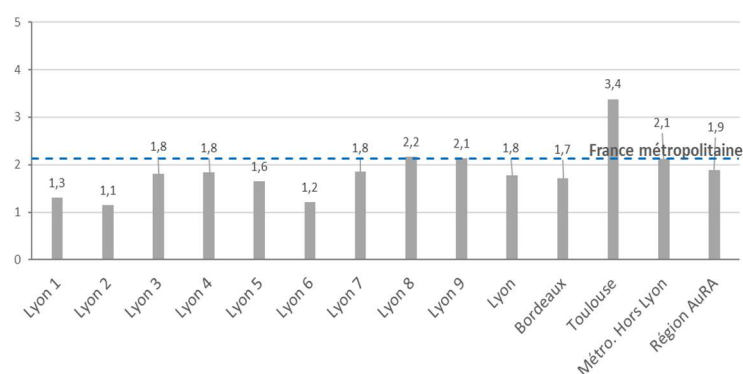
5.2. Les personnes en situation de handicap

Les données concernant les personnes en situation de handicap présentées ci-dessous sont issues de deux sources, la Cnaf et la CCMSA et la métropole de Lyon. Les données de la Cnaf et la CCMSA concernent les allocataires au 31 décembre 2019 et les données de la métropole de Lyon concernent les personnes ayant des droits ouverts auprès de la Maison départementale et métropolitaine des personnes handicapées (MDMPH) au cours de l'année 2020. De ce fait, de petites différences entre les données des prestations de l'allocation adulte handicapée (AAH) et l'allocation d'éducation des enfants handicapés (AEEH) sont souvent observées.

- Données de la Cnaf, CCMSA

En 2019, 2 070 enfants lyonnais de moins de 20 ans sont couverts par l'allocation d'éducation des enfants handicapés (AEEH), soit un taux de 1,8 %, un peu plus faible qu'en France métropolitaine (2,1 %). Le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement de Lyon présentent toutefois des taux d'enfants couverts par l'AEEH (respectivement 2,1 % et 2,2 %) supérieurs aux taux observés dans les autres arrondissements mais qui restent proche de la moyenne nationale.

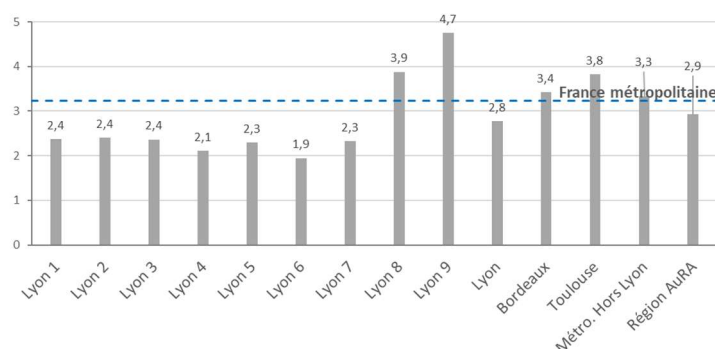
Part (%) d'enfants couverts par l'AEEH chez les moins de 20 ans, 2019



Sources : Cnaf, CCMSA (31.12.2009), Insee (RP 2018)

La même année, 9 029 allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) sont dénombrés à Lyon, soit un taux d'allocataires de 2,8 % proche du taux régional (2,9 %) mais inférieur aux taux observés dans les deux grandes villes de comparaison (3,4 % à Bordeaux et 3, % à Toulouse) et au taux national (3,2 % en France métropolitaine). Deux arrondissements se démarquent de l'ensemble de Lyon par des taux relativement élevés d'allocataires de l'AAH : le 8^{ème} arrondissement (3,9 %) et le 9^{ème} arrondissement (4,7 %).

Part (%) des allocataires AAH chez les 20-64 ans, 2019



Sources : Cnaf, CCMSA (31.12.2009), Insee (RP 2018)

• Données de la métropole de Lyon

Les données présentées ci-dessous concernent les droits ouverts auprès de la Maison départementale et métropolitaine des personnes handicapées (MDMPH) et les orientations en cours de validité pour l'année 2020.

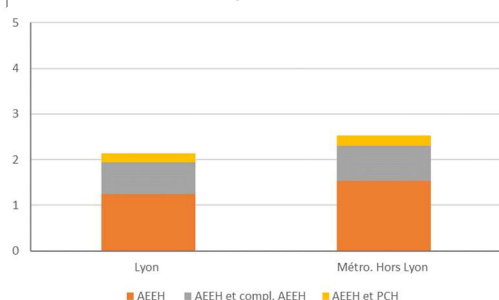
Enfants de 0 à 20 ans en situation de handicap

Prestations

En 2020, selon les données de la MDMPH, 2 490 enfants et jeunes de moins de 20 ans domiciliés à Lyon ont des droits ouverts à l'allocation d'éducation des enfants handicapés (AEEH), soit un taux d'enfants ayant des droits AEEH de 2,1 % à Lyon, un peu inférieur à la moyenne observée sur les autres communes de la métropole de Lyon.

Parmi ces enfants et jeunes (ayant des droits ouverts à l'AEEH), 809 ont également des droits ouverts au complément AEEH et 234 ont des droits ouverts à la prestation de compensation du handicap (PCH).

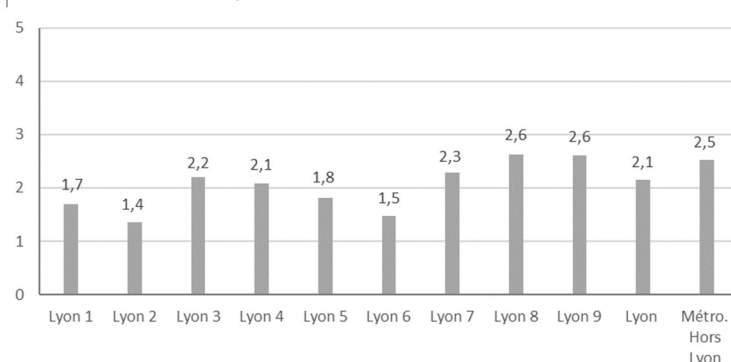
Taux d'enfants ayant des droits ouverts à l'AEEH, 2020



Sources : Métropole de Lyon (Base de données Iodas - 31/12/2020), Insee (recensement 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement, socialement moins favorisés, présentent les taux d'enfants ayant des droits ouverts à l'AEEH les plus élevés de Lyon (2,6 %).

Taux d'enfants ayant des droits ouverts à l'AEEH, 2020



Sources : Métropole de Lyon (Base de données Iodas - 31/12/2020), Insee (recensement 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Scolarisation : *données provisoires*

Les enfants en situation de handicap peuvent être scolarisés à l'école ou en établissement médico-social, dans une unité d'enseignement.

À l'école, ils peuvent être scolarisés de manière individuelle dans une classe ordinaire ou avec un enseignement adapté, par exemple en Segpa²⁰ ou EREA²¹, ou de manière collective (dans une ULIS²²). Les enfants scolarisés à l'école peuvent bénéficier d'une aide humaine par un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) qui interviennent individuellement ou de manière mutualisée auprès de plusieurs enfants ou encore à titre collectif dans les ULIS.

En 2020, à Lyon, parmi les enfants de 3 à 20 ans ayant une reconnaissance de handicap et scolarisés en établissement scolaire :

- 2 541 bénéficient d'une orientation pour une aide humaine (AESH) ;

²⁰ Une classe *Segpa* accueille les jeunes de la 6^e à la 3^e présentant des difficultés scolaires importantes

²¹ Un établissement régional d'enseignement adapté est un établissement scolaire public dont la spécificité est de prendre en charge des adolescents en grande difficulté scolaire et/ou sociale, ou présentant des difficultés liées à une situation de handicap.

²² unités localisées pour l'inclusion scolaire à l'école

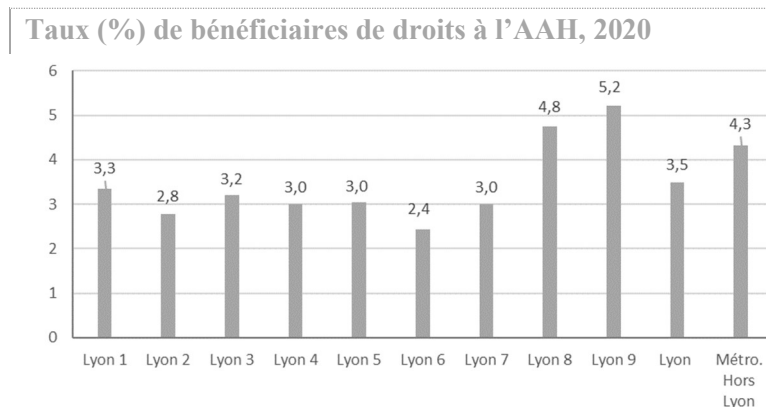
- 1 572 bénéficient d'une orientation vers une scolarisation collective dans un établissement scolaire ordinaire dont 1 473 en ULIS ou unité d'enseignement délocalisé à l'école ;
- 859 Lyonnais âgés de 3 à 20 ans bénéficiaient d'une orientation vers un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD, SSAD, SAAIS, SSEFIS²³).

La même année, 998 enfants de 3 à 20 ans scolarisés à Lyon bénéficient d'une orientation vers un enseignement spécialisé en établissement médico-social.

Adultes de 20 ans et plus

Prestations

En 2020, 11 334 adultes de 20 à 64 ans domiciliés à Lyon avaient des droits ouverts pour l'allocation adulte handicapée, soit un taux d'adultes ayant des droits à l'AAH de 3,5 %, inférieur au taux observé dans les autres communes de l'agglomération lyonnaise (4,3 %). Le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement se distinguent à nouveau par des taux supérieurs à l'ensemble de Lyon et à la métropole de Lyon (Hors Lyon), respectivement 4,8 et 5,2 %.



Sources : Métropole de Lyon (Base de données Iodas - 31/12/2020), Insee (recensement 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

La même année, 15 892 lyonnais âgés de 20 à 64 ans étaient bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH), soit un taux de 0,8 pour 100 habitants, un peu supérieur au taux

²³ Les SESSAD apportent aux familles conseils et accompagnement, ils favorisent l'inclusion scolaire et l'acquisition de l'autonomie grâce à des moyens médicaux, paramédicaux, psychosociaux, éducatifs et pédagogiques adaptés. Les interventions ont lieu dans les différents lieux de vie et d'activité de l'enfant ou de l'adolescent (domicile, crèche, école, centre de vacances...) et dans les locaux du SESSAD. En ce qui concerne l'intervention au sein de l'école, elle peut avoir lieu en milieu ordinaire ou dans un dispositif d'intégration collective (CLIS, ULIS). Chaque SESSAD est spécialisé par type de handicap. SESSAD (Services d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile) : il s'occupe des jeunes de 0 à 20 ans atteints de déficiences intellectuelles ou motrices et de troubles du caractère et du comportement.

SSAD (Service de Soins et d'Aide à Domicile) : il suit les enfants polyhandicapés (déficience motrice et déficience mentale) âgés de 0 à 20 ans.

Safep (Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce) : il accueille les enfants de 0 à 3 ans déficients auditifs et visuels graves.

Ssefis (Service de soutien à l'éducation familiale et à l'intégration scolaire) : il se charge des enfants de plus de 3 ans déficients auditifs graves.

SAAAIS (Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire) : il suit les enfants de plus de 3 ans atteints de déficience visuelle grave.

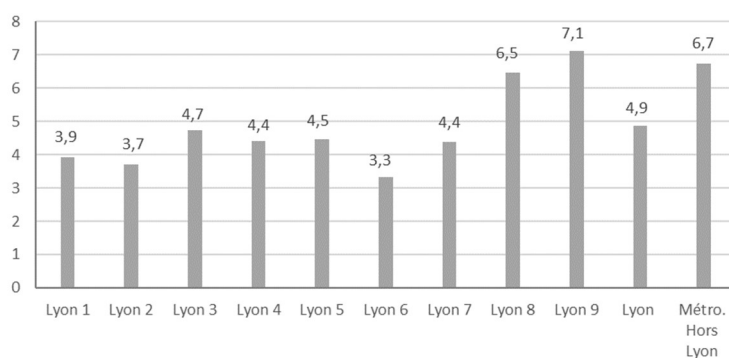
observé dans le reste de la métropole de Lyon (1,0 %). Les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement présentent des taux de bénéficiaires de la PCH supérieurs aux autres arrondissements et à la métropole de Lyon, hors Lyon (1,1 %).

Activité professionnelle

Les adultes en situation de handicap peuvent être orientés vers un travail en milieu ordinaire, ou en milieu protégé (établissements et services d'aide par le travail ESAT). La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) permet aux personnes en situation de handicap de bénéficier de mesures pour favoriser leur maintien dans l'emploi ou pour accéder à un nouvel emploi dans le milieu ordinaire.

En 2020, à Lyon, 15 892 adultes de plus de 20 ans ont une RQTH, soit un taux de 4,9 pour 100 habitants âgés de 20 à 64 ans. Le taux de bénéficiaires d'une RQTH de Lyon est ainsi plus faible que celui observé dans les autres communes de la métropole de Lyon (6,7 %). Les deux arrondissements de Lyon les moins favorisés sur le plan socio-économique, le 8^{ème} et le 9^{ème}, sont ceux qui enregistrent les taux de bénéficiaires d'une RQTH les plus élevés (6,5 % et 7,1 %).

Taux (%) de bénéficiaires d'une RQTH, 2020



Source : Métropole de Lyon (Base de données Iodas - 31/12/2020), Insee (recensement 2018), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les personnes en situation de handicap ne pouvant travailler en milieu ordinaire peuvent être orientées vers un emploi en milieu protégé. En 2020, 1 148 lyonnais de 20 à 64 ans bénéficiaient de droits ouverts à un emploi en milieu protégé, soit un taux de 0,4 %, taux similaire au taux observé dans l'ensemble des autres communes de l'agglomération lyonnaise.

Établissements et services médico-sociaux

Les personnes en situation de handicap ne pouvant vivre dans un logement autonome peuvent être orientées vers une structure d'hébergement. Le type de structure d'hébergement dépend du degré d'autonomie des personnes et des prestations requises : les Foyers d'accueil médicalisés (FAM) et Les

Maisons d'accueil médicalisées (MAS²⁴) sont médicalisés, mais les foyers de vie²⁵ ou foyers d'hébergement²⁶ pour travailleurs handicapés ne le sont pas.

En 2020, 1 303 personnes en situation de handicap bénéficient d'une orientation vers une structure d'hébergement, soit 0,4 % des Lyonnais de 20-64 ans (contre 0,6 % des habitants des autres communes de l'agglomération lyonnaise). En 2020, 359 personnes en situation de handicap domiciliés à Lyon ont bénéficié d'une orientation en FAM, 182 en MAS, 442 en foyer de vie et 320 en foyer d'hébergement.

À Lyon, 1 072 adultes en situation de handicap vivant dans un logement autonome bénéficient de l'accompagnement d'un service médico-social : 834 d'un service d'accompagnement à la vie sociale et 234 d'un service d'accompagnement médico-social pour personnes handicapées (SAMSAH).

Enfin, 207 personnes en situation de handicap bénéficient d'une orientation vers un accueil de jour (en établissement médico-social) pour développer et maintenir leurs acquis et leur autonomie.

5.3. Les traitements par antibiotiques générateurs d'antibiorésistance

En 2020, 32,1 % des patients lyonnais traités par antibiotiques ont été traités par des antibiotiques susceptibles de générer de l'antibiorésistance, un taux plus faible que celui observé en moyenne dans la métropole de Lyon, en Auvergne-Rhône-Alpes et en France.

Part de patients traités par antibiotiques générateurs d'antibiorésistance parmi les patients traités par antibiotiques*, 2020

	Population totale	Enfants de moins de 4 ans	Enfants de 4 à 16 ans
Lyon1	32,3	19,7	9,4
Lyon2	32,5	22	10
Lyon3	31,5	12,6	8,2
Lyon4	33,5	25	10,6
Lyon5	34,8	18,2	10
Lyon6	32	16,7	9
Lyon7	31,2	12,5	6,2
Lyon8	30,2	12	6,3
Lyon9	34	15,4	7,3
Lyon	32,1	15,3	8,1
Métro. hors Lyon	37,7	14,4	8,1
AuRA	35	19,8	11,2
France	36,6	23,8	13,7

* Indicateur issu de l'outil REZONE CNAM Source : Cnam (SNIIRAM DCIR - 2020)

²⁴ « La maison d'accueil spécialisée (Mas) propose un hébergement permanent à un adulte handicapé gravement dépendant qui n'arrive pas à réaliser seul les actes de la vie courante (se nourrir, s'habiller...). En principe, le Mas accueille des personnes un peu plus dépendantes que la population hébergée en foyer d'accueil médicalisé (Fam), mais dans la pratique, les publics sont sensiblement les mêmes ». <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2006>

²⁵ Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) accueille des adultes en situation de handicap ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations et activités en fonction de leur handicap.

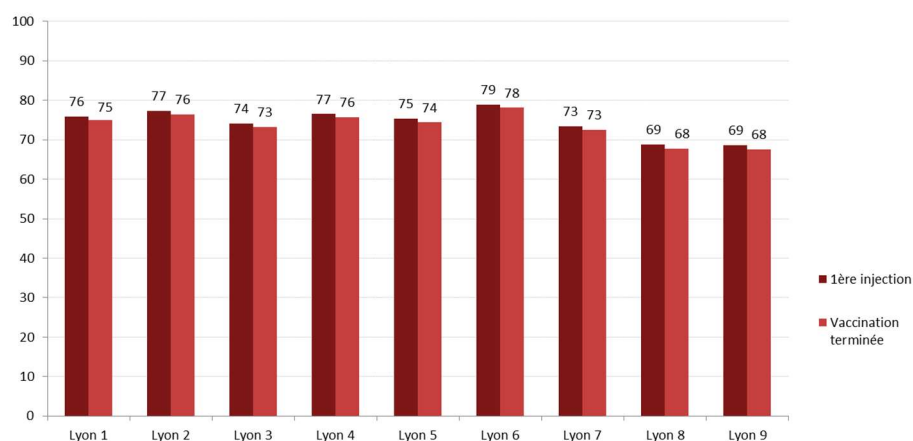
²⁶ Le foyer d'hébergement pour travailleurs handicapés propose un hébergement et un accompagnement aux adultes en situation de handicap qui exercent une activité professionnelle.

5.4. Données sur la COVID-19

• Vaccination contre la COVID-19

Au 5 décembre 2021, 374 090 Lyonnais ont reçu deux injections de vaccin contre la COVID-19. Selon les arrondissements, le taux de vaccination (deux injections) varie de 67,6 % à 78,1 %, des taux de vaccination plus faibles que le taux national, sauf dans les trois arrondissements les plus favorisés (le 2^{ème}, le 4^{ème} et le 6^{ème} arrondissement). Le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement présentent les taux de vaccination les plus faibles.

Taux de vaccination contre la COVID-19, au 5/12/2021



Source : Cnam (Vaccin Covid au 5/12/2021)

Taux de vaccination contre la COVID-19, au 5/12/2021

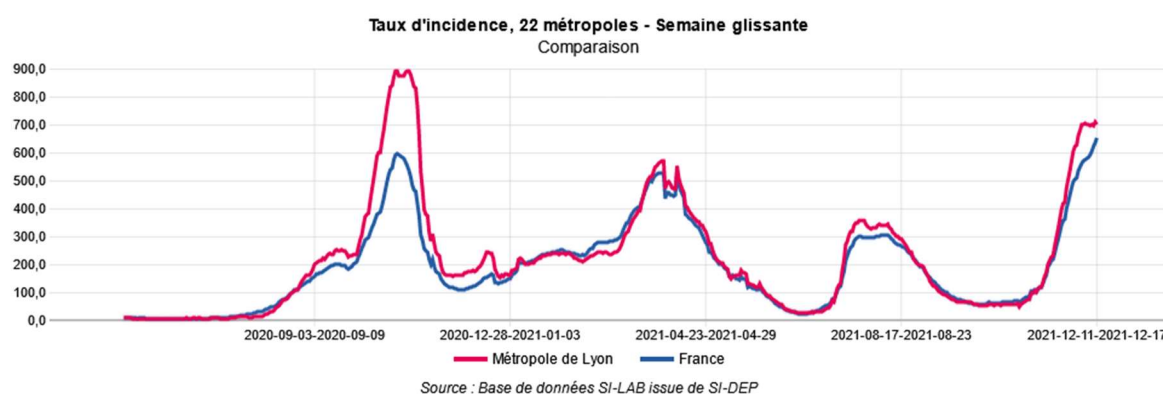
	1ère injection	2ème injection
Métropole de Lyon	70,4	69,5
Auvergne-Rhône-Alpes	75	73,9
France	77,4	75,8

Source : Cnam (Vaccin Covid au 5/12/2021)

• Incidence de la COVID-19

La semaine (glissante) du 11 au 17 décembre 2021, le taux d'incidence de la COVID-19 dans la métropole de Lyon s'élève à 701,9 pour 100 000.

Evolution du taux d'incidence de la COVID-19 pour 100 000, 2020-2021

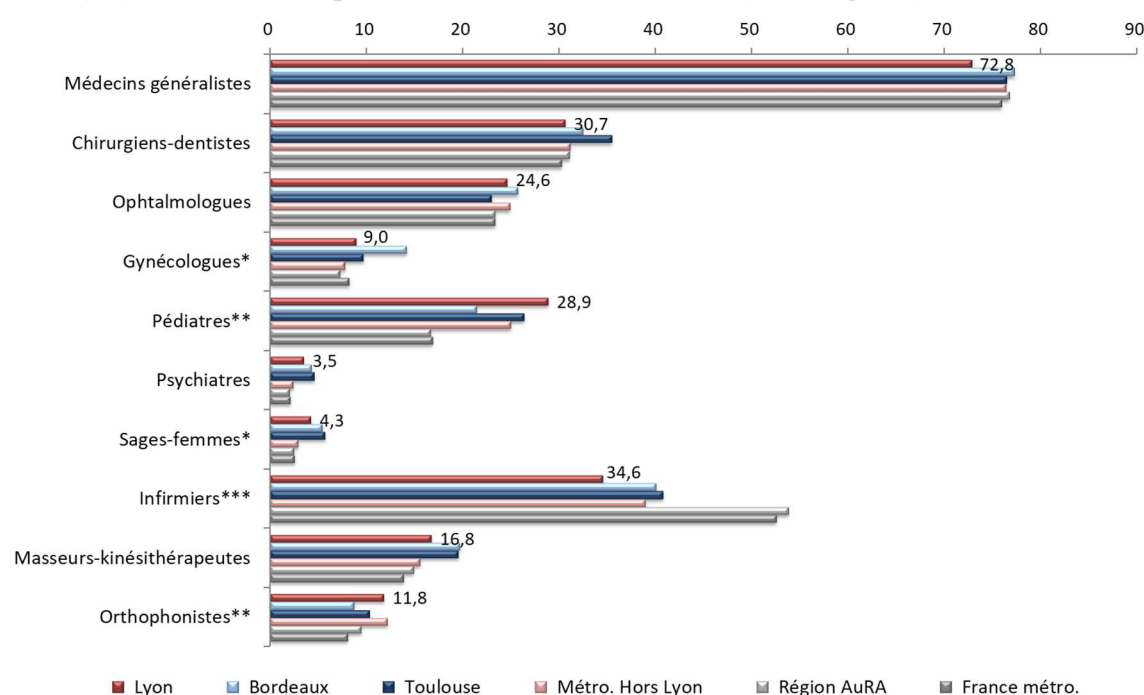


5.5. Recours aux professionnels de santé libéraux durant l'année 2020

Recours annuel

En 2020, Lyon présente, comme en 2019, un taux de recours un peu plus faible aux médecins généralistes et aux infirmiers libéraux par rapport aux territoires de comparaison et à la France métropolitaine. Le taux de recours aux autres professionnels de santé, y compris les médecins spécialistes en accès direct est supérieur à celui observé en France métropolitaine, à l'exception des chirurgiens-dentistes pour lequel un recours comparable à la moyenne nationale est noté.

Taux (%) de recours aux professionnels de santé libéraux (Tous régimes), 2020



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR – 2016-2020), Insee (Recensement – 2012), ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2020, une baisse globale des taux de recours aux professionnels de santé est notée. Cette baisse est très marquée pour les gynécologues (- 19,6 points) et les sages-femmes (-5,9 points) chez les femmes de 15-49 ans.

Taux (%) de recours aux professionnels de santé libéraux à Lyon, 2019-2020

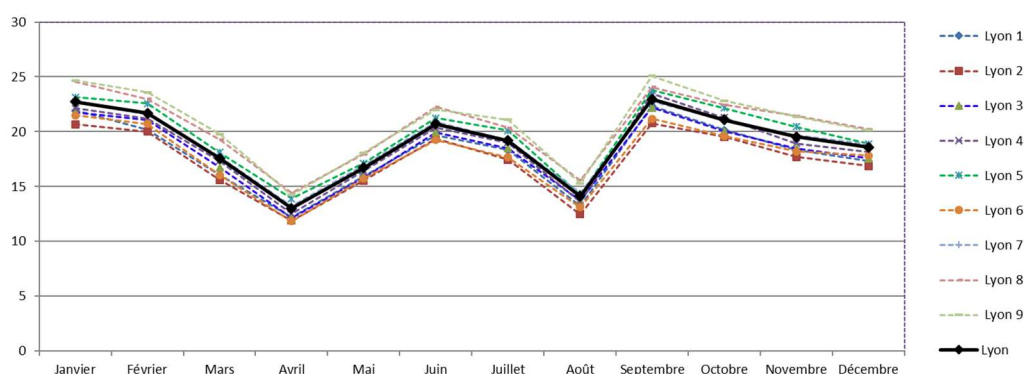
	2019	2020	Evol. 2019-2020 en points
Médecins généralistes	75,8	72,8	-3,0
Chirurgiens-dentistes	34,9	30,7	-4,2
Ophtalmologues	26,7	24,6	-2,1
Gynécologues*	28,6	9,0	-19,6
Pédiatres**	30,9	28,9	-2,0
Psychiatres	3,6	3,5	-0,1
Sages-femmes*	10,2	4,3	-5,9
Infirmiers***	33,2	34,6	1,4
Masseurs-kinésithérapeute	17,8	16,8	-1,0
Orthophonistes**	12,3	11,8	-0,5

Recours mensuel

Les taux de recours aux professionnels de santé libéraux a fluctué au cours de l'année 2020.

Les périodes de confinement et en particulier le 1^{er} confinement (du 17 mars au 3 mai 2020) montrent une baisse du recours des assurés sociaux aux médecins généralistes libéraux. Il est à noter que le recours aux professionnels de santé libéraux au mois d'août est traditionnellement faible. Tous les arrondissements de Lyon présentent les mêmes tendances.

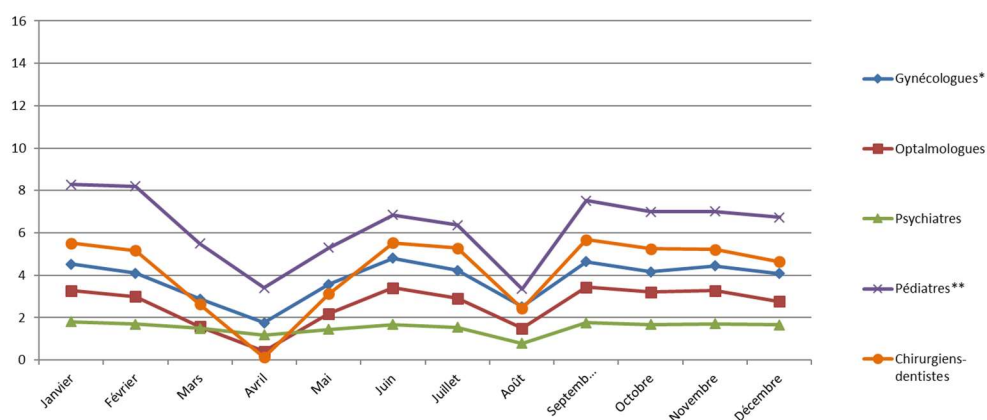
Taux de recours mensuel aux médecins généralistes libéraux (Tous régimes), 2020



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), Insee (recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Les données mensuelles de recours aux chirurgiens-dentistes et aux médecins spécialistes en accès direct montrent globalement les mêmes tendances, à l'exception du recours aux psychiatres dont le taux de recours a peu baissé durant les périodes de confinement. Par ailleurs, il convient de noter le recours quasi-nul aux chirurgiens-dentistes durant le 1^{er} confinement, en raison de la fermeture des cabinets dentaires.

Taux (%) de recours mensuel aux professionnels de santé libéraux (Tous régimes), 2020

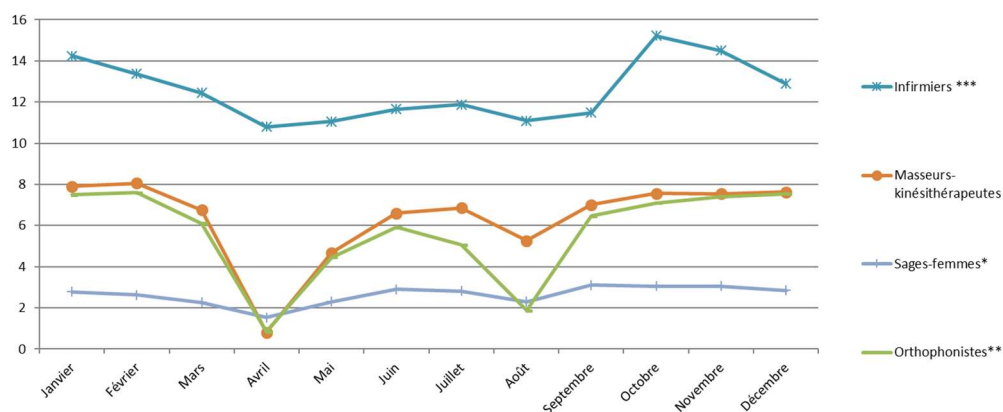


Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), Insee (Recensement - 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Au cours du premier confinement de l'année 2020, un recours quasi-nul aux masseurs-kinésithérapeutes et aux orthophonistes (respectivement 0,8 % des assurés sociaux et 0,9 % des assurés sociaux de moins de 15 ans) est noté.

Il est à noter enfin l'augmentation du recours aux infirmiers libéraux des assurés de 75 ans et plus en octobre et novembre 2020.

Taux (%) de recours mensuel aux professionnels de santé libéraux (Tous régimes), 2020

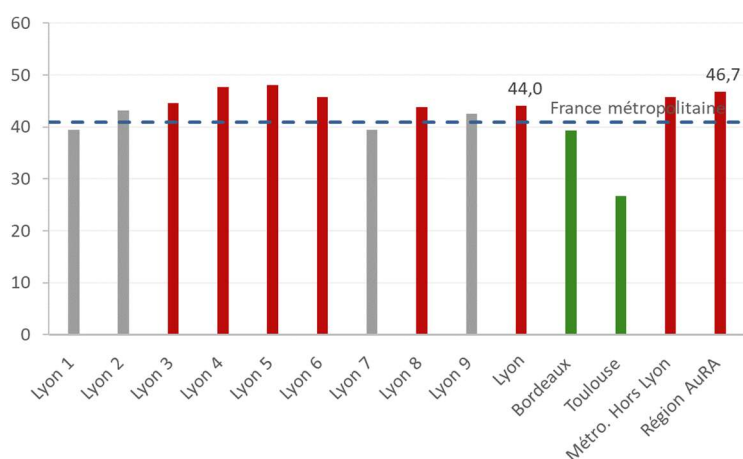


Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), Insee (Recensement – 2012), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

- Recours à la prévention : dépistage et vaccination antigrippale

En 2020, 44,0 % des femmes de 50-74 ans ont bénéficié d'une mammographie dans le cadre du dépistage organisé du cancer du sein, un taux supérieur à celui observé en France métropolitaine et à Bordeaux et Toulouse.

Taux de bénéficiaires du dépistage organisé du cancer du sein (Tous régimes), 2020



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Contrairement à ce qui est observé en France, dans les deux grandes villes de comparaison et en Auvergne-Rhône-Alpes où des baisses des taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein sont observés, le taux de participation a augmenté à Lyon (+3,6 points) et dans tous ses arrondissements.

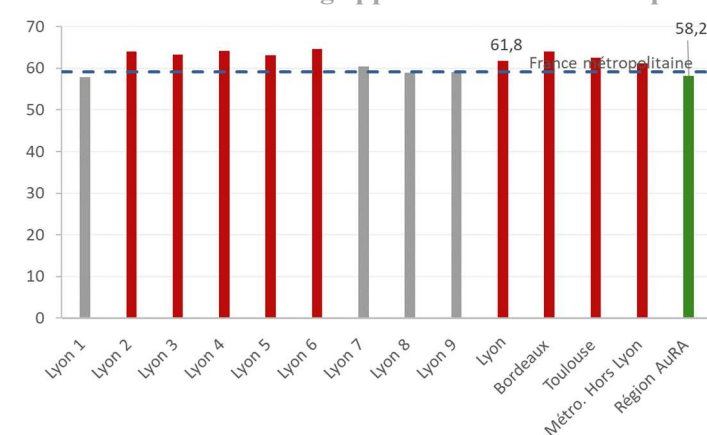
Taux (%) de bénéficiaires du dépistage organisé du cancer du sein (Tous régimes), 2020

	2019	2020	Evol. en points
Lyon 1	38,1	39,5	1,4
Lyon 2	39,6	43,2	3,5
Lyon 3	42,0	44,6	2,6
Lyon 4	45,2	47,7	2,5
Lyon 5	42,6	48,0	5,4
Lyon 6	41,7	45,8	4,1
Lyon 7	36,7	39,4	2,7
Lyon 8	38,5	43,8	5,4
Lyon 9	39,1	42,6	3,5
Lyon	40,5	44,0	3,6
Bordeaux	45,4	39,3	-6,0
Toulouse	31,8	26,7	-5,1
Métro. Hors Lyon	43,2	45,8	2,5
Région AuRA	50,8	46,7	-4,1
France métro.	46,3	40,9	-5,4

Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

En 2020, 61,8 % des assurés sociaux de 65 ans et plus ont été vaccinés contre la grippe à Lyon, un taux qui est, comme en 2019 supérieur à celui observé en France métropolitaine (59,2 %).

Taux de vaccination antigrippale chez les 65 ans et plus (Tous régimes), 2020



Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le taux de vaccination antigrippale des 65 ans et plus a augmenté de 8,2 points à Lyon entre l'année 2019 et 2020, une évolution proche de celle observée en Auvergne-Rhône-Alpes (+7,9 points) et en France métropolitaine (+8,2 points). Les taux de vaccination antigrippale ont augmenté dans des proportions similaires dans tous les arrondissements de Lyon, mais de manière plus forte dans le 2^{ème} et le 4^{ème} arrondissement de Lyon.

Taux de vaccination antigrippale chez les 65 ans et plus (Tous régimes), 2019-2020

	2019	2020	Evol. en points
Lyon 1	49,8	57,9	8,2
Lyon 2	53,7	64,1	10,4
Lyon 3	55,3	63,3	8,0
Lyon 4	54,6	64,2	9,6
Lyon 5	54,2	63,1	8,9
Lyon 6	55,8	64,6	8,8
Lyon 7	53,0	60,4	7,4
Lyon 8	52,0	58,9	6,9
Lyon 9	50,9	59,1	8,2
Lyon	53,6	61,8	8,2
Bordeaux	54,8	64,0	9,3
Toulouse	54,2	62,5	8,3
Métro. Hors	53,5	61,2	7,8
Région AuRA	50,3	58,2	7,9
France métro	51,4	59,2	7,8

Sources : Cnam (Sniiram DCIR - 2020), Cnam (Sniiram DCIR - 2016-2020), exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

6. Synthèse

Caractéristiques socio-économiques

- Lyon est globalement favorisée sur le plan socio-économique par rapport à la région Auvergne-Rhône-Alpes, même si la présence d'habitants en situation de précarité est plus marquée que dans l'ensemble de la région ;
- Lyon est un peu plus favorisée que Bordeaux et surtout que Toulouse ;
- Des disparités entre arrondissements sont observés, avec des indicateurs de défavorisation sociale marqués (part des non-diplômés, part d'ouvriers, part des bénéficiaires du RSA) dans le 8^{ème} et 9^{ème} arrondissement où plus de 20 % de la population réside en quartier prioritaire de la politique de la Ville.

Offre et recours aux soins et à la prévention

- Lyon est bien doté en ressources de soins, qu'il s'agisse d'offre de soins en libéral, de centres de santé ou de centres hospitaliers (Lyon est le deuxième bassin hospitalier de France). Les Lyonnais bénéficient d'une bonne accessibilité aux soins ;
- Le recours aux soins en libéral est différencié selon les arrondissements : un recours plus faible aux chirurgiens-dentistes et à certains spécialistes (ophtalmologues, gynécologues, psychiatres) est observé les territoires socialement défavorisés et en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville. La problématique des retards et des renoncements aux soins des habitants socialement défavorisés est toujours observée ;
- Le taux de séjours hospitaliers en MCO des hommes lyonnais est supérieur à celui observé en France métropolitaine et en Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Un moindre recours au dépistage organisé du cancer du sein et au programme de prévention bucco-dentaire de l'assurance maladie est observé dans les quartiers socialement défavorisés. L'enjeu de l'accès à la prévention et aux dépistages dans les quartiers socialement défavorisés et en particulier dans les QPV est toujours d'actualité.
- En 2020, en lien avec la crise sanitaire du COVID-19 et les confinements, une baisse globale des taux de recours aux professionnels de santé est notée. Au-delà du premier confinement, cette baisse, très marquée, sur l'ensemble de l'année chez les femmes pour les gynécologues et les sages-femmes est un point d'attention. Une augmentation du taux de vaccination antigrippale et du taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein est par contre notée à Lyon.

État de santé

L'état de santé des Lyonnais est globalement favorable, en lien avec le niveau socio-économique de la population, mais des arrondissements socialement défavorisés présentent un état de santé moins favorable :

- Le taux de mortalité générale et de mortalité prématurée à Lyon sont inférieurs aux taux enregistrés en France métropolitaine et en Auvergne-Rhône-Alpes, mais le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement présentent des taux relativement élevés ;
- Le taux d'affection de longue durée (ALD) est plus faible à Lyon comparé à la France métropolitaine et à la région mais il est plus élevé dans le 7^{ème}, le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissement ;
- Le taux de patients hospitalisés en MCO est également plus faible à Lyon qu'en région et en France mais ces taux sont supérieurs dans le 9^{ème} arrondissement et, chez les hommes (uniquement) dans le 1^{er} et 7^{ème} arrondissement.

L'état de santé moins favorable de la population dans les territoires socialement défavorisés est à mettre en lien avec de multiples facteurs : les conditions de travail (expositions professionnelles/pénibilité) et de logement moins favorables, voire défavorables à la santé des habitants de catégorie socio-professionnelle peu favorisées, les expositions environnementales et les habitudes de vie qui nuisent à la santé (tabagisme, alcool, sédentarité, alimentation déséquilibrée ...) plus fréquentes dans ces catégories de population.

Points de vigilance pour certaines pathologies et problèmes de santé

Cancers, un point d'attention en particulier le cancer du poumon chez les hommes des quartiers défavorisés :

- Le taux de mortalité par cancer du poumon à Lyon est comparable à la moyenne nationale mais il est supérieur dans le 9^{ème} et le 8^{ème} arrondissement (part plus élevée d'ouvriers dans ces deux arrondissements), mais aussi le 1^{er} arrondissement ;
- Le taux de patients hospitalisés pour cancer du poumon est supérieur à Lyon chez les hommes et en particulier dans le 1^{er} et le 8^{ème} arrondissement.

Bien que les femmes présentent des indicateurs plus favorable, l'augmentation du taux de mortalité par cancer du poumon chez les femmes est un point d'attention.

Pour rappel le tabac est responsable de 8 cancers du poumon sur 10. Les autres principaux facteurs de risques sont les expositions professionnelles et environnementales (amiante, radon, gaz échappement diesel, ...).

Maladies cardiovasculaires, des pathologies marquées dans le 9^{ème}

Lyon présente des indicateurs de mortalité, d'hospitalisation et d'ALD en rapport avec les maladies cardiovasculaires globalement inférieurs à la moyenne nationale et régionale mais le taux de mortalité est supérieur dans le 9^{ème} arrondissement. De plus, les AVC et infarctus chez les hommes lyonnais méritent un point d'attention (taux d'hospitalisation supérieurs au taux observé en France métropolitaine mais taux de mortalité inférieur à la moyenne nationale sur la période 2013-2017).

Les principaux facteurs de risques des maladies cardio-vasculaires sont le tabac (responsable de 4 décès par MCV sur 10), le surpoids-obésité, la sédentarité et l'alcool.

Maladies respiratoires, un point d'attention dans les quartiers défavorisés (8^{ème} et 9^{ème} arrondissement et dans une moindre mesure dans le 1^{er} et 7^{ème} arrondissement

- Le taux de mortalité par maladies respiratoires dans le 9^{ème} arrondissement est supérieur au taux observé en France métropolitaine ;
- Le taux d'ALD par maladies respiratoires est également plus élevé dans le 8^{ème}, 9^{ème} et 7^{ème} arrondissement qu'en France métropolitaine ;
- Le taux d'hospitalisation pour bronchite chronique (dont la principale cause est le tabagisme) est supérieur dans les 1^{er}, 7^{ème} et 9^{ème} arrondissements de Lyon par rapport au taux national ;
- La consommation d'antiasthmatiques est plus élevée dans les arrondissements défavorisés de Lyon, le 8^{ème} et le 9^{ème} qu'en France métropolitaine. La consommation d'anti-allergiques est également relativement élevée dans le 8^{ème}, le 9^{ème} et le 3^{ème} arrondissement comparée à la moyenne nationale. Les consommations d'antiasthmatiques et antiallergiques sont particulièrement élevées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Des inégalités sociales de santé sont observées pour l'asthme et les maladies respiratoires et sont multifactorielles. Les CSP moins favorisées sont plus fréquemment exposées aux principaux facteurs de risques : tabac, expositions professionnelles, conditions de logement, pollution extérieure.

Diabète, surpoids-obésité : des problèmes de santé socialement distribués

- Le diabète est une pathologie socialement distribuée : la problématique est marquée dans les quartiers défavorisés (présence de QPV dans le 8^{ème} et le 9^{ème} arrondissements) ;
- Surpoids-obésité : les données de la Ville de Lyon montrent des taux de surpoids supérieurs dans les écoles primaires en zone d'éducation prioritaire (concentrées dans le 8^{ème} et 9^{ème}).

L'enjeu de l'équilibre alimentaire, de la lutte contre la sédentarité est brûlant dans les quartiers socialement défavorisés.

Santé sexuelle : grossesses précoces et IVG, des points d'attention dans le 9^{ème} arrondissement mais également pour les IVG dans le 1^{er} arrondissement

- Le 9^{ème} arrondissement présente un taux de grossesses précoces relativement élevé comparé aux autres arrondissements et à la France métropolitaine ;
- Les taux d'IVG réalisées à l'hôpital sont supérieurs à la moyenne nationale dans le 1^{er} et le 9^{ème} arrondissement.

Santé mentale, un bon accès aux soins mais une problématique à creuser

- L'offre et le recours aux soins en santé mentale sont relativement importants à Lyon comparés à la moyenne nationale, ce qui permet de formuler l'hypothèse d'un bon accès aux soins de la population ;
- Les indicateurs relatifs à la santé mentale (hospitalisation, ALD, traitements médicamenteux) sont globalement plus élevés à Lyon qu'en France métropolitaine (et en Auvergne-Rhône-Alpes) et en particulier dans les 3^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements.

Les données de santé disponibles peuvent indiquer une présence plus importante d'habitants ayant des troubles psychiques à Lyon. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : un effet 'offre' et le lien entre la précarité et la santé mentale. Ces données sont tout d'abord à mettre en lien avec la concentration dans les villes de grande taille de l'offre de soins en santé mentale et de l'offre médico-sociale destinées aux personnes en situation de handicap psychique (les données de Lyon sont assez comparables à Toulouse en matière de santé mentale). Ce phénomène peut également s'expliquer, en particulier dans les quartiers socialement défavorisés par l'impact négatif de la précarité sur la santé mentale mais également par le logement. En effet, les personnes ayant des troubles psychiques chroniques ont souvent de faibles revenus²⁷ et, de ce fait, résident, plus nombreuses, dans des quartiers où l'offre de logement à loyer modéré est importante.

²⁷ Cf. difficultés d'insertion des personnes ayant des troubles psychiques et niveau faible de allocations pour personnes handicapés.